



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

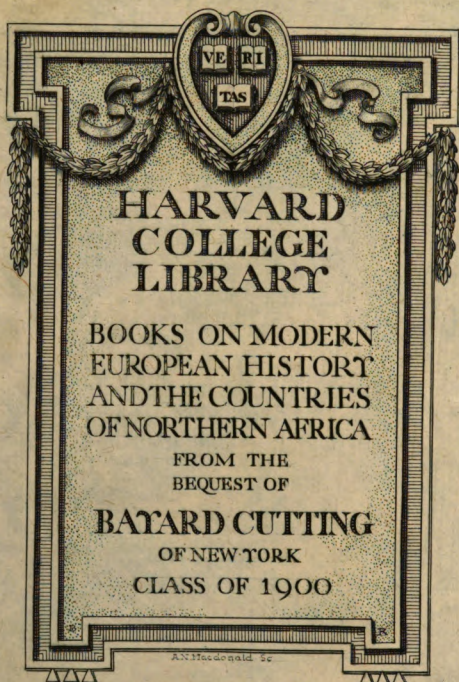
Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

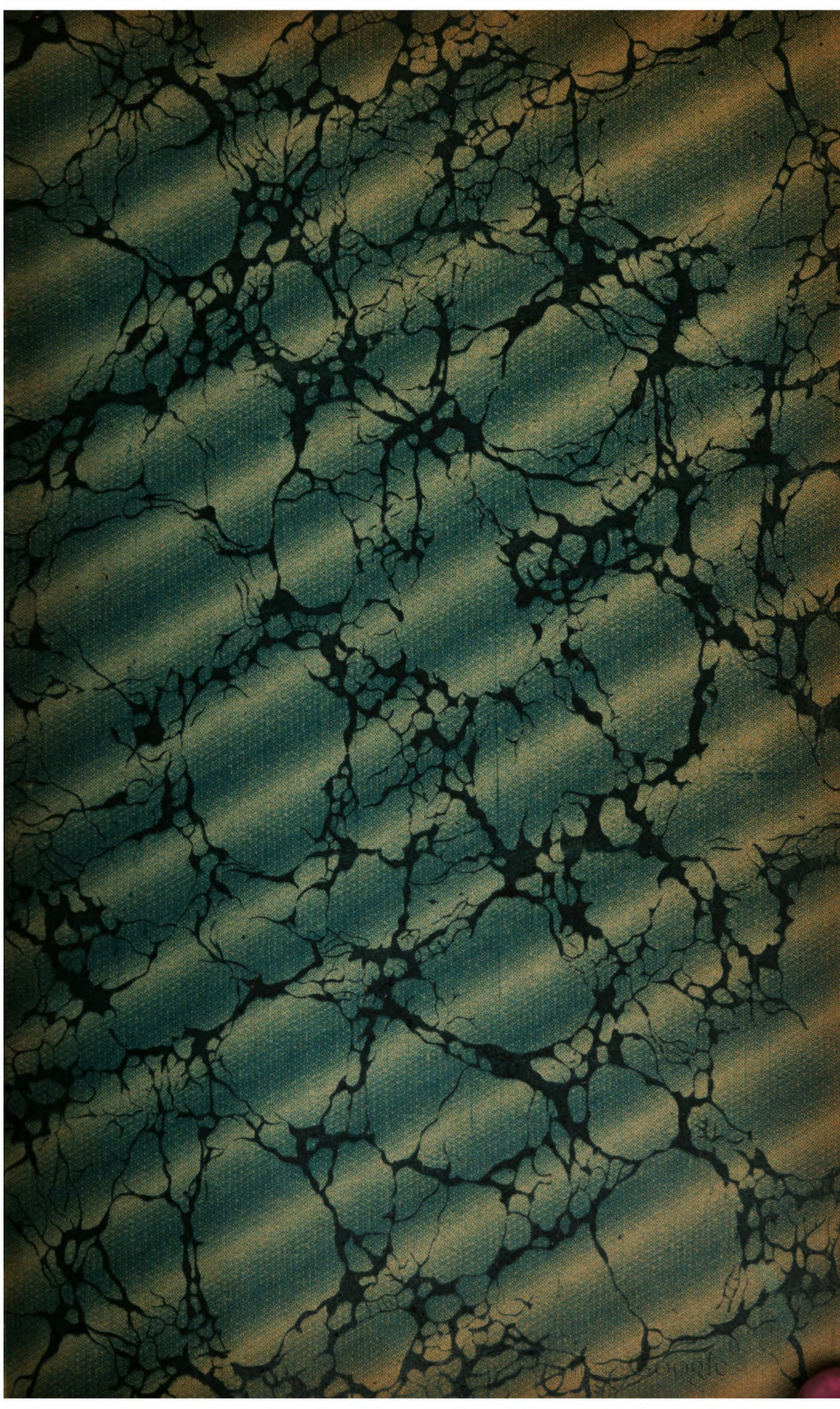
WIDENER



HN ZYVB M

Ger
2300
15.3.20





LA
GUERRE FATALE

PRÉVUE ET ANNONCÉE EN 1868

PAR

ÉMILE DE GIRARDIN



PARIS

HENRI PLON, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

40, RUE GARANCIÈRE

1870

LA GUERRE FATALE

PARIS

TYPOGRAPHIE DE HENRI PLON, IMPRIMEUR DE L'EMPEREUR

RUE GARANCIÈRE, 8.

LA
GUERRE FATALE

PRÉVUE ET ANNONCÉE EN 1868

PAR

ÉMILE DE GIRARDIN



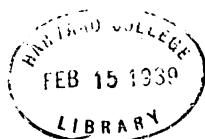
PARIS

HENRI PLON, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

40, RUE GARANCIÈRE

1870

Ger 2300.15.3.20
v



Cutting fund

PRÉFACE.

Un publiciste dont les événements ont justifié les prévisions serait fondé à s'enorgueillir de sa prévoyance.

Cependant ce n'est pas à un vain sentiment d'orgueil que je cède en réunissant en faisceau les articles que j'ai publiés dans le cours de l'année 1868 sur la question qui vient d'avoir pour dénouement fatal la déclaration de guerre notifiée par la France à la Prusse, le 19 juillet 1870.

Cette déclaration de guerre était implicitement contenue dans le projet de loi rédigé en toute hâte, en septembre 1866, par le gouvernement français, à l'effet de doubler sans aucun retard le chiffre de son effectif militaire et de changer son armement ; mais où elle était plus expressément contenue encore, c'était dans les trois traités clandestinement imposés, dès le mois d'août, par le gouvernement prussien aux trois gouvernements de Bade, de Bavière et de Wurtemberg.

J'ai vu clairement que la guerre sortirait inévitablement de cette défiance réciproque, se justifiant

l'une par l'autre; l'ayant vu quand personne ne le voyait, je l'ai annoncé quand tout le monde le niait. Si je le rappelle ici, c'est moins pour m'en faire un mérite que pour m'en faire une caution.

Lorsque paraîtra demain cette réimpression d'articles, qui n'auront pour lecteurs, je le sais, que quelques hommes d'élite, le premier coup de canon n'aura pas encore été tiré; donc il serait encore temps que la France, prenant l'Europe pour témoin, adressât à la Prusse un appel suprême en faveur de la paix.

Ce suprême appel, voici, en substance, comment je le concevrais de la part du gouvernement français; je dirais au gouvernement prussien :

« Vous avez détruit en 1866 l'équilibre européen
» sans le remplacer, car ce qu'un Congrès avait
» établi, vous l'avez changé, sans donner à ce chan-
» gement la consécration d'un Congrès nouveau.
» L'instabilité universelle est votre œuvre. L'ère de
» l'esprit de conquête était fermée; vous l'avez rou-
» verte. Songez-y sérieusement! Ce que la guerre
» vous a donné, la guerre peut vous le reprendre.
» Voulez-vous ne point affronter ce risque? Voulez-
» vous épargner à l'humanité la douleur de voir
» verser à flots le sang le plus pur? Voulez-vous
» épargner à la civilisation la honte de céder le pas

» à la barbarie? Si vous le voulez, vous le pouvez!
» Je vous offre par voie de télégramme de conclure
» une convention par laquelle je m'engagerai à ne
» faire aucun obstacle à l'unification de l'Allemagne
» en voie d'accomplissement, sous la seule réserve
» que cette unification aura pour limite et pour
» ligne de démarcation la rive droite du Rhin; mais
» par laquelle, de votre côté, vous vous engagerez
» en votre nom et au nom de vos confédérés à évacuer le territoire occupé par vous et par eux entre
» mes frontières naturelles de 1801 et mes frontières
» actuelles de 1815, sous la réserve offerte par moi
» que ce territoire sera réuni à la Belgique, État
» neutre, lequel s'obligera à démanteler, sans aucune exception et sans aucun retard, toutes les
» forteresses frappées d'inutilité par sa neutralisation.

» C'est le moins que j'aie le droit d'exiger au nom
» de ma sécurité que vous avez profondément
» ébranlée et que vous devez me rendre désormais
» inébranlable.

» Consultez votre conscience troublée, consultez
» vos intérêts menacés; et répondez!

» Si vous répondez *oui*, vous et moi nous convoquerons immédiatement un Congrès pour qu'il
» donne à cette convention l'imposante autorité de
» sa consécration.

» Si vous répondez *non*, si ce désintéressement de
» la France poussé jusqu'à la plus extrême abnéga-
» tion n'a rien qui vous stimule ; si tous les maux de
» la guerre qu'il aura dépendu de vous d'écarter vous
» laissent insensible, à vous seul, entendez-le bien, à
» vous seul la responsabilité devant l'Europe et
» devant l'histoire de toutes les conséquences de la
» victoire, logiquement et justement inexorable !

» Si dure que soit l'expiation qu'elle vous infligera,
» les familles en deuil n'auront qu'un cri pour la
» trouver trop douce. »

L'avantage de cet appel suprême que je me suis
contenté d'ébaucher serait de rejeter dans l'ombre et
dans l'oubli la candidature Hohenzollern et de replacer
en toute lumière et en toute sincérité le vrai débat
entre la France et la Prusse.

Quand on a pleinement raison, c'est une faute de
se donner l'apparence d'un tort ; quand on a de son
côté les motifs les plus sérieux, les plus indiscutables,
c'est une maladresse de laisser se faufiler à leur place
un prétexte futile et contestable.

La logique des peuples est sommaire.

ÉMILE DE GIRARDIN.

LA GUERRE FATALE.

Quand je vois l'Europe transformée en une sorte de camp armé et qui se ruine pour s'armer, je me dis que cela ne peut pas durer longtemps.

MARCHEL NIEL, Corps législatif, séance du 31 décembre 1867.

Le vrai danger d'une guerre me paraît être dans les préparatifs pour la guerre.

Si nous ne pouvons pas mettre une limite à l'augmentation de nos armements, le jour viendra où il sera impossible de répondre à ceux qui disent : « Mieux » vaudrait de beaucoup se battre tout de suite que « demeurer dans cet état d'incertitude et chargés de » dépenses aussi énormes. »

L'argument est d'autant plus fort et fondé qu'il est généralement admis qu'une guerre ne peut pas durer plus de douze mois. Les moyens de destruction sont si grands et les procédés de la vapeur mettent si rapidement les parties belligérantes aux prises, que l'une ou l'autre doit vite l'emporter !

RICHARD CORDEN, Alger, 16 février 1861.

Le 5 novembre 1863, l'empereur Napoléon III, dans une lettre mémorable qui restera l'acte le plus glorieux de son règne, s'exprimait ainsi :

Deux voies sont ouvertes : l'une conduit au progrès par la conciliation et la paix ; l'autre, tôt ou tard, mène FATALEMENT à la guerre par l'obstination à maintenir un passé qui s'écroule.

Le 16 juillet 1870, les événements vérifiaient toutes nos prévisions ; M. Rouher, président du Sénat, se rendait au palais de Saint-Cloud, où il faisait entendre à l'Empereur ces paroles désignant la Prusse :

Les écarts d'une ambition surexcitée par un jour de grande fortune devaient TOT OU TARD se produire.

Si la guerre que nous n'avons cessé d'annoncer en 1867 et en 1868 était inévitable, était « fatale », avons-nous eu tort de tout faire pour que la France ne s'endormît pas dans des illusions mortelles?

I.

LA PREMIÈRE BATAILLE.

1^{er} janvier 1868.

L'année dernière, dans ce même mois de janvier, l'Empereur avait compris que le seul moyen de faire oublier à la France l'amointrissement territorial qui résultait manifestement pour elle de l'immense agrandissement territorial de la Prusse et des faits accomplis en 1866, c'était de susciter une puissante diversion à l'extérieur par l'intérieur. L'Empereur l'avait si bien compris, que le 19 janvier 1867, paraissant déterminé à rouvrir l'ère des libertés fermée depuis le 2 décembre 1851, il écrivait que son avis et sa ferme intention étaient de « *ne rien faire à demi* » : l'exécution ayant trahi sa pensée, le courant libéral ne s'étant pas établi, la politique étant demeurée stagnante, l'activité de notre industrie et de notre commerce s'étant arrêtée, le poids de notre influence au dehors ayant considérablement diminué, la guerre, une guerre prochaine, semble inévitable. En effet, comment l'éviter? A un grand pays tel que la France il faut nécessairement, indispensablement, l'une de ces trois choses :

Ou la liberté;

Ou la prospérité;

Ou la gloire.

La liberté! La France l'a-t-elle? Non; elle n'a pas même

la liberté d'aller déposer une couronne d'immortelles sur la tombe de Manin, de faire une conférence purement littéraire ou de siffler une inconvenance théâtrale.

La prospérité ! La France l'a-t-elle ? Non ; elle ne l'a pas : la grève du milliard et les souffrances d'Amiens, de Lille, de Roubaix, de Lyon, etc., sont là pour l'attester.

La gloire ! La France l'a-t-elle ? Non, elle ne l'a pas, car en 1866 elle n'a su ni maintenir l'équilibre qui faisait d'elle la première puissance territoriale après la Russie, ni le rétablir après la bataille de Sadowa et la chute de la Confédération germanique.

Si la guerre entre la France et l'Allemagne est logiquement inévitable, si elle est fatale, si elle doit s'allumer même contre le désir et la volonté de l'empereur des Français, du roi de Prusse, de M. Rouher et de M. de Bismark, alors elle est imminente et ne tardera pas à embraser l'Europe.

Si la guerre est imminente, la loi que défendent MM. Niel, Rouher et Gressier n'était évidemment pas la loi qu'il fallait présenter. Au lieu de fortifier l'armée, cette loi l'affaiblit.

Dès que le gouvernement impérial ne se contentait pas de la loi de 1832, dès qu'il ne la trouvait pas suffisante, quel but devait-il se proposer ?

Un seul.

A tout prix gagner la première bataille.

Pour la gagner que faut-il ?

Devant l'ennemi, tous soldats français aguerris.

Derrière eux, l'élan national que donne la liberté,

II.

L'ENNEMI.

2 janvier 1868.

« L'ennemi contre lequel il faut être prêt; l'ennemi contre lequel pour être prêt il faut que les soldats soient désignés à l'avance; l'ennemi contre lequel pour être prêt il faut se mettre à l'œuvre; l'ennemi contre lequel il faut toujours être prêt; l'ennemi contre lequel il faut être prêt aujourd'hui; l'ennemi contre lequel on aura rarement vu l'armée française dans une meilleure position et répondant mieux à la confiance que tout le monde peut avoir », c'est M. le maréchal Niel qui l'a déclaré, car ce sont ses expressions que nous reproduisons ici (1); cet ennemi quel est-il?

Ce n'est pas l'Angleterre, car, désabusée par Richard Cobden et Robert Peel, elle ne vise plus qu'à être et qu'à rester « le grand empire maritime »; les petites querelles européennes d'États mitoyens ont cessé de l'intéresser. Sur ce point, cabinet whig et cabinet tory, lord Russell et lord Derby, M. Gladstone et M. Disraeli sont d'accord.

Ce n'est pas la Russie, car elle a tout intérêt à gagner le plus de temps possible, puisque sa population augmente considérablement chaque année, et que chaque année qui s'écoule en paix permet à l'empire des czars d'étendre son réseau de chemins de fer, qui sera l'immensité de l'étendue territoriale multipliée par la rapidité du parcours équivalant à la suppression des distances.

Ce n'est pas l'Autriche, car si elle a un espoir de prendre

(1) *Moniteur*, mercredi 1^{er} janvier 1868, page 5.

sa revanche contre la Prusse, cet espoir, elle ne peut le puiser que dans un triomphe de la France.

Ce n'est pas l'Italie, car entre elle et nous le combat serait par trop inégal.

Ce n'est pas l'Espagne, car il y a longtemps qu'elle ne compte plus parmi les États dont l'agression soit à redouter.

Il n'y a donc qu'une seule puissance en Europe à laquelle, en France, dans la bouche d'un ministre de la guerre, puisse s'appliquer ce mot : l'Ennemi.

Cette puissance, c'est l'Allemagne militarisée aux mains du gouvernement prussien.

Pas plus en Prusse qu'en France, personne ne s'y trompe, malgré les discours pacifiques échangés au palais des Tuileries le 31 décembre 1867 entre S. M. l'empereur Napoléon III et S. Exc. le comte de Goltz, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

A tort ou à raison, l'ennemi de la France en janvier 1868, c'est la Prusse ayant l'Allemagne sous son commandement militaire et lui commandant comme un colonel à son régiment.

Loin de le nier vainement, loin de le dissimuler hypocritement, notre avis est qu'il est à la fois plus digne et plus prudent de l'avouer franchement et de le proclamer hautement, en prenant l'Europe pour juge et en lui disant :

« Vous le voyez ! l'anxiété et le marasme sont partout, » même en Angleterre. La situation actuelle ne saurait être » une situation durable. L'ancien équilibre européen a été » détruit ; il faut qu'un nouvel ordre européen le remplace, » soit par un congrès qui rende la guerre inutile, soit par » une guerre qui rende le congrès inévitable. Il n'y a pas de » troisième alternative. La France n'a contre l'unité géogra- » phique de l'Allemagne aucune objection, à la condition » que l'Allemagne n'aura, de son côté, aucune objection

» contre l'unité géographique de la France. La nature a pris
» soin de tracer elle-même la ligne de démarcation entre ces
» deux grandes unités, entre ces deux grandes agglomérations
» se faisant contre-poids et complément l'une à l'autre.
» Aussi longtemps que la France ne sera pas rentrée dans
» ses limites de 1801, l'Europe, qui l'en a dépouillée en 1815,
» sera toujours troublée, et ce trouble se traduira par des
» armements de plus en plus excessifs et de plus en plus
» ruineux. Ce sera la misère, ce sera la ruine, ce sera la
» révolution. L'Europe tout entière est donc directement in-
» téressée à ce que la France reçoive la juste compensation
» qui lui est absolument nécessaire, et qu'elle est fermement
» résolue à demander à la victoire, si l'équité ne la lui donne
» pas. »

C'est en d'autres termes ce qu'a dit M. le maréchal ministre de la guerre lorsque dans la séance du 31 décembre 1867 il a laissé tomber du haut de la tribune du Corps législatif, ces paroles profondément vraies et qui méritent d'être relevées :

Quand je vois l'Europe transformée en une sorte de camp armé et qui se ruine pour s'armer, je me dis que *cela ne peut pas durer longtemps*. (Très-bien ! très-bien !) Il en est parmi nous qui croient qu'un pareil état de choses ne peut finir que par la guerre. Je ne sais pas si cela finira par la guerre ; mais je suis convaincu que, dans tous les cas, cela finira par la paix, qu'on se fatiguera de cette situation.

M. le maréchal Niel a raison :

On se fatiguera de cette situation ; *cela ne peut pas durer longtemps*.

Non, cela ne peut pas durer longtemps.

III.

LES PRÉPARATIFS MILITAIRES DE LA PRUSSE.

9 janvier 1866.

La France activant ses préparatifs militaires, il est tout simple que la Prusse active également les siens; mais quand on aura mis ainsi le feu sous la poudrière, faudra-t-il s'étonner qu'elle éclate? *Si vis bellum, para bellum.*

« En recevant le comte de Goltz comme représentant de la Confédération du Nord, la France a non-seulement reconnu cette dernière, mais encore sa constitution, dont l'article 79 traite de l'entrée éventuelle des États du Sud dans la Prusse agrandie; donc il serait devenu impossible au gouvernement impérial de considérer comme un *casus belli* l'achèvement de l'unité allemande. » Ainsi argumente un journal de Berlin, la *Poste*. Aussi ne sera-ce pas sur l'unité allemande que se posera le *casus belli*; il se posera sur l'impossibilité de maintenir plus longtemps l'état actuel de l'Europe. Cet état d'incertitude, d'inquiétude, de langueur, de souffrance, de misère étant le fait de la Prusse, il lui en sera demandé compte, ce sera justice.

* * *

La guerre, toujours sur le point d'éclater, est aussi mortelle aux populations dont elle arrête le développement, qu'aux questions dont elle paralyse l'essor. La politique du morcellement territorial et du faux équilibre continental, cette politique caduque qui ne comprend l'avenir qu'à l'image du passé, est le tombeau de toutes les grandes

questions. En effet, la veille d'une tuerie générale, pensez donc au suffrage universel, cette force d'hier, qui est à ce qu'elle doit être ce qu'était, il y a un siècle, la vapeur, cette force d'avant-hier, à ce qu'elle est devenue aujourd'hui, grâce aux efforts de la science opiniâtre ! Quand donc viendra le jour où les questions expirantes auront enfin disparu pour faire place aux questions naissantes ! Quand donc viendra le jour où toutes les recherches, où toutes les études, où tous les travaux du publiciste n'auront plus qu'un but, un seul but : le règne des principes succédant au règne des princes, le règne des lois naturelles remplaçant le règne des lois factices, dites lois positives, le règne enfin de la liberté, cette loi des lois ! Peut-être ce jour tarderait-il moins à venir si, au lieu de nous traîner à la remorque des hommes de sabre, nous tous qui tenons une plume, nous prenions résolument les devants en encourageant et en accoutumant le public à nous suivre !



La situation politique de l'Europe et de la France est-elle en 1868 ce qu'elle était en 1863, même encore en 1866, avant que la Prusse, puissance de dix-neuf millions d'habitants, tenue fortement en bride par l'Autriche, puissance de trente-sept millions d'habitants, sa rivale victorieuse, se fût alliée à l'Italie, et, grâce à cette alliance, fût devenue une puissance militaire de trente-sept millions d'habitants, tenant dans ses mains les clefs des portes principales s'ouvrant sur la France et permettant à l'invasion d'arriver en vingt-quatre heures sous les murs de Paris ?

Après l'éclatante et décisive victoire remportée par la Prusse et ses dix-neuf millions d'habitants sur l'Autriche et ses trente-sept millions d'habitants, est-ce qu'imposant silence aux vifs regrets que nous avait causés la NEUTRALITÉ

NON ATTENTIVE de la France, nous avons hésité un seul instant? Est-ce que nous n'avons pas insisté autant qu'il était en nous pour la conclusion, sans aucun retard, d'une étroite et cordiale alliance offensive et défensive entre la France, l'Italie et la Prusse, alliance qui, faisant de ces trois puissances les maîtresses et les gardiennes de la paix en Europe, nous eût permis et eût permis à l'Italie de donner l'exemple du désarmement sur la plus grande échelle? Est-ce que nous n'avons pas énergiquement combattu le paragraphe de la circulaire du 16 septembre 1866, dans lequel était mise en avant la nécessité pour la France d'accroître sa puissance militaire afin de rendre plus forte la défense nationale, paragraphe qui était un démenti donné à l'idée napoléonienne des grandes agglomérations, développée dans cette même circulaire portant la signature de M. de La Valette, ministre des affaires étrangères par *interim*? Est-ce que nous n'avons pas attaqué à outrance la nouvelle loi des neuf années de service dans l'armée active et des cinq années d'apprentissage militaire, dans les rangs de la garde mobile, apprentissage imposé à tous les autres Français valides âgés de vingt ans ayant été exemptés soit par le sort, soit autrement?

Les neuf années de service dans l'armée active et les cinq années d'apprentissage dans la garde nationale mobile étant votées, la conséquence à tirer et de cette persistance du gouvernement et de ce vote de la représentation nationale, ce sera de demander à la guerre vigoureusement menée et promptement terminée le désarmement de l'Europe, qu'aucun raisonnement n'a pu obtenir.

M. le maréchal Niel a exprimé la pensée de tout le monde lorsqu'il a laissé tomber de la tribune législative ces paroles que nous avons relevées et qui resteront : « CELA NE PEUT PAS DURER LONGTEMPS. »

Si, en effet, cela ne peut pas durer longtemps, comment cela peut-il finir autrement que par la guerre, une grosse

guerre, celle-là, une guerre suprême, forcément couronnée par un Congrès, comme en 1815?

Pas de phrases attardées sur la liberté! Elle n'a rien à faire dans la question, où la France, par les fautes de son gouvernement, est menacée d'avoir contre elle l'Italie et la Prusse, ses alliées naturelles, devenues ses ennemies probables.

Liberté, pauvre liberté! quelle chance sérieuse de retour as-tu lorsque la prospérité a disparu et que le vent glacial de l'anxiété souffle sur toute l'Europe, courbée sous le poids écrasant de dépenses militaires exorbitantes qui ne lui permettent pas d'entreprendre les réformes économiques radicales, sans l'adoption desquelles cependant le marasme et le malaise ne seront que s'accroître et empirer?

Hélas! tu n'en as plus aucune.

Il y a eu un moment, le 18 janvier 1867, le jour où M. Rouher et ses collègues avaient tous donné leur démission, il y a eu un moment, chère liberté, où tu eusses été encore assez puissante pour changer le cours des choses et donner aux esprits une nouvelle direction; mais ce moment, les ministres qui ont retiré leur démission l'ont laissé passer; il ne reviendra plus, il ne peut plus revenir.

Avec quels ministres reviendrait-il?

Le seul ministère qui un jour, une heure, a été possible, ne l'est plus.

Aussitôt cette occasion envolée, les événements ont pris le train de grande vitesse; ils marchent à toute vapeur.

IV.

CE QUE FERA LA FRANCE.

13 janvier 1868.

La diplomatie européenne a les yeux fixés en ce moment sur le Parlement douanier de l'Allemagne, dont il se pourrait bien que sortit brusquement la fusion des deux Confédérations dites l'une de l'Allemagne du Nord et l'autre de l'Allemagne du Sud. La diplomatie se demande avec anxiété : « Dans ce cas, que dira la France ? »

Si nous avions voix au chapitre, la France laisserait faire et ne ferait rien.

La France n'a rien à voir dans l'exécution du traité de Prague.

La France n'a à se mêler à rien de ce qui se passe ou se passera sur la rive droite du Rhin.

Le sang français appartient exclusivement à la France ; c'est notre maxime ; réglons sur elle désormais notre politique.

Que la France laisse donc les Allemands s'unir entre eux à leur gré !

Plus l'Allemagne sera agrandie, et plus la France, prenant toute l'Europe et tous les peuples à témoin, sera fondée à revendiquer ce qui lui a légitimement appartenu, ce qui constitue : *l'unité géographique de la France*.

Que l'Allemagne soit unie et que la France soit une !

Que le gouvernement impérial réduise toute sa politique extérieure à cette seule phrase, et derrière lui il ne tardera pas à avoir, sans distinction de partis, de fortune ni d'âge, tous les Français, car tous veulent le désarmement de l'Eu-

rope, et ce désarmement, il ne faut pas s'abuser, n'aura plus lieu qu'après une grande guerre résolument entreprise et promptement terminée.

V.

LA PAIX OU LA GUERRE.

7 avril 1868.

A cette question :

Aurons-nous la guerre?

Les hommes répondent : Non !

Les choses répondent : Oui !

Qui l'emportera des choses sur les hommes ou des hommes sur les choses ?

L'écho redit : Les choses.

VI.

OUI OU NON.

9 avril 1868.

Le rédacteur en chef du *Constitutionnel*, M. Paulin Limayrac, contredit en ces termes solennels le discours impérial du 5 novembre 1863 :

Plus la France sera armée, moins la guerre sera probable. L'équilibre des forces dans le monde est une garantie de paix.

Si M. Paulin Limayrac n'a pas de garantie plus solide du maintien de la paix que la garantie qu'il offre, il nous permettra d'ajouter plus de foi au discours impérial du

5 novembre 1863 qu'à l'article du *Constitutionnel* du 9 avril 1868.

Oui ou non, si en avril 1866 la France eût été armée et approvisionnée comme elle l'est en avril 1868, grâce à l'activité de M. le maréchal Niel et à celle de M. l'amiral Rigault de Genouilly, la France eût-elle laissé la Confédération germanique s'écrouler, et la Prusse, grossie du royaume de Hanovre, des duchés de Nassau, de Holstein, etc., etc., fonder l'unité militaire de l'Allemagne, sans exiger tout au moins le rasement de toutes les forteresses armées contre nous, et qui ont leurs racines dans le sol enclavé entre la rive gauche du Rhin et nos frontières telles que les ont restreintes et ouvertes les désastres de 1815?

Assurément non.

Oui ou non, si, en avril 1867, la France eût été armée et approvisionnée comme elle l'est en avril 1868, la France eût-elle laissé la question de Luxembourg se poser dans les termes qui ont si justement blessé l'an dernier la susceptibilité française?

Assurément non.

Donc, si en 1866 et 1867 la guerre n'a pas éclaté entre la France et la Prusse, ce n'est point parce que la France était armée, mais, au contraire, parce que la France ne l'était pas.

La France armée comme elle l'est, c'est la guerre certaine.

VII.

LA GUERRE FATALE.

10 avril 1868.

L'instinct public ne s'y trompe pas.

Il sent qu'un peu plus tôt, un peu plus tard, la guerre

qu'il était si facile de rendre impossible en avril 1866 est devenue fatale.

Oui, *fatale* par les causes si logiquement déduites dans le mémorable discours du 5 novembre 1863, solennellement adressé par l'empereur des Français à toute l'Europe, à l'occasion de l'ouverture de la session législative.

De ce discours, que nous n'avons jamais laissé passer une occasion de louer comme il le méritait, nous nous bornons à rappeler et à citer ces seuls passages :

Entretiendrons-nous toujours de mutuelles défiances par des ARMEMENTS EXAGÉRÉS ?

Les ressources les plus précieuses doivent-elles indéfiniment s'épuiser dans une VAINES OSTENTATION de nos forces ?

Conservons-nous ÉTERNELLEMENT un état qui n'est ni la paix avec sa sécurité, ni la guerre avec ses chances heureuses ?

Ayons le courage de substituer à un ÉTAT MALADIF ET PRÉCAIRE une situation stable et régulière, dût-elle coûter des sacrifices !

Deux voies sont ouvertes : l'une conduit au progrès par la conciliation et la paix ; l'autre tôt ou tard mène FATALEMENT A LA GUERRE par l'obstination à maintenir un passé qui s'écroule.

Depuis 1863, les « ARMEMENTS EXAGÉRÉS » de l'Europe ont-ils été réduits ? Au contraire, n'ont-ils pas été considérablement, très-considérablement augmentés ?

Donc, si l'exagération des armements de l'Europe rendait en 1863 la guerre fatale, plus fatale encore elle doit être en 1868.

En avril 1866 rien n'était plus facile à la France que d'empêcher la guerre d'éclater entre l'Autriche et la Prusse ; il suffisait de faire ce que nous avons indiqué à cette époque.

Oui, en avril 1866 rien n'était plus facile que de conjurer la guerre qui a eu pour conséquences la chute de la Confédération germanique et, relativement, l'amoindrissement territorial et politique de la France ; en avril 1868, tous les

efforts ne réussiront tout au plus qu'à retarder la guerre ; elle est inévitable, ainsi que l'a dit le chef de l'État, elle est fatale !

VIII.**LA LOGIQUE ET LE FATALISME.****11 avril 1868.**

Ce que nous nommons la logique, M. Guérault l'appelle le fatalisme.

Nous voyons construire un édifice en violation de toutes les lois de la statique, nous disons : Cet édifice s'écroulera fatalement. M. Guérault s'écrie : C'est du fatalisme !

Non, ce n'est pas du fatalisme ! C'est tout simplement du raisonnement fondé sur l'expérience.

IX.**L'ALTERNATIVE DÉTRUITE.****11 avril 1868.**

L'exemple du roi Louis-Philippe est là pour l'attester ! Une dynastie ne se fonde qu'en rendant ou plus grand ou plus libre le pays sur lequel elle aspire à régner héréditairement.

Cette alternative, l'Empire de 1852 l'a eue longtemps. Il a dépendu de lui que la France fût plus libre qu'elle ne l'avait été sous la Monarchie et sous la République ; il a également dépendu de lui que la France recouvrât ses frontières naturelles.

La France est-elle rentrée en possession de ses frontières de 1801?

Non.

La France est-elle rentrée en possession de ses libertés de 1848?

Non.

Ces libertés presque entières, l'Empire de 1852 peut-il les lui rendre au lendemain du vote des dernières lois encore si restrictives de la liberté de la presse et du droit de réunion?

Évidemment cela n'est pas possible.

Donc, l'Empire, qui avait deux cordes à son arc, n'en a plus qu'une seule, celle qu'a fortement tendue la loi qui a porté de sept à neuf années la durée du service militaire obligatoire et qui a institué la garde nationale mobile.

Lorsqu'il en est ainsi, comment peut-on être assez aveugle pour ne pas voir que la guerre est fatale?

Après la guerre de Crimée, la prise de Sébastopol et le Congrès de Paris en 1856 ; après la guerre d'Italie, les victoires de Magenta, de Solferino et la paix de Villafranca, un instant, en 1860, l'année du traité de commerce avec l'Angleterre, il y a eu de sérieux motifs de penser et d'espérer que la politique nouvelle, la politique économique, la politique d'échanges, la politique de réciprocité entre les nations, la politique de toutes nos études et de tous nos vœux, allait enfin et définitivement l'emporter sur l'ancienne politique, la politique territoriale, la politique de frontières, la politique de rivalité entre les peuples, la politique de toutes nos répulsions et de toutes nos défiances.

Mais l'arbrisseau que l'année 1860 avait vu planter de la main de M. Rouher, l'année 1866 l'a vu arracher de la main de M. de Bismark. En faisant revivre la politique territoriale, qui allait expirer, la victoire de Sadowa a porté un coup mortel à la politique économique qui allait triompher.

Fermer les yeux, est, il est vrai, un moyen de ne pas voir cette blessure profonde, cette plaie béante; mais cette plaie béante et cette blessure profonde en existeront-elles moins parce que nos paupières en s'abaissant sur notre regard l'auront plongé dans l'obscurité?

Avant le mois de mai 1866, conjurer la guerre était possible, était facile. A cette époque, ce mot célèbre du roi Frédéric le Grand n'avait pas encore cessé d'être vrai : « Si j'avais l'honneur d'être roi de France, il ne se tirerait pas un coup de canon en Europe sans ma permission. »

Après le mois de juillet 1866, rétablir la paix d'une manière durable était possible, était facile. Il n'y avait que l'embarras du choix entre les moyens qui s'offraient.

Ce qui était possible avant le mois de mai 1866, ce qui était possible après le mois de juillet 1866, jusqu'à la fameuse circulaire du 16 septembre même année, l'est-il encore?

Nous ne le pensons pas.

L'année 1866 a donné naissance à un état de choses qui logiquement ne saurait subsister.

Au commencement et même encore à la fin de l'an de guerre 1866, la France pouvait ouvrir une nouvelle ère de prospérité qui nous eût conduits insensiblement et rapidement à la liberté comme en Angleterre, comme en Belgique, comme en Italie, comme en Suisse; elle pouvait donner à ses travaux publics une immense impulsion; l'homme ne lui manquait pas; il suffisait de le faire passer de la préfecture de la Seine au ministère de l'intérieur réorganisé sur des bases toutes nouvelles et plus rationnelles; ses puissants remorqueurs de crédit n'avaient pas encore déraillé, et, en se déraillant, ne s'étaient pas brisés; les fautes qui avaient été commises eussent disparu sous l'éclat du succès.

Si ce qui était possible au commencement de l'année 1866 et jusqu'au 16 septembre est possible encore en 1868, eh

bien, que l'empereur des Français et ses ministres le fassent ! Qu'à l'exemple de ce philosophe de l'antiquité qui démontra le mouvement par le mouvement, ils démontrent la prospérité par la prospérité et la liberté par la liberté ! Qu'ils nous couvrent de confusion en prouvant qu'il n'est pas vrai que l'alternative qui fut leur force soit détruite !

X.

LE CERCLE VICIEUX.

12 avril 1868.

Sous peine de déficit universel, de banqueroute générale, de crise financière et de révolution sociale, l'Europe ne peut rester à perpétuité sous le poids écrasant de l'exagération de ses armements.

Les nations et les gouvernements pauvres commenceront par succomber ; leur débâcle entraînera successivement la débâcle des autres nations et des autres gouvernements relativement riches. Entre ces derniers et les premiers il n'y aura de différence que l'écart de temps. Finalement le sort sera le même.

A cet égard il n'y a qu'une voix, et le discours impérial du 5 novembre 1863 demeure à l'état de vérité qui n'a pas été contredite.

La nécessité du gouvernement est unanimement reconnue et proclamée ; mais qui désarmera ? qui donnera l'exemple ?

La Russie dit à la France : Donnez-le !

La France répond à la Russie : Après vous.

Tel est le cercle vicieux dans lequel on tourne, et dans lequel on tournera sans fin, s'il ne se trouve pas un grand souverain ou un grand ministre qui ose, soit refaire la carte

de l'Europe et rectifier équitablement par la force l'œuvre de la force, soit, comme en Amérique, licencier l'armée et prendre fermement son point d'appui sur les peuples, tous intéressés au succès de cette hardiesse, qui serait plus apparente que réelle.

Ce grand souverain, ce grand ministre sachant ainsi prendre l'un de ces grands partis, l'anéantissement de la guerre par l'audace de la paix ou la stabilité de la paix par l'équité de la guerre, ce grand souverain, ce grand ministre se trouvera-t-il?

Qui prendra l'initiative et donnera l'exemple du désarmement? Si cette initiative était crânement prise, si cet exemple était crânement donné par la France, nous n'aurions aucune frayeur, et nos deux mains s'ouvriraient pour applaudir avec enthousiasme.

Sachant que cette initiative ne sera prise, que cet exemple ne sera donné ni par la France, ni par la Prusse, ni par la Russie, ni par aucune autre puissance, nous nous demandons combien de temps, sans succomber, l'Europe pourra tourner aveuglément dans ce cercle vicieux, dans ce cercle périlleux où elle consume ses forces stérilement et aveuglément?

XI.

L'ALLUMETTE SLESVIGOISE.

18 avril 1868.

Le jour où la guerre éclatera entre la France et la Prusse, que ce ne soit pas sur une question d'immixtion étrangère où, de l'aveu de tous, nous aurions tort, que ce soit sur une question de sécurité nationale, où, de l'aveu de tous, nous aurons raison!

Tout prétexte est toujours un masque et une hypocrisie.
Pas d'hypocrisie ! Pas de masque !

« Le véritable auteur de la guerre n'est pas celui qui la déclare, mais celui qui l'a rendue nécessaire. »

Si ces paroles célèbres sont vraies, quel sera le véritable auteur de la guerre le jour où elle éclatera en Europe ? Ne sera-ce pas M. le comte de Bismark, qui a renversé la Confédération germanique et détruit l'ancien équilibre européen, sans appeler l'Europe à le remplacer par un nouvel équilibre consacré par un nouveau congrès de Vienne ?

En 1815 et 1816, après la bataille de Waterloo, qui fut suivie du congrès de Vienne, toute l'Europe a pu désarmer et toute l'Europe, en effet, a désarmé.

En 1866 et 1867, après la bataille de Sadowa, dont aucun congrès n'a encore légitimé les conséquences, toute l'Europe, loin de réduire ses armements, déjà excessifs et ruineux, les a considérablement augmentés.

Cet état fébrile, cet état « précaire et maladif », qui, selon l'expression de Montesquieu, aboutit à « l'éreinte-ment » des peuples, ne saurait se prolonger à perpétuité.

Si le désarmement européen ne peut s'accomplir que par un effort suprême, mieux vaut encore la guerre immédiate que l'éreintement perpétuel !

Mais la guerre précédée d'un manifeste adressé au peuple français et à tous les peuples intéressés dans les questions que le sabre devra trancher, puisque la diplomatie aura été inhabile et impuissante à les dénouer ;

Mais la guerre précédée d'un manifeste où ne soient invoqués ni le Slesvig ni le traité de Prague, où soit uniquement invoquée la nécessité impérieuse de mettre fin à l'exagération des armements de l'Europe et de résoudre équitablement, logiquement, définitivement, dans l'intérêt commun,

toutes les questions en suspens, toutes les questions qui s'aggravent en s'ajournant ;

Mais la guerre précédée d'un manifeste où le Passé ne prenne la parole que pour la donner à l'Avenir, lequel ne doit pas tarder plus longtemps à devenir le Présent ;

Mais la guerre précédée d'un manifeste qui, par sa franchise entière, ne laisse aucune place au soupçon d'aucune arrière-pensée ;

Mais la guerre précédée d'un manifeste au-dessus duquel ne plane aucune obscurité ;

Mais la guerre précédée d'un manifeste dont puissent se rendre exactement et également compte tous les États à qui profitera et tous les États à qui préjudiciera le nouvel ordre européen ;

Mais la guerre précédée d'un manifeste qui explique hautement aux combattants et aux neutres ce qui ne leur est jamais sincèrement dit : Pourquoi a lieu la guerre engagée.

Cela est vrai et cela honore la France, elle n'a plus le goût de la guerre, elle n'a plus la soif des victoires. A la gloire et aux conquêtes elle préfère avec raison la liberté et la prospérité ; mais si le retour de la prospérité et de la liberté n'est pas possible sous l'état de choses auquel l'année 1866 a donné naissance, la France ne voudra pas voir toutes ses forces se consumer dans le marasme, tandis que l'Allemagne verrait s'épanouir toutes les siennes sous la radieuse influence d'une grande idée commune.

Il ne faut pas demander à la France une abnégation qui équivaldrait à une abdication, une abnégation qui ne serait pas une vertu, mais une déchéance.

La France peut renoncer à la revendication des territoires belges, hollandais et rhénans qui lui appartinrent de 1801 jusqu'en 1814 ; mais lorsque l'Allemagne, puissance morcelée presque à l'infini, est devenue une grande et formidable

puissance compacte de trente-sept millions d'habitants, la France ne saurait sans imprudence et sans faiblesse laisser aux mains de cette puissance géolière les clefs de toutes les forteresses qui émaillent ces territoires enclavés, dont la perte a « livré notre indépendance nationale à la chance « d'une SEULE BATAILLE et à une guerre de HUIT JOURS (1) » ; dont la perte dictait, le 19 janvier 1814, à l'empereur Napoléon I^{er} ces paroles mouillées de larmes : « La France sans « les départements du Rhin, sans la Belgique, sans Ostende, « sans Anvers, ne serait RIEN » ; dont la perte enfin n'a pas été moins vivement et douloureusement ressentie par l'empereur Napoléon III, ainsi que l'attestent ces lignes : « L'Empereur, mon oncle, aima mieux abdiquer l'Empire « que d'accepter par des traités les frontières restreintes « qui devaient exposer la France à subir les dédains et « les menaces que l'étranger se permet aujourd'hui. Je « n'ai pas respiré un jour dans l'oubli de tels enseigne- « ments (2). »

Oui, la France peut renoncer à la revendication de son ancien territoire demeurant à l'état d'enclave ; mais à la condition expresse que cette enclave soit désarmée et que toutes les forteresses dont elle est hérissée soient démantelées.

Ou spontanément rasées par leurs possesseurs de 1815, ou ces forteresses de nouveau victorieusement occupées par leurs propriétaires de 1801 : — telle est la seule alternative qu'admettent depuis 1867 la prévoyance et la prudence.

Si elle était consultée par un plébiscite qui lui exposerait que ce n'est qu'à cette condition que le désarmement auquel elle aspire peut avoir lieu, la France tout entière, nous n'en doutons pas, serait de notre avis ; la France tout entière

(1) CHATEAUBRIAND, *Congrès de Vérone*.

(2) ŒUVRES DE L. N. BONAPARTE, t. 1^{er}, p. 26.

répondrait : « Il faut en finir ! Mieux vaut la guerre tout de suite, aboutissant à la paix désarmée, que la paix armée aboutissant fatalement à la guerre, probablement au moment attendu et guetté où tous les avantages seraient du côté de nos agresseurs. »

Mais encore une fois, répétons-le, si la guerre doit s'allumer, que ce ne soit pas pour une question d'ingérence étrangère, que ce soit pour une question de sûreté nationale ! que ce ne soit pas pour un intérêt danois, que ce soit pour un intérêt français ! que ce ne soit pas pour faire respecter le traité de 1866 conclu à Prague entre l'Autriche et la Prusse, mais que ce soit pour anéantir les traités de 1815 !

Souvenons-nous de la lettre écrite le 9 novembre 1813 par le prince, alors seulement comte de Metternich, au baron de Saint-Aignan (1) ! Souvenons-nous de la déclaration de Francfort du 1^{er} décembre 1813 (2) ! Que les leçons du

(1) *Note du baron de Saint-Aignan transmettant les réponses du prince de Metternich et du comte de Nesselrode aux propositions portées par le comte de Merveldt.*

Francfort, le 9 novembre 1813.

M. le comte de Metternich m'a dit.

. . . Que les souverains coalisés étaient unanimement d'accord sur la puissance et la prépondérance que la France doit conserver dans son intégrité, ET EN SE RENFERMANT DANS SES LIMITES NATURELLES, QUI SONT LE RHIN, LES ALPES ET LES PYRÉNÉES ;

Que le principe de l'indépendance de l'Allemagne était une condition *sine qua non* ; qu'ainsi la France devait renoncer, non pas à l'influence que tout grand État exerce nécessairement sur un État de force inférieure, mais à TOUTE SOUVERAINETÉ DE L'ALLEMAGNE...

Signé : SAINT-AIGNAN.

(2)

DÉCLARATION DE FRANCFORT.

Francfort, 1^{er} décembre 1813.

Les puissances alliées ne font point la guerre à la France, mais à cette PRÉPONDÉRANCE HAUTEMENT ANNONCÉE, A CETTE PRÉPONDÉRANCE QUE, POUR LE MALHEUR DE

passé nous servent enfin ! Ne visons à aucune « prépondérance » extérieure ! Bornons-nous à revendiquer, et, s'il le faut, à reconquérir ce qui nous a appartenu et ce qu'il est juste que nous possédions : nos frontières naturelles !

Rien de plus, mais rien de moins.

L'EUROPE ET DE LA FRANCE, *l'Empereur Napoléon a trop longtemps exercée hors des limites de son empire.*

La victoire a conduit les armées alliées sur le Rhin. Le premier usage que Leurs Majestés Impériales et Royales en ont fait a été d'offrir la paix à S. M. l'Empereur des Français. Une attitude renforcée par l'accession de tous les souverains et princes d'Allemagne n'a pas eu d'influence sur les conditions de la paix. Ces conditions sont fondées sur l'indépendance de l'Empire français comme sur l'indépendance des autres États de l'Europe. Les vues des puissances sont justes dans leur objet, généreuses et libérales dans leur explication, rassurantes pour tous, honorables pour chacun.

Les souverains alliés désirent que la France soit grande, forte et heureuse, parce que la PUISSANCE FRANÇAISE, GRANDE ET FORTE, EST UNE DES BASES FONDAMENTALES DE L'ÉDIFICE SOCIAL. Ils désirent que la France soit heureuse, que le commerce français renaisse, que les arts, ces bienfaits de la paix, re fleurissent, *parce qu'un grand peuple ne saurait être tranquille qu'autant qu'il est heureux.* Les puissances confirment à l'Empire français une étendue de territoire que n'a jamais connue la France sous ses rois, parce qu'une nation valeureuse ne déchoit pas pour avoir, à son tour, éprouvé des revers dans une lutte opiniâtre et sanglante, où elle a combattu avec son audace accoutumée. Mais les puissances aussi veulent être libres, heureuses et tranquilles; elles veulent un état de paix qui, par une sage répartition des forces, par un juste équilibre, préserve désormais les peuples des calamités sans nombre qui depuis vingt ans ont pesé sur l'Europe.

Les puissances alliées ne poseront pas les armes sans avoir atteint ce grand et bienfaisant résultat, ce noble objet de leurs efforts. Elles ne poseront pas les armes avant que l'état politique de l'Europe se soit de nouveau raffermi, avant que des principes immuables aient repris leurs droits sur de vaines prétentions, avant que la sainteté des traités n'ait enfin assuré une paix véritable à l'Europe.

XII.

LE CONGRÈS DU DÉSARMEMENT.

15 avril 1868.

Frédéric II, roi de Prusse, s'exprime ainsi dans son chapitre intitulé *Des lois* :

Pour quelle raison les princes n'assembleraient-ils pas un Congrès pour le bien de l'humanité, après en avoir fait tenir tant d'infructueux sur des sujets de moindre importance?

Le désarmement européen, impliquant l'abolition du servage militaire, qualifié de *traite des blancs* par l'empereur Napoléon III, est une idée fixe dont nous n'avons pas cessé de poursuivre la réalisation depuis que nous labourons ce champ infertile qui se nomme un journal quotidien.

Cette idée a été particulièrement de notre part l'objet d'un redoublement d'efforts le lendemain de la révolution du 24 février 1848 (1) et le lendemain du discours impérial du 5 novembre 1863 (2), discours que nous fûmes le seul, dans toute la presse, à louer comme il le méritait.

Avec la sincérité un peu altière que donne l'indépendance sûre d'elle-même, voici en quels termes, bons à rappeler, nous le caractérisions :

Ce discours a un défaut impardonnable : il manque de platitude, il ne ressemble en rien aux discours qui ont été délibérés en conseils de ministres, discours raturés, châtiés, châtrés, dont le mérite est d'éluder les questions et d'amortir les débats : il n'est pas terne, il n'est pas effacé ; il a des ailes d'aigle, il plane, il ose

(1) *Questions de mon temps*, t. III (28 février 1848), pages 16, 51, 55, 72 et 77 ; t. IX, p. 681, 698 et 811.

(2) *Paix et liberté*, p. 434 et suivantes : *La Paix du monde*.

planer ! De la hauteur des deux hypothèses à laquelle il s'élève, il découvre un immense horizon, il l'embrasse ; il ouvre de vastes perspectives et plonge à des profondeurs qui donnent à l'œil inexercé le vertige.

Que proposait le discours impérial du 5 novembre 1863, précédé de la lettre adressée la veille à tous les souverains de l'Europe ?

Il proposait la réunion d'un Congrès dont le but serait de se mettre d'accord sur toutes les mesures préalables devant avoir pour conséquence le désarmement européen.

Comment fut accueillie cette proposition ?

Devançant la réponse de lord Russell, les plus favorables d'entre les journaux accueillirent cette proposition par l'incredulité, les autres par la raillerie. Aucun ne l'adopta chaleureusement, ne la soutint vigoureusement.

La grande objection, l'objection souveraine mise en avant par tous les éditeurs de redites, par tous les colporteurs de lieux communs, lord John Russell en tête, fut celle-ci : *Un Congrès AVANT LA GUERRE ! mais ça n'est pas possible ; ce serait le renversement du monde diplomatique ; un Congrès n'est possible qu'APRÈS LA GUERRE !*

Tous nos efforts pour combattre cette objection aussi fausse que banale furent vains. Une fois de plus le lieu commun l'emporta sur le sens commun, son antipode.

Depuis le 5 novembre 1863 jusqu'à ce jour, 14 avril 1868, quatre années se sont écoulées, et effectivement le Congrès proposé n'a pas eu lieu.

Les choses se seraient-elles améliorées d'elles-mêmes ?

Au contraire, elles ont considérablement empiré.

Jamais depuis 1815 la situation de l'Europe ne fut plus précaire ; jamais depuis 1815 l'instabilité de l'Europe n'a été aussi grande. Partout la langueur, même en Angleterre, est dans toutes les affaires et l'anxiété dans tous les esprits.

Ce ne sont pas cependant les déclarations pacifiques qui manquent ; mais plus elles sont répétées et moins il semble qu'elles produisent d'effet. Que faut-il donc de plus pour parvenir à dissiper le pressentiment général d'une grande catastrophe plus ou moins prochaine ?

Les droits de la logique sont imprescriptibles.

En 1868, la logique dit aux impertinents et aux sots qui lui ont tourné le dos en 1863 : « Puisqu'à cette époque opportune vous avez érigé en principe inflexible l'impossibilité de tout Congrès *ante bellum*, si vous voulez le désarmement européen, tout au moins la réduction des armements exagérés ; si vous voulez la fin d'une situation extrême qui ne peut qu'empirer en persistant, vous devez vouloir la guerre, afin qu'un Congrès *post bellum* replace l'Europe ébranlée en équilibre sur elle-même ! »

En effet, un Congrès est nécessaire ; il est indispensable. Esprit chimérique et paradoxal, nous avons poussé la chimère et le paradoxe jusqu'à penser qu'un Congrès *ante bellum* pour conjurer la guerre et opérer le désarmement européen était possible ; mais puisque c'était une erreur profonde, une utopie risible, puisqu'il n'y a de possible qu'un Congrès *post bellum*, pourquoi retarder ce qui est inévitable ? La guerre avant la ruine et l'affaiblissement, si haïssable qu'elle soit, n'est-elle pas préférable à la guerre après l'affaiblissement et la ruine ? Depuis quand la prudence et la science conseillent-elles l'amputation APRÈS la gangrène, au lieu de l'amputation AVANT la gangrène, si douloureuse et si périlleuse que doit être l'amputation ?

L'histoire de la monarchie de 1830 a recueilli et enregistré ce mot : « *La légalité nous tue.* » L'histoire de l'Empire de 1852 a recueilli et enregistrera ce mot, certainement plus vrai : « *La banalité nous tue.* »

Oui, la banalité nous tue ! C'est elle qui fait dégénérer en doutes, toutes les convictions et en indécisions toutes les

résolutions. C'est elle qui énerve tous les caractères. C'est elle qui rapetisse tous les esprits. C'est elle qui a ôté à la pusillanimité son nom pour lui donner faussement le nom de prudence. C'est elle qui, accusant la prévoyance de s'élever trop haut, lui a coupé les ailes et l'a réduite à l'attitude piteuse d'un aigle emprisonné dans une cage. Banalité, véritable fléau, tu es l'oïdium de la France ! Oïdium, ce que tu fais de ses vignes les plus précieuses, Banalité, tu le fais non moins impitoyablement de ses intelligences les plus merveilleuses ! Banalité, le jour où la guerre éclatera, ce sera ton triomphe !

Tu devras être contente et tu pourras être fière ; le Congrès n'aura pas eu lieu AVANT la guerre ; il n'aura eu lieu qu'APRÈS.

Donc rien n'aura été changé aux traditions de la diplomatie. Elle n'aura pas eu la douleur et l'humiliation de voir le rail combler et remplacer l'ornière qu'elle a mis tant de siècles à creuser !

XIII.

ROME, TRIESTE, CONSTANTINOPLE.

18 mai 1868.

« *A Monsieur Émile Ollivier, député.*

» Mon cher ami,

» Est-il vrai, ainsi que vous l'avez dit (1) à la tribune du

(1) La guerre (bruit), bien des gens pensent qu'elle est nécessaire, qu'il y a une question d'honneur à vider entre la France et l'Allemagne. Cela se dit, cela s'écrit et est propagé. (Nouvelles interruptions.) Et c'est une opinion sérieuse et grave, dès qu'elle est celle de l'éminent publiciste dont je m'honore d'être l'ami

Corps législatif, est-il vrai que nous ayons cessé, vous et moi, d'être d'accord sur le premier des deux termes du programme qui nous a été si longtemps commun, et qui se résume dans ces mots : PAIX ET LIBERTÉ ?

» Aurais-je apostasié ? Aurais-je abjuré le culte de l'humanité et du progrès, pour retourner à l'idolâtrie de la force et de la victoire ?

» Aurais-je, à ma dernière heure, renié les principes de Turgot, mon maître, et de Cobden, mon ami, pour me convertir à ceux du cardinal de Richelieu et du comte de Bismark ?

» Aurais-je cessé d'aimer la paix autant que j'aime la liberté ?

» Aurais-je cessé de haïr et de mépriser la guerre à l'égal de la barbarie ?

» Aurais-je déserté le drapeau que je portais et sur lequel, opposant la politique intercontinentale à la politique internationale, et les regards fixés sur le drapeau de l'Union américaine, j'ai écrit : UNION EUROPÉENNE ?

» Aurais-je enfin brusquement oublié tout ce que j'ai laborieusement appris ?

et dont je regrette de me séparer en cette occasion. Mais, selon moi, la guerre serait un désastre. Je ne parle pas au nom de la fraternité, au nom de ces sentiments qui n'ont rien à faire avec la politique, je parle au nom des intérêts. L'expérience a confirmé cette parole de Montesquieu : « Ce sont les hommes de guerre qui ruineront l'Europe. » La guerre n'a jamais rien fait, rien terminé.

En vain vous seriez victorieux, en vain vous auriez repoussé l'Allemagne, conquis le Rhin, après la victoire vous pourriez désarmer moins facilement encore qu'avant la guerre. Vous seriez obligés d'augmenter encore vos armées, et le malaise du monde ne cesserait pas. (C'est vrai ! c'est vrai ! sur plusieurs bancs.)

La guerre n'est donc, selon moi, qu'une solution impraticable, néfaste, un expédient empirique.

La véritable solution c'est la paix, mais la paix avec le désarmement, mais la paix avec la liberté, avec la liberté sans laquelle la paix n'est ni glorieuse ni sûre.

ÉMILE OLLIVIER, Corps législatif, séance du 16 mai 1868.

» Non, mon cher ami ; croyez-le, je n'ai rien désappris et rien oublié. Tout ce que j'ai écrit pour glorifier la paix et flétrir la guerre ; tout ce que j'ai écrit pour substituer la politique économique à la politique territoriale, la politique de la richesse à la politique de la force, l'esprit de réciprocité à l'esprit de rivalité, le génie de la production au génie de la destruction, je l'écrirais encore à la date où je l'ai écrit ; je l'écrirais encore si, après avoir préparé, en juin 1859, l'unité de l'Italie, la France s'était hautement et franchement ralliée en août 1866 à l'unité de l'Allemagne, déclarant que celle-ci était la conséquence de celle-là, et que l'une et l'autre de ces deux unités n'étaient que la conversion en faits accomplis de la doctrine des grandes agglomérations, dont le père adoptif est Napoléon I^{er}, mais dont le père légitime est Henri IV.

» Le 28 avril 1866, alors qu'il en était temps encore, j'ai indiqué en ces termes ce qu'il y avait à faire pour empêcher la guerre de l'Allemagne entre l'Autriche et la Prusse :

LA SITUATION. — Pour faire rentrer dans leurs fourreaux toutes les épées prêtes à en sortir, à commencer par celle de M. de Bismark, et empêcher la guerre d'éclater, la France n'aurait à prononcer que ces seuls mots : *Quelle que soit la puissance qui attaquera, je me rangerai immédiatement du côté de la puissance attaquée.*

Ces mots, auxquels applaudirait toute l'Europe, qui empêche la France de les dire ?

Ils ne seraient pas encore la féconde réalisation du désarmement, mais ils en seraient la glorieuse préface.

L'Europe ressemble en ce moment à un convoi de chemin de fer qui serait sorti du rail, ou à une voiture qui aurait versé dans l'ornière ; si chacun regarde sans que personne agisse, la voiture restera dans l'ornière, la circulation de la voie demeurera interrompue.

La France n'a qu'un mot à dire pour que ce mot soit un acte et que toutes les mains se mettent à l'œuvre. Que la France le dise ! et la situation, qui est sombre, ne tardera pas à s'éclaircir. Ce serait une victoire sans bataille. Cette victoire sans effusion de

sang, cette victoire qui dissiperait toutes les perplexités, qui mettrait fin à toutes les manœuvres, qui chasserait tous les doutes, il dépend de la France et du chef de l'État de la remporter (1).

» Le 22 mai, l'état des choses a empiré; empêcher la guerre de s'allumer entre l'Autriche et la Prusse n'est plus possible; l'Italie et la Prusse ont signé le traité d'alliance offensive et défensive conclu à Berlin dans le courant d'avril (2), quoique nié le 3 mai par M. Rouher à la tribune du Corps législatif; il n'y a plus de temps à perdre; il ne s'agit plus de flotter dans l'indécision; il s'agit de prendre un parti décisif; le parti que j'indique est celui-ci :

TROIS CONTRE UN. — Toute guerre est haïssable, toute guerre est désastreuse; mais entre deux guerres inévitables, celle qu'il faut choisir, n'est-ce pas la plus courte?

Notre choix est fait pour la guerre qui nous ramènera le plus vite à la paix.

Aussi étions-nous pour l'union de l'Autriche, de la France et de l'Italie contre la Prusse; — l'Autriche reprenant à la Prusse la Silésie, rendant à l'Italie la Vénétie et à la Confédération germanique les duchés de l'Elbe. Mais puisque l'Autriche persiste à repousser cette occasion de dénouer à la fois ces trois questions, — la question d'Italie, la question d'Allemagne et la question d'Orient, — occasion que peut-être l'Autriche ne retrouvera jamais, arrivons au même but par le chemin opposé, en écartant de nos pieds toutes les considérations secondaires. Le chemin opposé, c'est l'union de la France, de l'Italie et de la Prusse contre l'Autriche. Dans l'une comme dans l'autre combinaison, le chiffre reste invariablement le même : trois contre un.

Si nous insistons sur ce chiffre de trois contre un, c'est qu'offrant la garantie de la guerre rapidement menée, il donne la certitude de la paix promptement rétablie.

(1) *Le Succès*, Questions de l'année 1866.

(2) Voir les lettres des 9 mars et 3 avril 1866, signées du général La Marmora, ministre des affaires étrangères, adressées au ministre du roi d'Italie à Berlin, spécifiant la mission du général Govone et précisant les termes du traité à conclure.

Ce point nous paraît être celui vers lequel doivent converger tous les désirs et tous les efforts.

Qu'il s'agisse de la guerre ou de la liberté, pas de demi-mesures! Elles seules sont funestes.

Si nous aimons la liberté autant que nous haïssons la guerre, celle-ci, pas plus que celle-là, n'a le pouvoir de nous faire peur. Nous ne nous en exagérons pas plus les périls que nous n'en excusons les excès. Ah! si l'on pouvait supprimer la peur, que de dangers s'évanouiraient, car les plus grands et les plus nombreux ne sont pas ceux qui existent réellement; ce sont ceux que la peur imagine.

L'humanité exige que la France ne fasse pas de fausse générosité.

» Après la bataille de Sadowa, perdue par l'Autriche et gagnée par la Prusse, voici le langage que je tiens :

LES TROIS CONSEILS. — Oser à demi, oser sans oser, allier l'audace à la timidité, a toujours été et sera toujours ce qu'il y a de plus dangereux. C'est assez pour appeler le péril, ce n'est pas assez pour le vaincre.

Un grand pays tel que la France ne doit rien faire à demi : ou la frontière du Rhin tout entière, au risque d'avoir contre soi toute l'Allemagne, et peut-être même l'Angleterre et la Russie; ou le désarmement le plus complet, inaugurant la politique nouvelle, la politique cessant de s'appeler la Force et s'appelant la Richesse.

La diminution de l'armée serait, elle aussi, une demi-mesure. Si l'on n'a pas l'armée la plus forte, il vaut mieux n'en avoir aucune. Il y a moins de périls à craindre avec l'armée supprimée qu'avec l'armée diminuée, parce que l'armée diminuée c'est le risque agrandi, tandis que l'armée supprimée c'est la politique transformée.

Armée, la France est faible et peut être vaincue, car tous les peuples, se souvenant du passé, disent : « C'est la *conquête!* »

Désarmée, la France est forte et invincible, car tous les peuples, ne regardant plus que l'avenir, disent : « C'est la *liberté!* »

L'UNITÉ DE L'ALLEMAGNE. — Absorber la Prusse et ne pas être absorbée par elle, voilà ce que veut l'Allemagne; elle veut que Frédéric-Guillaume I^{er} cesse d'être roi de Prusse et devienne soit empereur des Allemands, comme Napoléon III est empereur des Français, soit empereur d'Allemagne, comme François-Joseph est

empereur d'Autriche. L'Allemagne veut, en 1866, ce que voulait l'Italie en 1860, et ce à quoi elle est arrivée. Victor-Emmanuel n'est plus roi de Sardaigne, il est roi d'Italie. Il s'est laissé faire cette douce violence; une violence non moins douce attend Guillaume I^{er}, roi de Prusse.

La France devra-t-elle s'en inquiéter et s'en attrister? Nous persistons à répondre que non, et à soutenir que, si la France sait se conduire, l'Allemagne est appelée à devenir par excellence l'empire pondérateur, le contre-poids nécessaire de la Russie.

	HABITANTS.		HABITANTS.
Russie.	76,000,000	France.	38,000,000
		Prusse.	38,000,000
	<hr/> 76,000,000		<hr/> 76,000,000

Balance! équilibre!

LE MARIAGE DE RAISON. — Si la France, l'Italie et la Prusse étaient unies à ce point de ne plus former ÉCONOMIQUEMENT qu'un grand et seul État, qui donc, en eût-il l'audace, aurait le pouvoir de troubler la paix en Europe? Où trouverait-on cent millions d'habitants à jeter dans l'autrê plateau de la balance européenne pour y faire contre-poids aux cent millions d'Allemands, de Français et d'Italiens?

Les trois puissances auraient donc dans leurs mains les clefs de la paix, sans que qui que ce soit puisse jamais espérer de pouvoir les leur arracher.

Une seule puissance en Europe dépasse le chiffre de trente-huit millions d'habitants, qui est celui de la France, qui était celui de l'Autriche, qui sera celui de la Prusse : c'est la Russie, qui compte soixante-seize millions d'habitants, si l'on s'arrête au chiffre donné par l'*Almanach de Paris*, et quatre-vingt-deux millions, si l'on en croit des statistiques récentes. Qu'il soit de soixante-seize ou de quatre-vingt-deux millions, atteindre à ce chiffre serait impossible, à moins de partager l'Europe en deux empires seulement. Si cela est incontestable, qu'y a-t-il donc à faire? Ne pouvant opposer à ce chiffre de soixante-seize millions un chiffre égal, il n'y a qu'à le contre-balancer; or, c'est le résultat que donne le mariage de raison, ce mariage que conseille la *Liberté* et que déconseille la *France*.

S'il est raisonnable et avantageux pour la France, ce mariage

ne l'est pas moins pour la Prusse, laquelle ne peut lever la tête sans toucher au bras de la Russie.

» Oui ou non, mon cher ami, ai-je vu juste en avril et mai 1866, avant la bataille de Sadowa, et ai-je indiqué à temps ce qu'il y avait à faire ?

» Oui ou non, en août et septembre, après la victoire de Sadowa, l'esprit de rivalité, le sentiment de la susceptibilité nationale blessée m'ont-ils égaré et fait tenir un autre langage que celui de la paix fondée sur la triple et sincère alliance de la France, de l'Italie et de la Prusse, et la reconstitution par cette alliance d'un nouvel équilibre européen ?

» Ai-je dévié de ma ligne politique, droitement et profondément tracée ?

» Vous avez entre les mains les deux volumes qui ont pour titre *LE SUCCÈS, questions de l'année 1866*, et *LE CONDAMNÉ DU 6 MARS, questions de l'année 1867*; ces deux volumes attestent que la paix, pas plus que la liberté, n'a la moindre infidélité à me reprocher.

» Qui donc a combattu avec plus de persistance et plus de vigueur que moi la loi fatale qui a assujéti au service militaire, soit à titre de soldat de l'armée active, soit à titre de garde national mobile, les quinze cent cinquante mille Français âgés de vingt à vingt-neuf ans en état de porter un fusil ? Oui, loi fatale, car, de l'aveu même de son promoteur, le maréchal Niel, elle aboutit inévitablement à la guerre.

» De ma cause, de la vôtre, de la nôtre, de la cause de la paix par la liberté, et de la liberté par la paix, je suis un vaincu ; je ne suis pas un déserteur.

» Si la clairvoyance, qui ne m'a pas trompé en 1866, ne me trompe pas en 1868 ; si, comme je le crois, si, comme je le vois, la guerre est fatale ; si elle découle inévitablement de la nature des choses, l'alternative dans un avenir peu éloigné ne se poserait plus entre la paix et la guerre ; elle se poserait entre la France vaincue comme en 1814 et 1815,

ou la France victorieuse comme en 1855 contre la Russie, et comme en 1859 contre l'Autriche.

» Le jour où cette étroite alternative apparaîtra à vos yeux aussi clairement qu'elle apparaît aux miens, la sincérité de votre patriotisme ne me permet pas de douter que le désaccord qui s'est glissé entre nous n'aura existé un instant que pour marquer un accord plus parfait.

» Mais ce désaccord que vous avez signalé à la tribune n'existe qu'en apparence; il n'existe pas en réalité, car se borner à tirer de faits observés les conséquences qu'ils renferment n'implique pas qu'elles soient l'expression des sentiments ou des opinions que l'on porte en soi. On peut haïr la guerre et la prévoir; on peut la prévoir et ne pas pouvoir la prévenir. Est-ce que le baromètre qui annonce qu'au beau temps va succéder la pluie prend parti pour la pluie contre le beau temps? Je ne prends pas parti pour la guerre contre la paix; seulement j'annonce que la guerre est inévitable.

» Après les événements de 1866, elle ne pouvait être évitée que par la rapide convocation d'un congrès, comme en 1815, l'étroite union de la France, de l'Italie et de la Prusse et le désarmement de l'Europe. Est-ce là ce qui a eu lieu?

» En septembre 1866, que fait le gouvernement français? S'appuie-t-il sur le discours impérial du 5 novembre 1863 et propose-t-il à l'Europe, dont l'équilibre vient d'être changé par le renversement de la Confédération germanique; propose-t-il à l'Europe de mettre fin à l'exagération de ses armements et lui en donne-t-il l'exemple? Non, c'est du contraire qu'il prend l'initiative en jetant publiquement en toute hâte les bases du projet de loi, qui après avoir été fait, défait, refait, aboutit au doublement de notre effectif militaire, déclare tout à coup insuffisant cet effectif, quoique, dans des proportions moindres, il ait suffi pendant cinquante ans à

garantir pleinement et efficacement notre intégrité territoriale et notre indépendance nationale.

» Dicté par l'inquiétude et la défiance, ce projet de loi devait naturellement et logiquement récolter ce qu'il semait. C'est ce qui a eu lieu si abondamment que lorsque le gouvernement français a voulu rassurer les esprits, tous ses efforts ont été impuissants et toutes ses déclarations répétées sont demeurées vaines. La France ayant montré qu'elle se défait de la Prusse, la Prusse n'a pas tardé à se défier de la France; des deux parts maintenant la défiance réciproque est égale; toutes deux ont la même conviction que moi; toutes deux ont le sentiment, l'instinct d'une guerre qui ne recule que pour mieux éclater.

» Soyons sérieux, mon cher ami; voyons les choses telles qu'elles sont, et gardons-nous de faire ce que font ceux qui s'abusent : gardons-nous de couvrir nos yeux d'un bandeau, car le péril n'en existe pas moins parce qu'on a volontairement cessé de le voir.

» La proposition d'un congrès *ante bellum* pour arriver au désarmement de l'Europe ayant avorté en 1863, et la France, en 1868, ayant augmenté considérablement le chiffre de son effectif militaire, comment imaginez-vous maintenant, dites-le-moi, que ce désarmement, plus que jamais impérieusement nécessité par la misère des populations, la stagnation des affaires et l'impuissance des gouvernements, puisse avoir lieu autrement qu'après la guerre, *post bellum*? Je n'en disconviens pas, cela est stupide; mais pour que la France et la Prusse finissent par désarmer, il faut qu'elles commencent par se battre. Tel est le cours tracé par les choses que la convocation d'un congrès dont le désarmement de l'Europe serait la tâche n'est plus possible qu'après une grande et décisive bataille.

» L'évidence attestant qu'il en est ainsi, croyez-vous, mon cher ami, que la France puisse demeurer longtemps

dans la situation précaire que lui a faite l'amointrissement relatif en 1851 de ses libertés, en 1866 de son territoire, et en 1866 de sa prospérité? Non, vous ne le croirez pas, car pour le croire il faudrait admettre que l'empereur Napoléon III, qui a un fils, et qui a chaudement à cœur de fonder sa dynastie, ignore complètement l'histoire. Une nouvelle dynastie se fondant sur la base d'un triple amointrissement, ce serait sans exemple en aucun temps et en aucun pays. Si une seule exception existe, citez-la-moi!

» Donc, il faut s'attendre de la part de l'empereur des Français à un acte de virilité, à un effort suprême qui le replace dans la haute position que lui avait faite le congrès de Paris en 1856.

» Ce langage que je tiens en 1868 n'est pas celui que j'eusse tenu en 1860, même en 1865. Alors c'était la politique économique, la politique de Turgot et de Cobden, la vôtre et la mienne, qui semblait devoir l'emporter et régner définitivement en Europe; mais depuis 1866 il en est tout autrement. La politique qui était triomphante dans l'année du traité de commerce est expirante en ce moment; la politique qui était expirante en 1860 est triomphante en 1868, car la politique qui l'emporte, c'est la politique territoriale, la politique du cardinal de Richelieu et du comte de Bismark.

» Or la sagesse relative enseigne que lorsqu'une guerre est fatale et ne peut plus être écartée, le premier avantage qu'un gouvernement vigilant doit se donner, c'est d'être le maître du moment où il conviendra de l'engager.

» Que gagnerait la France à prolonger la situation actuelle et à attendre?

» Je ne vois que des chances favorables qui s'affaibliraient et que des périls qui grossiraient.

» Si la France persiste à ne pas vouloir adopter crânement la politique américaine; si la France persiste à ne pas

vouloir licencier son armée et renoncer systématiquement à toute ingérence extérieure, ainsi que je n'ai cessé de le lui conseiller, qu'elle ait alors une politique, et qu'elle n'attende pas qu'un traité analogue à celui d'avril 1866 conclu clandestinement entre l'Italie et la Prusse contre l'Autriche se signe, à notre insu, entre l'Italie, la Prusse et la Russie, se partageant entre elles trois, sans obstacle et sans péril, Rome, Trieste, Constantinople !

» Si la Prusse et la Russie s'entendaient pour offrir Rome à l'Italie ; si l'Italie et la Russie s'entendaient pour donner Trieste à la Prusse ; si enfin l'Italie et la Prusse s'entendaient pour laisser la Russie s'emparer de Constantinople, quelle conduite, dites-le-moi, la France devrait-elle tenir ?

» Ayant quinze cent mille hommes sous les armes, devrait-elle assister impassible et les bras croisés à ce triple partage, ou devrait-elle affronter tous les périls afin de l'empêcher à tout prix de s'accomplir ?

» Je vous le demande.

» Il faudrait n'avoir pas d'yeux pour ne pas voir les profonds changements qu'ont apportés dans toutes les combinaisons futures de la politique européenne l'année 1859, qui a affranchi l'Italie, l'année 1863, qui a détendu le lien qui unissait la France et la Russie, et enfin l'année 1866 qui a placé toute l'Allemagne sous le commandement militaire de la Prusse, en attendant le jour prochain où ces mots : *Royaume de Prusse*, s'effaceront de la carte de l'Europe pour être remplacés par ceux-ci : *Empire d'Allemagne*.

» L'attribution de Rome à l'Italie, de Trieste à la Prusse, de Constantinople à la Russie, quelque blessante qu'elle soit pour les idées et les traditions généralement consacrées, n'aurait encore rien qui m'effrayât si cette attribution pouvait s'opérer sans irriter au plus haut degré l'orgueil national de la France, trop faible pour l'empêcher et trop forte pour l'admettre. Là est le péril !

» Peut-être, mon cher ami, me direz-vous que cette extrémité menaçante et douloureuse est la conséquence de fautes commises par une politique qui a manqué de prévoyance quand il fallait prévoir et de décision quand il fallait se décider ; c'est vrai. Mais maintenant ce n'est pas du passé qu'il s'agit, c'est de l'avenir.

» ÉMILE DE GIRARDIN. »

XIV.

LES DISPOSITIONS MILITAIRES DE LA PRUSSE.

24 mai 1868.

Une carte militaire publiée par le capitaine Schenk indique les positions occupées en Allemagne par les différents corps de l'armée prussienne.

Trois corps d'armée sont massés à quelques lieues des frontières de France. Ce sont les plus nombreux, les mieux organisés, les mieux préparés à entrer en campagne. Le réseau des chemins de fer prussiens paraît calculé tout exprès de manière à pouvoir conduire les armées prussiennes soit dans la vallée de la Sarre, soit dans la vallée de la Moselle. Les trois principales lignes du réseau allemand convergent vers le sommet d'un triangle formé par les armées prussiennes, triangle dont la pointe menace le cœur de la France.

Ces dispositions militaires prises par la Prusse n'ont rien qui nous surprenne. En septembre 1866, qu'avons-nous fait ? Au lieu de tendre à la Prusse victorieuse une main désarmée, amie et confiante, nous lui avons présenté la pointe de l'épée, en annonçant solennellement à toute l'Europe que notre sécurité nationale étant menacée par la victoire de

Sadowa, nous devons en toute hâte et à tout prix réformer notre armement et doubler notre effectif militaire, quoiqu'il se composât déjà de sept contingents annuels de cent mille hommes, ensemble sept cent mille hommes. De cette attitude inconséquente qu'est-il arrivé? Il est arrivé que l'Allemagne, au lieu de se constituer pour nous, s'est constituée contre nous. La garantie s'est changée en péril. De la défiance déguisée à l'hostilité déclarée il n'y a plus maintenant qu'un pas. L'accord éventuel entre l'Italie et la Prusse est un fait sur lequel le doute n'est plus possible. Cet accord, qu'il était impossible d'empêcher en nous abstenant de retourner à Rome et de recommencer en 1867 la faute de 1849, nous le resserrons au contraire chaque jour plus étroitement, comme s'il s'agissait d'une tâche que nous nous soyons donnée. En nous obstinant à fermer aux Italiens l'entrée de Rome, nous tenons en 1868 exactement la même conduite que tint, en 1866, l'Autriche s'obstinant à occuper la Vénétie, conduite qui lui a coûté si cher! Où nous mènera cet opiniâtre aveuglement? Il nous mènera à voir au premier jour la carte de l'Europe se refaire sans nous et contre nous: l'Italie ayant Rome, la Prusse ayant Trieste, ce port à la possession duquel la Confédération germanique attachait une importance si grande; la Russie ayant Constantinople et les clefs de la mer Noire dans la Méditerranée, sauf à désintéresser l'Angleterre en lui offrant l'Égypte.



Le 23 mai, le roi de Prusse a prononcé le discours de clôture du parlement douanier.

Ce discours a l'obscur épaisseur du nuage qui fait sentir l'orage avant que tombe la pluie et que gronde le tonnerre.

Il ne renferme pas un mot dont la France puisse se blesser, et cependant il n'y en a pas un seul qui ne la menace.

XV.

LE CÔTÉ FAIBLE.

20 juillet 1868.

Le côté faible de la politique se proposant pour but le désarmement par la guerre après avoir rendu à la France ses frontières naturelles et nécessaires, c'est qu'en dehors de l'armée et de la marine, elle n'a pas d'hommes considérables qui la personnifient, ni dans les conseils de l'Empereur, ni dans les rangs de la majorité, ni même dans ceux de l'opposition.

MM. Thiers, Jules Favre, Émile Ollivier sont aussi pacifiques au moins que M. Rouher.

La presse est pacifique; le prince Napoléon l'est devenu; le courant est pacifique, il faudrait donc le remonter. Mais, en 1859, avant le départ de l'Empereur pour l'Italie, l'opinion générale était contre la guerre. Un instant a suffi pour que l'opinion se retournât. Il ne tarderait pas à en être ainsi, et, sous peine d'impopularité, l'opposition serait promptement contrainte de changer d'attitude et de langage. L'unanimité se ferait brusquement. De toutes parts il n'y aurait plus qu'un sentiment, un seul : battre les Prussiens et les rejeter à jamais de l'autre côté du Rhin.

Pendant qu'on se battrait on ne parlerait pas; donc, des ministres de la parole seraient moins nécessaires que des ministres d'action, et la presse aurait à jouer un rôle plus important que la tribune : son rôle, ce serait de susciter un

de ces mouvements irrésistibles d'opinion qui poussent les armées, les transportent et les rendent invincibles.

Nul doute que la France ne fût victorieuse si le coup porté par elle avait l'éclat et la rapidité du tonnerre, ce qui serait nécessaire afin de ne laisser à aucune coalition le temps de se concerter et de s'organiser.

L'Angleterre est à la veille d'élections générales ; MM. Disraeli et Gladstone se tiennent réciproquement en échec ; l'Irlande fenianisée pourrait devenir une très-grave et très-dangereuse complication ; dans cette situation, pour retenir le gouvernement britannique et l'empêcher de se liguer avec la Russie, il suffirait que la France prit l'engagement de faire après la bataille décisive ce que n'a pas fait la Prusse après les événements de 1866, il suffirait de l'engagement de réunir un Congrès auquel serait soumise la révision générale de tous les traités qui ont été des atteintes plus ou moins profondes portées à l'œuvre de 1815 par chacun des signataires de l'acte de Vienne.

La grande habileté serait de jouer cartes sur table, aussi bien à Saint-Petersbourg qu'à Londres, et de démontrer aux puissances européennes, ce qui serait facile, qu'elles ont toutes à gagner à ne faire obstacle, aucune, au remplacement d'un état précaire qui les énerve par un état définitif qui leur permettrait de rendre moins lourd le fardeau qui pèse sur les populations et retarde l'exécution de grandes réformes urgentes et de grands travaux utiles.

Une autre habileté serait de s'emparer de l'imagination des peuples en s'adressant journellement à elle et la faisant entrer en fermentation.

Si la France réussissait à mettre sympathiquement de son côté les peuples, que resterait-il aux gouvernements ? Quelle force auraient-ils contre elle ?

Si toutes les dispositions sont bien prises, si l'esprit de

décision ne fait pas défaut, jamais péril plus petit n'aura été affronté pour une gloire plus grande.

Mais il importe de tout prévoir :

I. — *Consentement à la formation d'un État rhénan de dix millions d'habitants environ, donné par le gouvernement prussien sous la double pression de l'Angleterre et de la Russie, qui l'exerceront afin d'empêcher la guerre entre la France et la Prusse.* Ce serait assurément un triomphe pour la politique napoléonienne.

II. — *Refus du gouvernement prussien de convoquer un Congrès et de laisser remettre en question aucune des stipulations qui ont été la conséquence de la victoire de Sadowa.* Ce serait la guerre de 38 millions de Français contre 38 millions d'Allemands.

Dans cette seconde hypothèse, tout devrait être subordonné à la nécessité de vaincre et à l'avantage qu'il y aurait pour la France de rentrer dans ses limites naturelles, dans ses limites de 1801. La France a deux épines dans le pied : l'une s'appelle Rome, l'autre s'appelle l'Algérie. La guerre serait une occasion propice d'abandonner Rome à sa destinée et de rendre l'Algérie aux Algériens, soit avec Abd-el-Kader pour vice-roi sous la suzeraineté de la Turquie, soit autrement. De l'aveu de l'Empereur, l'Algérie est un affaissement, une charge, une complication.

La France s'empressant, le lendemain de sa victoire, de convoquer un congrès, y exercerait une influence d'autant plus considérable et décisive que le rétablissement durable de la paix serait son seul mobile et dicterait uniquement toutes ses propositions. Elle le prouverait par l'étude approfondie et exempte de tout calcul personnel des modifications que devrait subir la carte de l'Europe pour atteindre ce but. Habilement et modestement dirigé, ce Congrès pourrait être le fondement de l'Union européenne, contre-poids nécessaire et déjà tardif de l'Union américaine.

Si, au lieu d'agir virilement, le gouvernement impérial demeure dans l'insouciance et l'imprévoyance, il s'expose à s'amoindrir au point que cet amoindrissement devienne irréparable.

L'unité italienne est l'œuvre du gouvernement français ; ce ne serait pas sans le couvrir de ses ruines qu'elle se défierait. C'est donc aussi un risque à prévoir et à prévenir.

Ayant la Prusse pour alliée, il se pourrait que la Russie, qui a toujours impatiemment supporté le traité de 1856 qui lui a enlevé la propriété de la mer Noire, ne se contentât plus d'éluder ce traité et le déchirât. C'est encore un autre risque à prévoir, et ce second ne serait pas le plus grave ; le troisième, le plus considérable, ce serait que l'Angleterre, l'Italie, la Prusse et la Russie s'étant mises d'accord, s'attribuassent, l'Angleterre Alexandrie, l'Italie Rome, la Prusse Trieste et la Russie Constantinople, car si ce partage s'accomplissait et que la France fût impuissante à l'empêcher, alors la France ne serait plus une grande puissance, elle ne serait plus qu'une grande Belgique.

Il suffit qu'un tel risque ne soit pas impossible pour que le devoir de la France soit d'agir sans retard et sans relâche comme s'il était probable.

Ce qu'a fait en 1866 M. le comte de Bismark est là pour attester ce que peuvent faire en quelques semaines la volonté et l'audace d'un homme qui veut ce qu'il peut et qui ose ce qu'il veut.

XVI.

UNE LEÇON DE DIPLOMATIE.

29 juillet 1868.

La Note remise le 17 juin 1866 par le ministre plénipotentiaire de Prusse à Florence, M. Usedom, à M. le général

La Marmora, au moment où la guerre allait éclater entre la Prusse et l'Autriche, Note dans laquelle rien n'est omis, dans laquelle tout est prévu, montre avec quelle habileté la Prusse ourdit ses trames dans l'ombre et avec quelle préméditation elle excelle à diriger les coups que sa main doit porter pour qu'ils soient mortels.

Livrée à la publicité par le gouvernement prussien, cette Note ouvrira-t-elle les yeux du gouvernement français ? Ti-rera-t-elle de son insouciance M. Rouher, ministre d'État ? Fixera-t-elle pendant dix minutes seulement l'attention distraite de M. de Moustier, ministre des affaires étrangères ?

Nous voudrions bien qu'il ne nous fût pas permis d'en douter. Mais, après ce qui s'est passé en 1866, quel doute aura jamais été plus légitimement et plus sérieusement autorisé !

Cependant, quel avertissement donné à la France, que cette guerre sournoise, qualifiée de « *guerre à fond* », ténébreusement préméditée contre l'Autriche et proposée à l'Italie par la Prusse ! Si l'on appelait les choses par leur nom, cette « *guerre à fond* », on l'appellerait un complot ; le traité du 8 avril 1866 entre la Prusse et l'Italie, on l'appellerait un marché ; leur alliance, on l'appellerait leur complicité !

Le témoignage de M. Usedom ne permet plus de s'abuser ! Quiconque a pour voisin et rival le gouvernement prussien, étant exposé à l'avoir pour ennemi, doit s'attendre à tout de sa part, car le masque tombé montre que la Prusse ne recule devant rien. Toute confiance serait donc duperie, toute négligence serait donc trahison, car tout moyen lui est bon pour parvenir à son but. Gouvernement de droit divin, gouvernement féodal, s'il faut flatter la révolution au dehors et la déchaîner, il ira au-devant d'elle, il la flattera, il la déchaînera ! S'il faut désunir ce que le même sceptre a uni et semer la défection, il le désunira sans scrupule et la

sèmera. Ce ne sont pas là des affirmations téméraires, car il n'y a qu'à lire la Note signée Usedom pour y trouver les projets de soulèvement de la Hongrie contre l'Autriche et de descente de Garibaldi sur la côte orientale de l'Adriatique.

Au commencement de l'année 1866, qu'ambitionnait, à cette époque, la Prusse? Elle ambitionnait de s'emparer du port de Kiel et de placer sous l'unité de son commandement militaire l'Allemagne fédérale. Ce double but, la Prusse ne l'eût point atteint si elle eût agi seule. Qu'a-t-elle fait? Elle a cherché en Europe quel ambitieux mécontent elle pouvait se donner pour allié clandestin, et elle a trouvé le gouvernement italien, auquel il lui a suffi de dire dans le tuyau de l'oreille : « Nous avons un ennemi commun ; aidez-moi à le combattre, je vous aiderai à le vaincre ; aidez-moi à le chasser de l'Allemagne, je vous aiderai à le chasser de l'Italie ; aidez-moi à prendre le Hanovre, que je convoite, je vous aiderai à prendre la Vénétie, que vous brûlez de posséder. »

Maintenant que l'unité territoriale de l'Allemagne sous le gouvernement de la Prusse, sauf à transporter de Berlin à Francfort sa capitale, est une œuvre qui s'accomplira d'elle-même sans qu'il soit besoin de rien hasarder pour en hâter la maturité, qu'ambitionne le gouvernement prussien? Il ambitionne de faire de l'empire germanique un grand État maritime. Il a dans la Baltique des ports qui lui ouvrent l'accès de l'océan Atlantique : que lui manque-t-il? Il lui manque dans l'Adriatique un port qui lui ouvre l'accès de la Méditerranée ; il lui manque Trieste.

Il l'aura!

Il aura Trieste comme il a eu Kiel.

Ce sera, s'il n'est déjà conclu, l'objet d'un nouveau traité secret, ce sera l'objet d'un nouveau marché ténébreux avec l'Italie, à laquelle il dira : « Je désire posséder Trieste au-

tant que vous désirez posséder Rome ; entendons-nous comme nous nous sommes entendus le 8 avril 1866. Cette fois encore nous jouerons la partie à coup sûr, si nous la jouons bien. Il y a en France un parti révolutionnaire que le renversement de la République romaine de 1849 par la République française, au mépris des termes formels de la Constitution du 4 novembre 1848, a profondément ulcéré ; si son appui nous est nécessaire, chacun de nous deux, avec les moyens dont il dispose, agira pour se l'assurer et n'épargnera rien ».

Ce double coup qui menace dans l'ombre l'Autriche et la France est implicitement contenu dans la Note signée Usedom.

Aveugle qui ne l'y voit pas !

Quel est le moyen de le parer ?

Nous n'en voyons plus qu'un seul, c'est de profiter de l'expérience qui a coûté si cher à l'Autriche, afin de ne pas tomber dans la même faute que son aveugle optimisme lui a fait commettre ; c'est de nous hâter au plus vite de rompre le lien qui attache l'Italie à la Prusse ; c'est de faire sans retard ce qui sera nécessaire pour que la première de ces deux puissances n'ait plus aucun intérêt à rester unie à la seconde, c'est enfin de nous décider à abandonner Rome aux Romains, qui régleront, à leur gré, avec les Italiens la question de l'*indépendance locale* du Pape.

Si le gouvernement, dont le premier acte de politique extérieure a été l'expédition romaine de 1849, persiste dans la fausse route que cette impardonnable et peut-être irréparable expédition lui a fait prendre, où cette fausse route le conduira-t-elle ? Elle ne le conduira pas à mettre définitivement en sûreté la *souveraineté locale* du Pape, et elle le conduira à mettre inconsidérément en péril l'intégrité du territoire français.

Fût-il lointain, ce péril est assez grand pour qu'on en fasse l'objet constant des réflexions les plus sérieuses. Alors la divulgation de la Note clandestine de M. Usedom n'aura pas été un avertissement perdu et une inutile leçon de diplomatie donnée à la France par la Prusse.

Lisez et méditez :

A S. Exc. M. le général La Marmora, président du conseil, Florence.

Florence, 17 juin 1866.

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi de Prusse, a l'honneur de présenter à S. Exc. M. le général La Marmora, président du conseil et ministre des affaires étrangères, les observations suivantes :

« Dans peu de jours l'Italie et la Prusse, dans leur cause commune contre l'Autriche, en appelleront à la décision des armes. Le gouvernement du roi, mon auguste maître, croit par conséquent de toute urgence d'établir dès à présent entre leurs mouvements militaires l'entente la plus stricte et la coopération la plus efficace. Si une action en commun et sur le même théâtre de guerre leur est interdite par les distances dans le commencement, il faudra chercher à y suppléer par la simultanéité des coups qu'on portera. Ainsi attaquée, l'Autriche devra d'abord partager ses forces ; elle ne pourra jamais se servir des mêmes réserves tantôt contre l'une, tantôt contre l'autre partie. Enfin les coups portés se feront sentir non-seulement sur le champ de bataille, mais au loin.

« En premier lieu, le gouvernement du roi est persuadé que le commencement des hostilités en Allemagne sera suivi immédiatement de la déclaration de guerre italienne. La Prusse connaît trop les sentiments de loyauté qui animent le gouvernement du roi Victor-Emmanuel pour en douter. Mais

cette solidarité et simultanéité d'action devront, selon les vues du gouvernement prussien, se continuer et se reproduire dans tout le cours de la campagne; en bons alliés, les deux puissances devront vouer à leurs opérations respectives un intérêt constant et réciproque. Cette tendance sera approuvée et partagée, comme la Prusse aime à le supposer, de la part du gouvernement italien.

» Le système de guerre pour la campagne prochaine, que la Prusse propose à l'Italie, est celui de *guerre à fond*. Si au commencement le sort des armes leur était propice, les deux alliés ne s'arrêteront point aux obstacles intermédiaires; ils chercheront plutôt à pousser leur adversaire dans ses derniers retranchements et jusqu'à ses dernières ressources.

» Ils ne se contenteraient pas après une victoire d'occuper tel territoire qu'une paix favorable pourra leur faire garder. Au contraire, et sans égard pour la configuration territoriale future, ils tâcheront avant tout de rendre la victoire définitive, complète et irrévocable.

» Une telle défaite infligée à l'adversaire par leurs efforts réunis leur donnerait, à chacun dans sa sphère, un ascendant moral et politique infiniment supérieur au gain matériel qui devrait également en résulter. Ainsi la Prusse ne devrait pas songer aux obstacles que la nature ou l'art opposent depuis Linz jusqu'à Cracovie; elle poussera résolument vers Vienne les succès qu'elle pourra obtenir.

» Quant aux opérations analogues des forces italiennes, on ne s'occuperait pas à faire le siège du quadrilatère, on préférerait de le traverser ou de le tourner pour battre l'armée en rase campagne. Il y a peu de doute que, vu surtout les proportions numériques, l'armée italienne va se trouver en peu de temps en possession du pays vénitien, Venise, Vérone et Mantoue exceptées, et dont les garnisons, il est vrai, devraient être paralysées par des corps d'observation d'une force considérable.

» Les généraux italiens seront indubitablement les meilleurs juges des opérations dont il s'agit. Cependant, pour aller à l'unisson avec la Prusse, il faudra que l'Italie ne se contente pas de pénétrer aux frontières septentrionales de la Vénétie : il faut qu'elle se fraye le chemin vers le Danube, qu'elle se rencontre avec la Prusse au centre même de la monarchie impériale, en un mot, qu'elle marche sur Vienne. Pour s'assurer la possession durable de la Vénétie, il faut d'abord avoir frappé au cœur la puissance autrichienne.

» Quelles seraient les conséquences si l'Italie voulait restreindre son action militaire à Udine ou à Bellune pour s'occuper ensuite du siège des places fortes ? Elle arrêterait inévitablement la guerre entière ; car elle permettrait à l'armée autrichienne de se retirer tranquillement vers le nord pour renforcer les armées impériales contre la Prusse. A l'aide peut-être de la Bavière, ses forces réunies pourraient arrêter l'offensive prussienne et la réduire à une défensive obligée. Frustré ainsi des résultats de ses précédents succès, on conclurait peut-être une paix, laquelle, tant pour la Prusse que pour l'Italie, ne répondrait nullement aux idées primitives ni aux immenses sacrifices qu'on s'était imposés. Pour éloigner cette triste éventualité, qui tôt ou tard contraindrait les alliés à recommencer leur œuvre, la Prusse ne croit pouvoir insister assez vivement sur la nécessité de pousser l'offensive des deux côtés jusqu'aux dernières limites, c'est-à-dire sous les murs de la capitale.

» En admettant pour un moment la possibilité contraire et en envisageant en particulier la position de la Prusse, la coopération de l'Italie lui aurait fait, en effet, plus de mal que sa neutralité absolue. La neutralité aurait du moins retenu dans le quadrilatère et paralysé, au profit de la Prusse, toute une armée autrichienne : la coopération victorieuse, mais mal comprise et arrêtée dans sa carrière, refoulerait cette même armée contre la Prusse, et cette dernière

aurait moins de chances *avec* que *sans* son alliance italienne. Mais le gouvernement du roi, mon auguste maître, se repose avec la plus entière confiance sur la loyauté de son allié pour écarter toute possibilité d'une pareille éventualité.

» Toutefois, sous le rapport stratégique, la marche sur Vienne de l'armée italienne pourrait paraître dangereuse; l'échelle d'opérations semblerait trop longue, les ressources trop loin.

» Mais à mesure qu'on s'approche de l'armée prussienne le danger diminue et la victoire finale devient de plus en plus probable.

» D'ailleurs, *il existe une agence infaillible pour assurer aux deux armées la coopération la plus efficace sur un terrain commun : ce terrain est la Hongrie.*

» *Le gouvernement prussien a fait étudier dernièrement avec soin la question hongroise ; il a acquis la conviction que ce pays, soutenu également par l'Italie et par la Prusse, leur servira, à son tour, comme chaînon de ralliement et comme appui stratégique. Qu'on dirige, par exemple, sur la côte orientale de l'Adriatique une forte expédition qui n'affaiblirait en rien l'armée principale, parce qu'on la prendrait pour la plupart dans les rangs des volontaires, en les mettant sous les ordres du général Garibaldi. D'après tous les renseignements parvenus au gouvernement prussien, elle trouverait parmi les Slaves et les Hongrois une réception des plus cordiales ; elle couvrirait le flanc de l'armée s'avancant sur Vienne, et lui offrirait la coopération et toutes les ressources de ces vastes contrées. Par contre, les régiments croates et hongrois dans l'armée autrichienne refuseront bientôt de se battre contre des armées qui ont été reçues en amies par leurs propres pays. Du nord et des confins de la Silésie prussienne, un corps volant, composé, autant que possible, d'éléments nationaux, pourrait pénétrer en Hongrie et y rejoindrait les troupes italiennes et les forces*

nationales qui n'auraient pas tardé à se former. *L'Autriche perdrait à mesure que nous gagnerions, et les coups qui alors lui seraient portés ne frapperaient plus ses extrémités, mais son cœur.*

» *C'est pour toutes ces raisons que le gouvernement prussien attache une si haute valeur à l'affaire hongroise et à l'action combinée sur ce terrain avec l'Italie, son alliée. Il propose au cabinet florentin de pourvoir en commun aux frais nécessaires pour préparer l'accueil des expéditions indiquées et de leur assurer la coopération de ces pays.*

» *Voilà l'idée générale du plan de campagne que le sous-signé, selon les instructions de son gouvernement, a l'honneur de soumettre au cabinet italien. Plus il s'applique aux intérêts généraux, plus il assure le rapprochement des deux armées vers une action commune, et plus le gouvernement du sous-signé se flatte qu'il trouvera auprès du gouvernement italien un accueil sympathique, et qu'il contribuera puissamment au succès de cette grande entreprise.*

» *En priant S. Exc. M. le général La Marmora de vouloir l'honorer le plus tôt possible de sa réponse, le sous-signé s'empresse de lui renouveler l'assurance de sa plus haute considération.*

» *Signé : USEDOM.* »

XVII.

MONSIEUR DE BISMARCK.

28 juillet 1868.

Monsieur de Bismark! C'est le nom que porte un volume dont l'auteur est M. Louis Bamberger, député au Parlement douanier.

Nous en recommandons la lecture à M. Rouher.

Ce livre lui apprendra ce que peut une volonté ferme et persistante, que ne découragent pas, que stimulent, au contraire, les difficultés.

S'il eût été doué de cette fermeté de volonté et qu'il l'eût mise au service d'une grande idée, M. Rouher eût fait, en 1860, en compagnie de Richard Cobden, la conquête morale de l'Europe. Faire cette glorieuse conquête a dépendu de lui, car rien ne lui a manqué, sinon les obstacles. Il s'agissait alors de renoncer définitivement à la politique territoriale, à ses pompes et à ses œuvres, pour se convertir résolument à la politique économique, à ses principes et à ses lois. D'où fût venue la résistance? Assurément ce n'eût pas été de la part de l'Allemagne, car elle n'eût pu y voir que l'extension flatteuse de ce qu'elle avait déjà pratiqué sous le nom de Zollverein.

Si l'Europe eût été *zollvereinisée* en 1860 par le signataire du traité de commerce anglo-français, le grand ministre, en 1866, ne se fût pas appelé *Monsieur de Bismark*, il se fût nommé *Monsieur Rouher*.

C'eût été toute une ère nouvelle qui se fût ouverte!

La Confédération germanique n'ayant plus d'objet, eût peut-être disparu, mais alors c'eût été uniquement pour faire place au Parlement douanier, transition de l'Union européenne, laquelle n'a plus de temps à perdre pour se constituer si elle veut faire contre-poids à l'Union américaine, ne fût-ce qu'afin de fonder et de maintenir l'indépendance et la neutralité de l'empire maritime.

Alors l'inextricable question du Slesvig se fût éteinte dans le ridicule de son exigüité; alors les grandes questions eussent été l'abaissement des tarifs, l'achèvement de toutes les lignes de chemins de fer, mettant en relation journalière tous les États de l'Europe, l'accord entre elles de toutes les voies navigables et leur amélioration, le percement des isthmes, l'abréviation de toutes les distances, la diminution

de tous les risques maritimes, la multiplication de toutes les institutions internationales de crédit, et l'application de plus en plus générale des lois économiques succédant aux coups de majorité, se nommant lois positives.

Cette occasion précieuse que M. Rouher a tenue dans ses mains, il l'a laissée échapper ! Heureux, heureux *Monsieur de Bismark* ; car si *Monsieur Rouher* n'eût pas manqué à la haute destinée que lui assignait l'ampleur de sa vaste intelligence, M. de Bismark n'eût eu aucun rôle à jouer ; il fût resté dans son obscurité à l'état de type, ainsi décrit par M. Louis Bamberger :

Otto-Édouard-Léopold de Bismark-Schœnhausen est né le 1^{er} avril 1815, au manoir même de Schœnhausen, dont il tire une partie de son nom de famille. C'est un domaine situé dans la Saxe prussienne. Sa famille est originaire de la Marche de Brandebourg, le cœur des États royaux de Prusse. On la dit fort ancienne ; depuis plusieurs siècles elle figure dans les annuaires du service militaire. Pour caractériser le type de ce que les Allemands nomment le *junker*, on est convenu de se servir du mot français *hobereau*. Cependant les deux expressions ne sont pas équivalentes : pour rendre le terme de hobereau, les Allemands ont composé *krautjunker*, qui signifie « gentillâtre planteur de choux », tandis que le véritable *junker* est avant tout le rejeton d'une famille militaire, mélange de cavalier à la Stuart, de sous-lieutenant prussien, de baron féodal germanique et de Don Quichotte espagnol.

La bataille de Sadowa et la paix de Nickolsbourg ont tout changé, hommes et choses. Le *junker* est devenu devant l'histoire l'égal de Richelieu et de Cavour. Maintenant, il ne s'agit plus pour M. Rouher d'être le glorieux continuateur de Richard Cobden, il s'agit d'être l'heureux rival de M. de Bismark. De même qu'il serait insensé d'opposer la politique territoriale à la politique économique, de même il serait stupide d'opposer la politique économique à la politique territoriale. Chaque chose doit être faite en son temps. C'est

sur son terrain qu'il faut se mesurer avec M. de Bismark si on veut l'égaliser. A l'unité géographique de l'Allemagne limitée par la rive droite du Rhin, il faut opposer l'unité géographique de la France limitée par la rive gauche de ce même fleuve. Que cette nécessité soit regrettable ou souhaitable, ce ne sera qu'après l'accomplissement de ce partage, consacré par un Congrès, que l'incertitude fera place à la sécurité dans les esprits, car il n'y a personne qui ne sente que jamais, non, jamais la France ne se résignera à n'être qu'une petite nation, n'ayant pas plus d'influence au dehors que de liberté au dedans. Jusqu'à ce que ce partage égal du Rhin soit un fait accompli, M. Rouher pourra faire de grands discours tendant au maintien de la paix, mais personne n'y croira. La confiance s'inspire et ne s'impose pas. M. Rouher est là pour l'attester, car nul ne fut jamais plus prodigue d'affirmations pacifiques plus solennelles. Quel fruit ont-elles porté?

Aucun, absolument aucun.

Avant de fermer le volume de M. Louis Bamberger, député au Parlement douanier, disons l'impression profonde que ce livre, judicieusement pensé et remarquablement écrit, laisse après qu'on l'a lu : c'est celle d'une guerre inévitable, non pas de l'Allemagne contre la France, mais de la France contre l'Allemagne. Celle-ci a eu son *Monsieur de Bismark*, il est certain que la France aura le sien.

— Quand?

— Bientôt.

XVIII.

LA LOGIQUE.

1^{er} août 1868.

Une situation politique étant donnée, nous en tirons les conséquences qui sont en elle, sauf si elle change à tirer d'autres conséquences.

L'art de faire mentir la logique pour déguiser une situation est un art que nous ignorons, mais dans lequel nous reconnaissons que le journal la *France* excelle et a toujours excellé. Cet heureux journal a cet heureux don de ne voir jamais que ce qu'il veut voir, tandis que nous avons cette triste infirmité de voir toujours ce qui est, tout ce qui est, rien que ce qui est. L'imagination qui lui a été prodiguée si abondamment nous manque absolument, et, pour comble de rigueur, l'esprit de décision dont ses épaules sont vierges pèse de tout son poids sur les nôtres, sans que nous réussissions jamais à le faire partager par qui que ce soit.

Le 28 avril 1866, dans un article intitulé LA SITUATION, consultant la situation, nous y disions ce qui suit :

Pour faire rentrer dans leurs fourreaux toutes les épées prêtes à en sortir, à commencer par celle de M. de Bismark, et empêcher la guerre d'éclater, la France n'aurait à prononcer que ces seuls mots : *Quelle que soit la puissance qui attaquera, je me rangerai immédiatement du côté de la puissance attaquée.*

Le lendemain la *France*, qui était pour la *paix armée*, mais qui n'était pas pour l'*armée de la paix*, nous appelait « *gendarme* » et nous répondait :

Parler ainsi, ce serait intervenir, *ce serait ajouter gratuitement une complication à toutes les complications qui existent déjà en Europe*, sans que la France, pour cela, eût à défendre son honneur et ses intérêts.

Le 6 mai, elle revenait intrépidement à la charge et nous apostrophait en ces termes :

Voulez-vous que la France intervienne partout où un différend s'élève entre deux Etats, sous prétexte qu'il ne doit pas se tirer en Europe un seul coup de canon sans sa permission?

Toujours la situation étant donnée : qui à cette époque, en mai 1866, avait raison de l'esprit de décision ayant la *Liberté* pour libre interprète, ou de l'esprit d'indécision ayant la *France* pour organe complaisant?

Le 22 mai suivant, lorsque nous donnions à l'un de nos articles ce titre : **TROIS CONTRE UN**, qui était plus qu'un conseil, qui était une politique, la politique de la prudence unie à la résolution, par qui cette politique était-elle encore combattue, presque raillée? Par la *France*, toujours la *France*.

Aussi se demeure-t-elle fidèle à elle-même lorsqu'elle prend la parole pour combattre les conclusions que, toujours sous la dictée de la logique, nous nous sommes borné à tirer du parallèle strictement exact tracé entre le 10 décembre 1848 et la situation telle qu'elle existe vingt ans après, le 31 juillet 1868.

Nous empruntant l'expression dont nous nous étions servi, l'article de la *France* est intitulé :

UN COUP D'ÉCLAT.

Ce coup d'éclat, que commandait le parallèle tracé et que commande la situation présente, est déconseillé en ces termes par le confident de la pensée de M. le marquis de Moustier, ministre des affaires étrangères :

Désarmement complet, guerre à outrance : tels sont les deux termes entre lesquels s'agite M. de Girardin, passant de l'un à l'autre selon les impulsions qui le dominant, un jour déclarant la *guerre à la guerre*, un autre jour faisant la guerre à la paix, et conservant dans la défense de ces deux thèses si contraires la même vigueur de talent et de logique.

Aujourd'hui, ce qui le frappe, c'est un coup d'éclat à tenter.

Mais pour que cette *tentative* réussisse, et que la paix, une paix glorieuse et désarmée, en fût la conséquence, il faudrait deux choses : 1^o que la guerre fût heureuse; 2^o qu'une fois la rive gauche du Rhin conquise, l'Allemagne cessât d'élever aucune prétention sur les populations qui l'habitent.

Admettons le premier de ces deux points; l'héroïsme de notre armée nous y autorise, malgré tout ce qu'on peut dire sur la fortune des batailles. Mais la seconde condition n'est pas moins nécessaire que la première, et nous nous demandons si elle serait remplie.

L'Allemagne a été vaincue; nous lui avons arraché les provinces de la rive gauche. Cela suffit-il?

Non. Car si l'Allemagne ne se résigne pas à sa défaite, si elle entend reconquérir ce qu'elle a perdu, si les populations annexées à la France continuent à graviter vers le centre germanique, quel qu'il soit, nous n'aurons fait qu'attacher à nos flancs une autre Vénétie, et comment désarmer dans une situation semblable?

Cette objection de la Vénétie n'est pas neuve, car nous avons été le premier à l'employer en 1866, quand elle était opportune et fondée, ce qu'elle a cessé d'être. Est-ce que la crainte d'attacher à ses flancs une autre Vénétie et une autre Venise a retenu M. de Bismark et l'a empêché de s'emparer des duchés de l'Elbe et du port de Kiel?

Moins que jamais nous ne nions que la politique territoriale, que Richard Cobden avait enterrée encore vivante, et que M. de Bismark s'est hâté de déterrer, ne soit une détéritable politique, un anachronisme; mais, puisque nous n'avons pas su l'empêcher de sortir du tombeau, ce qui était si facile, il faut maintenant la battre avec ses propres armes, pendant qu'il en est encore temps, car bientôt il ne nous restera plus qu'à la subir, comme payer est la seule chose qui reste à faire à celui qui a perdu par sa faute une partie qu'il devait gagner.

Attendrons-nous que la partie soit complètement perdue? Attendrons-nous qu'il ne nous reste plus dans les mains une seule carte à jouer? Attendrons-nous que la Prusse et l'Italie se soient partagé l'une Trieste, l'autre Rome? Là est la question, toute la question. Si le journal la *France* s'indigne à cette dernière supposition et nous répond que, dans ce cas, le gouvernement français n'aurait plus de conseil à prendre que de son courage, et mettrait sans hésiter ses trente-huit millions de Français en ligne contre les trente-huit millions d'Allemands et les vingt-cinq millions d'Italiens, ensemble soixante-trois millions, alors que deviennent

ses grandes tirades sur « la fortune des batailles » ?

Il faut voir la situation telle que nous l'avons faite après avoir inconsidérément rompu en 1863 l'intimité qui existait entre la France et la Russie, intimité qui eût étouffé dans son germe l'attentat conjointement commis en 1865 sur le Danemark par l'Autriche et la Prusse. Alors il fallait prendre un parti quel qu'il fût ; alors il fallait, soit empêcher la guerre d'éclater entre les deux larrons qui n'ont pas pu ou qui n'ont pas voulu se mettre d'accord sur le partage entre eux de leur butin ; soit nous allier à l'un des combattants contre l'autre, afin de nous assurer le juste prix de la victoire, qu'il dépendait absolument de nous de donner à celui des deux que nous préférons ; soit accepter tout de suite, en août 1866, et sincèrement, l'état de choses nouveau qui résultait de l'anéantissement de l'Autriche, du renversement de la Confédération germanique, de la signature des conventions avec la Bavière et le Wurtemberg, et enfin de l'unité militaire de toute l'Allemagne rangée sous le commandement du roi de Prusse ; cet état de choses nouveau, c'était et ce devait être la triple alliance de la France, de l'Italie et de la Prusse, remplaçant l'ancien équilibre européen ; triple alliance attestant à la fois sa sincérité et sa force par le désarmement, dont ces trois puissances auraient donné l'exemple à l'Europe obérée, qui, trop heureuse de le recevoir, se fût empressée de le suivre.

Cette situation précaire, déjà souverainement condamnée le 4 novembre 1863, peut-elle durer ?

Non.

Comment y mettre un terme autrement que par le coup d'éclat dont la fatalité est si lisiblement écrite dans les faits, que les esprits qui, par des raisons diverses, lui sont le plus opposés ne peuvent se défendre contre l'opiniâtre inquiétude qu'il entretient en eux ? C'est en vain qu'ils cherchent une issue qui ne soit pas celle que nous avons indiquée. Ils

la cherchent, mais ils ne la trouvent pas. C'est que, pour qu'ils trouvassent cette issue, il faudrait qu'elle existât. Or elle n'existe pas.

Tout le monde s'accorde à penser que l'on n'évitera pas la guerre, même ceux qui affirment le contraire, soit à la tribune, soit dans leurs journaux ; on ne se divise que sur la question de savoir si la France attendra un prétexte ou si elle le fera naître.

Notre avis est que la France ne devrait ni le faire naître ni l'attendre. Les motifs les plus sérieux et les plus légitimes ne lui manquent pas ; elle n'a qu'à les exposer franchement, en prenant l'Europe pour témoin et les peuples pour juges.

Une situation politique manifestement hérissée de périls étant donnée, il est naturel, il est logique que tous ceux qui réfléchissent se demandent comment ces périls pourraient être changés en moyens, et si cela n'est pas possible, comment il le serait, soit de les vaincre, soit de les écarter, soit de les éluder, soit de les atténuer ?

Aussi est-il tout simple que journaux allemands et journaux anglais prêtent à l'empereur Napoléon III, qui aspire à fonder une dynastie sur la glorification du coup d'État du 2 décembre, les projets les plus contradictoires. Le dernier des projets qu'ils lui attribuent reposerait premièrement sur une lettre adressée à son ministre des affaires étrangères, M. de Moustier, dans laquelle l'Empereur lui tracerait la politique telle qu'elle doit être redressée et lui dicterait le langage que doivent tenir au dehors ses agents ; deuxièmement sur un manifeste à la France, qui serait indirectement un manifeste à l'Europe. Il se peut que ce projet ne soit pas vrai, mais il est si vraisemblable, qu'il nous semble avoir sous les yeux et lire ces deux pièces :

*
*
*

« *A Monsieur le marquis de Moustier, ministre des
affaires étrangères.*

» Août 1868.

» Monsieur le ministre,

» C'est un fait grave, qui ne pouvait se soustraire à ma vigilance et à mon attention, que l'impuissance manifeste des déclarations réitérées et des efforts persistants de mon gouvernement pour rendre à la France et à l'Europe la confiance que les événements de 1866 lui ont enlevée, et dissiper une incertitude opiniâtre qui ne saurait se prolonger indéfiniment sans péril et sans désastre.

» Cette incertitude funeste s'explique d'elle-même par la contradiction existant entre les paroles qui expriment l'espoir que la paix ne sera pas troublée, et les actes qui trahissent l'imminence d'une guerre par laquelle il serait trop dangereux d'être pris au dépourvu pour qu'il ne fût pas coupable et insensé de ne pas se tenir prêt contre elle.

» Ces actes, ce sont les ruineux sacrifices que l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Italie, la Russie s'imposent pour donner chacune à leur puissance militaire son plus grand développement.

» Les événements extérieurs qui se sont accomplis en 1866 ont attesté la justesse des prévisions consignées dans ma lettre du 4 novembre 1863, adressée à tous les souverains de l'Europe, et dans mon discours du lendemain, prononcé à l'ouverture de la session législative; ce qui était vrai à cette époque l'est devenu encore plus, puisque les armements de l'Europe, que déjà je taxais d'exagérés, se sont considérablement augmentés par la défiance instinctive, au lieu de se réduire par la confiance mutuelle et l'intérêt commun.

» En 1863, le budget de la guerre des grandes puissances s'exprimait par les chiffres qui suivent :

» Armée de terre	hommes.	Dépense
—	—	—
—	—	—

» En 1868, il s'exprime par les chiffres ci-dessous :

» Armée de terre	hommes.	Dépense
—	—	—
—	—	—

» Il ne faut pas s'abuser ! ces armements excessifs peuvent éloigner la guerre et faire qu'elle soit moins imminente, mais ils ne l'éloignent qu'en la rendant de plus en plus fatale.

» C'est ce que comprennent instinctivement tous les esprits et tous les intérêts. Aussi sont-ils inquiets, et la persistance de cette inquiétude, qu'aucune affirmation pacifique n'a pu dissiper, constitue un état précaire qui me commande impérieusement de prendre une détermination que j'ai très-mûrement pesée. Elle est prise. Il ne s'agit plus que de mettre d'accord avec elle les instructions que vous aurez à donner à vos agents à l'extérieur, afin que tous y conforment leur langage, qui devra allier la fermeté de la franchise à la modération de la fermeté.

» Le 4 novembre 1863, j'ai proposé le désarmement européen au moyen d'un Congrès dont l'idée a été favorablement accueillie par _____, éludée par _____, repoussée par _____.

» Il ne me coûte pas de le reconnaître, il manquait à ma proposition de 1863 une sanction en cas de refus, soit formel, soit évasif ; mais si cette sanction y manquait, ce n'était point par oubli, c'était par scrupule. J'avais pensé qu'il ne convenait point qu'une proposition sincèrement dictée par les sentiments les plus pacifiques pût être accusée de renfer-

mer éventuellement une menace, et risquât d'être écartée comme blessante.

» Le changement des situations autorise et légitime de ma part un changement de langage.

» Aucun Congrès européen n'est venu après 1866, comme après 1815, et, selon l'usage, rendre définitif le provisoire européen qui a succédé à l'équilibre dont la Confédération germanique était l'axe ; aussi sent-on de toutes parts que ce qui existe n'est qu'une trêve courte et menteuse et n'est pas la paix durable et sincère.

» Le renversement sans motifs légitimes et sans nécessité de la Confédération germanique, qui était une garantie pour la France et l'Europe, est l'œuvre de la Prusse.

» Plus que toute autre puissance, la Prusse était intéressée à convoquer un Congrès qui prononçât sur le rôle nouveau qu'elle venait de s'attribuer dans le monde politique.

» La Prusse a négligé ou dédaigné de le faire.

» Par cette absence de convocation et de réunion d'un Congrès s'explique l'insécurité contagieuse qui règne, et qu'atteste l'inactivité persistante et sans exemple du numéraire qui s'accumule dans les caves de la Banque de France, malgré des achats considérables de grains à l'extérieur.

» Au nom de tous les peuples, que ces armements exténuent et que cette défiance ruine, le temps est venu de mettre hautement, publiquement, solennellement, la Prusse en demeure de convoquer un Congrès qui rassure les esprits et les intérêts.

» Si, répondant à l'appel de la Prusse, le Congrès se réunit, le langage que devant lui tiendra la France, prenez-en l'engagement, sera celui du désintéressement le plus sincère. Elle dira au Congrès : « N'ayant affronté aucun » des risques et des périls de la guerre, je ne prétends à » aucun agrandissement territorial ; le seul but que je pour- » suivre, c'est le désarmement européen, dont j'ai pris

» résolûment l'initiative en 1863, et dont j'aspire ardemment à donner l'exemple en 1868; mais pour que je puisse le donner sans imprudence, il me faut une garantie matérielle qui me manque. Cette garantie, c'est la formation d'un État naturellement mixte et essentiellement neutre, qui se compose de la Belgique, de la portion de la Hollande située sur la rive méridionale du Rhin et des provinces rhénanes comprises entre Strasbourg et la mer du Nord, État qui, n'étant exclusivement ni allemand ni français, puisse être et soit neutralisé en vertu d'une délibération du Congrès. La conséquence de cette neutralisation, ce sera le rasement de toutes les forteresses, sans exception, qui ont été construites sur les territoires enclavés entre mes frontières naturelles et mes frontières actuelles, territoires qui m'ont été enlevés aux termes des traités de 1815, mais qui m'ont appartenu pendant treize ans aux termes des traités de 1801 ».

» Dans le cas, au contraire, où, foulant orgueilleusement aux pieds tous les précédents diplomatiques, le gouvernement prussien se refuserait à convoquer, dans le délai que vous proposerez de fixer, le Congrès sans lequel les agrandissements et la domination de la Prusse n'ont de sanction que celle de la force versatile, ce refus, dites-le-lui, équivaldrait de sa part à une déclaration de guerre contre la France, qui, prête à entrer immédiatement en campagne, le considérerait ou l'interpréterait comme tel. Alors, les conditions n'étant plus les mêmes après qu'avant la guerre, il irait naturellement de soi que si la victoire restait fidèle à nos drapeaux, qu'elle a guidés en 1854 et en 1859, notre langage et notre conduite seraient différents.

» Certainement alors la France ne se contenterait pas de la formation sur ses anciens territoires d'un État neutre et du rasement de toutes les forteresses enclavées; ces forteresses, nous les reprendrions et nous les garderions,

en nous fondant sur le droit en vertu duquel elles nous ont appartenu. La France ferait revivre les traités de 1801 et rectifierait ses frontières de ce côté du Rhin par la force des armes, ainsi que le gouvernement prussien a rectifié et étendu les siennes par le même moyen sur l'autre rive. Sébastopol et Solferino sont deux cautions qui garantissent à l'Europe qu'elle n'aurait pas à redouter que nous fussions entraînés par l'ivresse du triomphe au delà du but marqué d'avance par nous à cette guerre, lequel serait le recouvrement de nos limites naturelles indispensables à notre sécurité.

» Dans ce cas, la responsabilité de la guerre retombera tout entière sur le souverain et le ministre qui l'auront rendue nécessaire par l'esprit de conquête qui était éteint et qu'ils ont volontairement ranimé.

» Cet esprit de conquête, je ne l'ai jamais eu, je l'ai prouvé; la seule gloire que j'ambitionne, c'est, avant de léguer ma couronne à mon fils, d'asseoir solidement la paix de l'Europe sur les bases de l'équité, entre la liberté et la prospérité de la France.

» S'il le fallait, pour donner à la durée de la paix un gage de plus et apaiser les ombrages que cause communément l'exercice, même le plus modéré, de tout grand pouvoir personnel, il n'est aucune de mes prérogatives dont je ne fusse heureux de faire le sacrifice à la sécurité et à l'union de l'Europe.

» Ce qu'un plébiscite m'a attribué, je suis prêt à le rendre par un autre plébiscite, en vertu duquel, cessant d'être constitutionnellement responsable et devenant constitutionnellement inviolable, toute déclaration de guerre, toute signature de traité de paix, d'alliance, de commerce, seraient désormais subordonnées à un débat et à un vote du Corps législatif, issu du suffrage universel.

» La pacification de l'Europe a toujours été et n'a jamais

cessé d'être mon idée fixe ; elle est la tâche et le but de mon règne. Si depuis deux ans aucune aveugle opposition, aucune fausse interprétation n'ont fait fléchir la détermination que j'avais prise d'élever nos forces militaires à leur plus haute puissance d'organisation, c'est que l'insuccès de ma tentative de novembre 1863 m'a douloureusement appris que l'unique moyen de désarmer l'Europe c'était d'armer la France.

» Le désarmement européen dépend de la Prusse. Si elle refuse de convoquer le Congrès qu'elle a rendu impérieusement nécessaire, ce sera la France qui, dans l'intérêt de tous les peuples, le convoquera. Mais cette fois ce ne sera pas avant la guerre et l'épée dans le fourreau, ce sera après la guerre et l'épée nue, car je ne veux pas mourir avant d'avoir mis fin à cet état précaire et malade qui se nomme la paix armée, devenue plus impossible que jamais avec les proportions démesurées qu'elle a prises depuis la conduite que la Prusse, à l'occasion du Holstein, a tenue en 1866 vis-à-vis de l'Autriche, et en 1867, à l'occasion de Luxembourg, vis-à-vis de la France.

» Vous aurez, Monsieur le ministre, à me rendre compte des explications que vous aurez échangées avec la cour de Berlin en conséquence de cette lettre, qu'avant de vous l'adresser j'ai communiquée à vos deux collègues le ministre de la guerre et le ministre de la marine ; ils ont pris toutes leurs dispositions pour que ma proposition de 1868 n'ait pas le sort de ma proposition de 1863. Au fond, c'est la même, il n'y a de changée que la forme.

• NAPOLEON. •

*
* *

Au peuple français.

« Français !

» Vous n'avez pas oublié la proposition que j'ai adressée

le 4 novembre 1863 à tous les souverains de l'Europe, et que j'ai communiquée au Sénat et au Corps législatif à l'ouverture de leur session.

» Si cette proposition, qui avait pour but le désarmement européen et pour moyen la convocation d'un Congrès, eût été favorablement accueillie, ainsi que le commandait l'intérêt de tous les peuples, les événements qui ont rompu en 1866 l'équilibre européen ne se fussent pas accomplis, car motifs et prétextes eussent également manqué au gouvernement prussien.

» Exagérés en 1863, les armements de l'Europe le sont bien plus encore en 1868.

» Lorsque je n'ai point hésité à lui imposer les sacrifices d'hommes et d'argent impérieusement nécessités par l'appel sous les drapeaux de tous les Français valides âgés de vingt à vingt-neuf ans et par l'adoption de nouveaux fusils, la France a lu clairement dans ma pensée. Malgré tout ce qui a pu ou dû être dit, la France ne s'est point méprise; elle sait que pour sa sécurité, sa dignité, sa juste et nécessaire influence, il n'est pas de sacrifices que je ne fasse sans hésitation, pas de périls et de risques personnels que je ne sois prêt à affronter.

» Seul responsable des destinées que vous m'avez confiées, Français, c'est à vous que je m'adresse directement et que je pose cette question : Si la Prusse, qui a dans ses mains les clefs des principales forteresses qui vous menacent, ne désarme pas, la France peut-elle désarmer? Et si elle ne le doit pas, peut-elle s'imposer indéfiniment la charge écrasante de contingents de cent mille hommes enlevés chaque année à leurs familles, à leurs champs, à leurs ateliers?

» Si, comme moi, vous pensez que, sous peine de voir le chiffre de votre population demeurer stationnaire et peut-être même décroître, le moment est venu de mettre un terme

à un état anormal qui est la guerre toujours expectante, vous approuverez la lettre que j'ai adressée, il y a dix jours, le. à mon ministre des affaires étrangères, et qui dessinait l'attitude que devaient prendre et le langage que devaient tenir au dehors tous ses agents. La Prusse, qui a eu communication de cette lettre, refuse péremptoirement de convoquer un Congrès qui statuerait sur les événements de 1866, et de vous donner les légitimes garanties que je lui ai demandées en votre nom.

» Le désarmement européen, auquel il eût été désirable d'arriver par un congrès, n'est donc plus possible que par la guerre.

» Inévitable, est-il préférable de l'ajourner ou de la précipiter?

» Après avoir pesé toutes les raisons pour et contre, mon avis est que, puisqu'elle ne peut être évitée, la prudence commande de ne pas l'ajourner, car le moment est favorable et nous sommes complètement prêts.

» Des complications peuvent survenir. Ce serait manquer de prévoyance que de permettre à la Prusse de les attendre pour en profiter et les tourner contre nous.

» J'entreprends cette guerre, dont le désarmement européen est le but principal, sans avoir rien tenté pour m'assurer la coopération d'aucun allié.

» J'ai pensé que tout allié qui se rangerait du côté de la France mettrait un autre allié du côté de la Prusse. J'ai préféré circonscrire la guerre entre les deux pays, lesquels disposent de forces militaires numériquement égales.

» Je compte sur la neutralité de l'Europe.

» Cette neutralité m'est garantie par les sympathies de tous les peuples, qui ont le même intérêt que vous à la réduction considérable des armées permanentes et des dépenses ruineuses.

» Ma sincérité ne saurait être suspecte, puisque j'ai offert

au gouvernement prussien de renoncer à la revendication de nos frontières de 1801, à la condition que tous les territoires enclavés entre nos frontières actuelles et nos frontières naturelles seront réunis dans les mains d'un seul souverain, dont l'État neutralisé sera le nouvel axe immobile sur lequel tournera l'Europe, et que ce souverain opérera sans aucun délai le rasement de toute forteresse construite sur les territoires enclavés, et s'interdira expressément d'en construire aucune.

» Si les Allemands des provinces rhénanes, cessant d'être Prussiens et Bavaois, redeviennent Français, ce qu'ils ont été longtemps, et ce qu'ils n'ont cessé d'être qu'avec des regrets qui ont mis, après 1815, beaucoup d'années à s'effacer, ce sera à la Prusse et non à la France qu'ils devront s'en prendre. Ce sera le gouvernement prussien qui l'aura voulu en repoussant la proposition que je lui ai spontanément faite de les ériger en État intermédiaire.

» Fidèle à mes antécédents de 1854 et de 1859, quoique ce soit cette fois non pour le compte de la Turquie, non pour le compte de l'Italie, mais pour le compte de la France, c'est comme pacificateur et non comme conquérant que j'entreprends cette troisième guerre.

» J'ai l'espoir qu'elle sera promptement terminée; s'il en est ainsi, il me suffira, pour subvenir à ses dépenses, des ressources de la dette flottante; la proposition que je ferai de consolider la portion dont elle aura été accrue saisira naturellement le Corps législatif de la question dont je n'aurai pas hésité à assumer sur moi personnellement toute la responsabilité.

» Ce sera le dernier acte du pouvoir personnel que m'a attribué la Constitution.

» Dès que le désarmement européen aura fondé la paix européenne, la récompense que je vous demanderai de décerner par un plébiscite à ma sollicitude paternelle, ce

sera le rétablissement de la responsabilité ministérielle, impliquant, comme en Angleterre, l'inviolabilité souveraine.

» Français, dont le cœur bat au nom de Charlemagne ; Français, dont le cœur bat au nom de la République ; Français, dont le cœur bat au nom de Napoléon le Grand ; Français de toutes opinions et de tous partis, n'ayons tous qu'une pensée, la même : reconquérir nos limites naturelles, devenues, par le renversement de la Confédération germanique et par l'unité de commandement militaire attribué au roi de Prusse, nos limites nécessaires.

» N'ayons tous qu'un seul cri : Le Rhin ! Rien de plus, rien de moins. »

« NAPOLEON. »

Supposons qu'au lieu d'être imaginaires et l'œuvre d'un journaliste, ces deux pièces soient réelles et l'œuvre d'un souverain ; supposons qu'au lieu d'être publiées dans la *Liberté*, elles aient paru dans le *Moniteur universel*, qu'en penserait et qu'en dirait la France ?

XIX.

LE CAUCHEMAR DE L'INCERTITUDE.

2 août 1868.

Le 10 juillet 1867, M. Vuitry, ancien gouverneur de la Banque de France, et maintenant ministre présidant le conseil d'État, annonçait en ces termes, du haut de la tribune du Corps législatif, la fin prochaine de la pléthore métallique attestée par les bilans hebdomadaires de la Banque de France :

Il y a deux situations extrêmes qui sont également regrettables :

l'une où les capitaux, trop demandés, sont devenus rares et où la Banque manque de numéraire; l'autre où son portefeuille est vide et où ses caves regorgent de numéraire. Tout le monde sait à quelles circonstances est due la situation actuelle. Tout en ne dissimulant pas à la Chambre que je ne la regarde pas comme prospère, car elle tient au ralentissement des affaires et du commerce, je demande la permission de lui dire que J'AI L'ESPÉRANCE ET LA CONFIANCE QUE NOUS NE TARDERONS PAS À EN SORTIR, et que les événements extérieurs dans la situation que vous connaissez ne tarderont pas à rendre aux affaires le mouvement et l'activité qui leur sont nécessaires.

Le 29 juillet 1868 — une année s'est écoulée, — le successeur de M. Vuitry au poste de gouverneur de la Banque de France, M. Rouland, monte à la tribune du Sénat, d'où il fait entendre ces paroles :

Il faut bien le dire, il y avait aussi partout cette défiance générale qui s'était emparée des esprits devant l'incertitude des événements politiques. Toutes ces causes réunies ont contribué à produire cette *dépression universelle*, cette stagnation générale qui caractérisent l'année 1867... Aussi y a-t-il une chose que nous devons tous désirer, c'est que le CAUCHEMAR DE L'INCERTITUDE cesse et en France et dans l'Europe entière...

L'Europe, plus que la France encore, l'Europe éprouvée par des crises, réduite presque partout à des emprunts demandés à notre pays, l'Europe doit désirer le repos et les bienfaits du commerce et de l'industrie, qui réparent toutes les plaies. Pourquoi ici donc, comme ailleurs, la *défiance de l'avenir* semble-t-elle persister?

Le 11 juillet 1867, le lendemain du discours de M. Vuitry, l'encaisse de la Banque de France était de 860,816,805 f.

Le 30 juillet 1868, le lendemain du discours de M. Rouland, l'encaisse de la Banque de France s'élevait à 1,264,752,821 francs.

Loin d'avoir diminué, l'encaisse avait donc, du 11 juillet 1867 au 30 juillet 1868, augmenté de 403,936,016 francs.

Au mois de juillet 1869, à quel chiffre s'élèvera cet en-

caisse si « *la dépression universelle* », si « *la défiance de l'avenir* », si, enfin, « *le cauchemar de l'incertitude* » sont aussi rebelles aux accents de M. Rouland qu'ils l'ont été à la voix de M. Vuitry?

Le cauchemar de l'incertitude! Cette expression de M. Rouland, qui a dû vivement contrarier M. Rouher, se gravera dans la mémoire de tous nos lecteurs, parce qu'elle caractérise avec une grande justesse une situation dont il y a longtemps que nous signalons la gravité méconnue.

Lorsqu'il s'agit d'une grande nation, l'incertitude à l'état de maladie chronique est ce qu'il y a de plus fâcheux, car c'est ce qu'il y a de plus difficile à faire cesser, à moins d'une vigoureuse et heureuse détermination, que cette détermination se nomme coup d'éclat ou autrement.

L'incertitude qui arrête la circulation du numéraire, l'incertitude qui ralentit l'activité du travail est plus ruineuse cent fois que la dissipation qui se laisse aller à des dépenses exagérées, même à de fausses dépenses; c'est la réflexion que nous ne pouvons nous empêcher de faire en lisant les minutieuses et interminables discussions sur le budget, dont le compte rendu nous est apporté par le *Moniteur*.

Voulez-vous avoir une armée? Ayez-la! Payez bien les officiers, nourrissez bien le soldat.

Voulez-vous combattre l'ignorance? Ne marchandez ni le nombre des instituteurs ni leur traitement.

Lorsque des travaux sont utiles et que vous les entreprenez, si considérables qu'ils soient, ne les faites pas languir en alléguant que les crédits répartis par année ne vous permettent pas de mener plus vite ces travaux.

Lorsque vous avez l'honneur de vous appeler la France, ne dites pas que l'argent vous manque pour des dépenses nécessaires; ne dites pas qu'il vous manque pour rétribuer vos facteurs ruraux, pour donner à votre système postal et à votre service télégraphique le développement le plus rapide

possible. C'est rapetisser la France. Elle est assez riche pour payer tous les travaux de la paix qu'exige la civilisation.

L'argent sur lequel il importe qu'elle ait les yeux fixés, ce n'est pas sur celui qui circule, c'est sur celui qui ne circule pas.

L'argent qui ne circule pas est une force perdue.

Un milliard de plus mal dépensé depuis cinq ans eût été moins funeste à la France que ce cauchemar de l'incertitude qui accuse l'absence de tout système politique.

XXI.

LES DEUX POLITIQUES.

3 août 1868.

Le journal la *France* a parfaitement raison de défendre la politique flottante que le gouverneur de la Banque, M. Rouland, a appelée « *le cauchemar de l'incertitude* », car la politique qui, après l'expédition de Rome, en 1849, a entrepris, en 1859, l'expédition d'Italie; qui, en 1862, a conçu et exécuté l'expédition du Mexique; qui, en 1863, a pris parti pour l'insurrection polonaise contre la Russie et a laissé enlever à la Pologne jusqu'à son nom; qui, en 1866, a soufflé la guerre entre l'Autriche et la Prusse, quand il aurait fallu l'empêcher, et qui, après qu'elle a été allumée, n'a su se mettre ni avec l'Autriche contre la Prusse à la condition que la France rentrerait dans ses limites de 1801, ni avec la Prusse contre l'Autriche à la même condition; qui, en 1867, a applaudi avec frénésie à la lettre du 19 janvier sans voir que c'était trop ou trop peu; cette politique-là, qui n'est ni la paix ni la guerre, ni la liberté ni le pouvoir, c'est la sienne!

Oui, c'est la sienne, car cette politique de la paix armée et de la liberté comprimée, c'est celle que le journal la *France* a constamment conseillée, constamment défendue, constamment glorifiée.

Où nous a-t-elle menés ?

Répondre à cette question est un soin que nous laissons à M. Rouland ; elle nous a menés, c'est le gouverneur de la Banque de France qui l'a déclaré à la tribune du Sénat, elle nous a menés « à la *dépression universelle, à la stagnation générale, à la défiance de l'avenir, au cauchemar de l'incertitude.* »

Aussi, entre l'honneur d'avoir inspiré cette politique, honneur qui revient à la *France*, et le reproche railleur qu'elle nous adresse « de n'avoir jamais su faire accepter aucun de nos plans politiques », préférons-nous le reproche encouru à l'honneur obtenu. Chacun son goût comme chacun son rôle.

En tout cas, si nous avons « *une politique par jour* », nous n'en avons jamais qu'une à la fois, tandis que le journal la *France* en a toujours deux : la politique de ses discours, dans lesquels il confesse et déplore les fautes commises, et la politique de ses articles, dans lesquels il les nie et les change en actes glorieux, qu'il loue à outrance.

Nous, ce que nous blâmons quand nous parlons, nous ne le vantons pas quand nous écrivons ; ce que nous disons à voix basse et la canne à la main, nous le répétons à haute voix et la plume entre les doigts.

Ce que nous indiquons, c'est toujours ce que nous ferions à l'heure précise où ce serait opportun, car en politique la question d'heure est aussi importante au moins que la question de principe. La question d'heure, c'est la question de conduite ; la question de conduite, c'est la question de l'échec ou du succès.

*
* *

Les deux politiques ainsi rétablies chacune dans sa ligne, la politique de la *France* et la politique de la *Liberté*, répondons à cette objection de notre spirituel persifleur :

Prendre la rive gauche du Rhin par le seul motif que cela serait à notre convenance, *c'est inaugurer et légitimer le règne de la force* ; cette politique ne serait pas le désarmement, elle serait la guerre universelle.

A l'heure actuelle, nous traversons une phase d'apaisement ; cet apaisement peut nous conduire à une paix stable et solide, et alors les armements qui pèsent sur l'Europe pourront être réduits. *Dans le cas contraire, si des ambitions nouvelles éclatent, LA FRANCE EST ASSEZ FORTE POUR EMPÊCHER TOUTE SOLUTION QUI SERAIT CONTRE ELLE.*

Cette objection prouve que le journal la *France*, afin d'avoir plus de temps pour nous répondre, n'a pas pris le temps de nous lire, car s'il nous avait fait cet honneur, il se fût rendu compte que nous ne proposons à la France de rentrer dans ses limites de 1801, qui lui ont été enlevées en 1815, qu'après le refus de la Prusse soit de convoquer un Congrès européen qui statuerait sur les événements de 1866, soit de concourir à la formation d'un État intermédiaire et neutre, n'étant ni exclusivement français ni exclusivement allemand, et se composant de la Belgique, d'une portion de la Hollande (moyennant compensation pécuniaire ou autre donnée à la Hollande) et des provinces rhénanes, mais sous la réserve expresse du démantèlement de toutes les forteresses enclavées dont les canons, tournés contre la France, sont une menace qui se traduit par la nécessité pour nous d'appeler chaque année sous les drapeaux, soit à titre d'armée active, soit à titre de garde nationale mobile, toute la génération de vingt ans en état de porter les armes, toute, absolument toute.

Le commerce, l'industrie, la Banque, voient juste quand ils pensent que cette nécessité ruineuse n'aura de fin que le jour où il y aura entre l'Allemagne, unie militairement sous le commandement de la Prusse, et la France, soit un État neutralisé qui les sépare, soit le Rhin qui les délimite.

*
* *

Confident et interprète de la pensée de M. de Moustier, que nous parlez-vous « *d'inaugurer et de légitimer le règne de la force ?* »

Est-ce que ce règne, ce n'est pas M. de Bismark et son roi qui l'ont inauguré en 1866 ? Est-ce que ce ne serait pas vous qui le légitimeriez si vous lui donniez la consécration du temps par la prescription, en même temps que vous nous affaibliriez sous le règne de l'incertitude ?

Non, non, ce ne serait pas l'inauguration du règne de la force, ce serait la rectification par la force et l'équité de l'œuvre de la force et de la duplicité.

Cette phase d'apaisement que vous dites que nous traversons, par quoi se traduit-elle ? Mettez votre lorgnon et vous verrez que vous vous méprenez étrangement ; ce que vous prenez pour une phase d'apaisement, c'est une phase d'affaiblissement.

L'habitude qui est la vôtre n'est pas la nôtre ; nous n'avons pas l'habitude de tourner le dos aux difficultés et de les cacher sous des illusions. Aussi ne nous dissimulons-nous aucunement que le lendemain du jour victorieux où les provinces rhénanes et la Belgique seraient redevenues françaises, une grande tâche commencerait pour nous : ce serait de ranimer dans les populations de ces provinces les sentiments qu'elles ont eus non-seulement de 1801 à 1815 ; mais qu'elles avaient conservés pendant de longues années après le

désastre de Waterloo; ce serait de faire que le même esprit qui souffle à Strasbourg soufflât à Cologne. Cette grande tâche, ce serait celle, non de l'oppression, mais de la liberté, et telle est la confiance que nous avons dans la liberté, que nous ne croyons pas qu'il y ait de tâche au-dessus de ses forces ni de résistance qu'elle ne parvienne à vaincre.

Est-ce que la difficulté de prussianiser les Hanovriens a arrêté M. de Bismark? Si cette difficulté l'eût arrêté, est-ce que M. de Bismark et la Prusse seraient ce qu'ils sont?

*
* *

Élevons la question, tout en la précisant.

Jamais la politique des nationalités, cette négation de l'histoire, ne nous a compté parmi ses défenseurs; jamais elle ne nous a compté que parmi ses adversaires; aussi ne trainons-nous pas les deux boulets de l'Italie et de la Pologne, qui ôtent aux rédacteurs du journal la *France* leur liberté de se mouvoir.

De notre part, aucune objection, aucune à l'UNITÉ GÉOGRAPHIQUE DE L'ALLEMAGNE, mais la condition expresse de l'UNITÉ GÉOGRAPHIQUE DE LA FRANCE, l'une séparée de l'autre par le Rhin, limite naturelle.

Quant aux Allemands de cette portion de la rive gauche représentée par Cologne, à quel titre aurions-nous pour eux une sollicitude plus grande que celle que nous inspirent les Allemands de cette autre portion de la rive gauche représentée par Strasbourg? Est-ce que les Allemands de Strasbourg sont moins Allemands que les Allemands de Cologne?

Faisons donc de la politique sérieuse.

Si la Prusse refuse de convoquer un Congrès européen, si la Prusse refuse de concourir à la formation d'un État neutre qui, étant le démantèlement de toutes les forteresses enclavées entre nos frontières actuelles et nos frontières natu-

relles, nous permettrait de réduire notre effectif militaire, alors plus d'indécision! Reprenons par la force ce que la force nous a enlevé en 1815, et après cet acte de virilité nationale, la Prusse fera comme l'Autriche : elle se résignera à sa défaite, et les Allemands, sujets prussiens, devenus sujets français, feront ce que font les Allemands, sujets hanovriens, devenus Prussiens. L'exemple de ceux-ci sera la leçon de ceux-là, car la France n'aura fait qu'imiter la Prusse.

Si le comte de Cavour ou le comte de Bismark étaient nés Français, la France aurait-elle donc dû fermer l'oreille à leur voix et les bannir de ses conseils?

XXII.

CE QUE NOUS VOULIONS, CE QUE NOUS VOULONS.

5 août 1868.

Ce que nous voulions, c'était la paix par la paix; c'était l'Union européenne, contre-poids nécessaire de l'Union américaine, s'affirmant et s'affermissant par le désarmement européen.

Ce que nous voulions, c'était l'abolition du servage militaire; c'était la substitution dans tous les États civilisés de l'enrôlement volontaire au recrutement obligatoire.

Ce que nous voulions, c'était qu'une ère nouvelle, l'ère pacifique, l'ère de la paix fécondée par le travail et glorifiée par le crédit, datât du traité de 1860, qui avait inauguré en France la liberté commerciale.

Il a dépendu de l'Empereur des Français et de son premier ministre, M. Rouher, qu'il en fût ainsi.

Si, en 1861, le gouvernement français, au lieu de conspirer l'expédition du Mexique et d'encourager en 1863 l'insurrection polonaise, avait donné l'exemple d'une grande réforme militaire basée sur la suppression de l'impôt corporel et la réduction considérable de l'effectif, ce qui eût permis de compléter rapidement ce que M. de Persigny a très-justement appelé « *l'outillage de la paix*, » nul doute que toutes les autres puissances ne se fussent empressées de le suivre, et si elles ne l'eussent pas suivi, où eût été le danger? Elles eussent creusé plus profondément encore sous leurs pieds le gouffre du déficit, elles eussent fait monter plus haut encore les flots du mécontentement des peuples, auxquels le poids des impôts eût paru d'autant plus lourd qu'il eût été rendu en France plus léger, ce dont aucune nation n'eût manqué de se rendre compte par comparaison. Pendant ce temps l'activité française et le crédit français eussent pris tout leur essor; l'accroissement du revenu public eût permis d'opérer toutes les réformes fiscales que promettent bruyamment toutes les révolutions politiques, et que toutes ajournent imprudemment, car elles grossissent ainsi les probabilités et les risques d'une révolution sociale.

Ce que nous voulions a été une longue attente et un vain espoir.

Ce que nous voulons maintenant, c'est le désarmement par la guerre résolument entreprise, habilement conduite et rapidement terminée, puisque nous n'avons pu l'obtenir par la paix glorifiée.

S'il faut absolument à l'Europe pour la guérir de la folie de ses armements sans motifs et sans fin une douche de sang, que cette douche de sang lui soit donnée, mais que les progrès de cette folie sanguinaire soient arrêtés!

Au point excessif où ils en sont venus, comment les arrêter autrement?

Folie! est aussi l'expression dont se servait il y a vingt ans Richard Cobden lorsqu'il disait :

Ma première objection à ce système est sa *suprême folie* ; car, lorsque deux pays augmentent dans la même proportion leurs forces, ni l'un ni l'autre ne gagne au changement, et le *résultat est une perte sèche égale au montant de l'accroissement*.

Ma seconde objection s'adresse à son extrême hypocrisie ; car, en même temps que ces armements grossissaient d'année en année, sous nos yeux, nos cabinets respectifs ne cessaient d'échanger les assurances de la plus franche et de la plus cordiale amitié.

Enfin, ma plus grande objection contre ces grands armements, *c'est qu'ils tendent à exciter de dangereuses animosités entre les peuples*, à perpétuer la crainte, la haine, le soupçon, passions qui, un jour ou l'autre, cherchent instinctivement leur satisfaction dans la guerre.

Si deux nations, en temps de paix, ont un armement donné, comme, par exemple, six, elles ne seraient pas relativement moins fortes, en réduisant de part et d'autre cet armement à trois, ou même en désarmant complètement. Mais nous, contribuables de France et d'Angleterre, *nous reconnaitrions au poids de nos poches qu'il y a une immense différence*.

Lorsqu'il écrivait en 1862, dans ses *Essais politiques* :

Le plus grand malheur de ces armements rivaux est de détruire les plus fortes garanties pour la paix. Si deux nations voisines se trouvent constamment assujetties aux dépenses de la guerre sans avoir la compensation de l'enthousiasme ou de la gloire, le danger consiste dans l'accident qui peut survenir pour enflammer leurs passions hostiles, — et nous savons que ces accidents sont certains de temps en temps ; — leur état constant de souffrance et de dommage peut facilement les conduire à une rupture comme au seul moyen d'échapper à ces charges perpétuelles de la guerre dans un état de paix.

Quelle que fût l'autorité qui s'attachât à la parole de Cobden, quel compte en ont tenu les gouvernements ?

Ont-ils réduit leurs armements excessifs ?

Non : ils les ont encore augmentés.

La voix de Richard Cobden, comme la nôtre, s'est perdue dans le désert.

Cependant, quelle occasion s'offrira jamais plus propice que celle qu'a offerte l'Exposition universelle de l'industrie, réunissant à Paris, en juin 1867, à la table de l'empereur des Français l'empereur de Russie et le roi de Prusse, qui n'avaient qu'à décider entre eux trois l'abolition du servage militaire, l'abolition de l'impôt corporel, l'abolition du recrutement obligatoire, pour qu'il disparût immédiatement de toute l'Europe!

Lorsqu'il n'y aurait plus eu que l'enrôlement militaire, comme en Angleterre et aux États-Unis, pour alimenter les armées permanentes, ah! celles-ci n'eussent pas tardé à rentrer dans leurs justes limites.

Une politique qui, s'apercevant des énormes fautes qu'elle a commises, veuille fermement les réparer, même au prix des risques de la guerre; une politique qui ait une pensée qu'elle poursuive, un but qui apparaisse clairement à tous les regards; une politique qui ait un programme dont elle ne dévie plus; une politique enfin qui nous arrache au cauchemar de l'incertitude qui nous oppresse : voilà ce que nous voulons.

Voulons-nous donc trop?

XXIII.

LES DEUX PROGRAMMES.

6 août 1868.

Etant reconnue la nécessité d'un programme politique qui devienne la grande pensée commune et constante, la grande pensée de l'immense majorité des Français, quel devra être ce programme?

Voilà ce que nous voudrions que se demandassent, chacun de son côté, le gouvernement et l'opposition.

Si nous en jugeons par tous ses discours dans la dernière session et par le langage de ses journaux les plus autorisés, l'opposition aurait définitivement adopté pour programme ces deux mots : PAIX, LIBERTÉ.

Ce programme a été le nôtre jusqu'à la fin de l'année 1866; nous n'en connaissions pas un plus beau et plus complet.

Mais maintenant que l'armée et la garde nationale mobile appellent sous leurs drapeaux toute la génération valide de vingt à vingt-neuf ans, plus de douze cent mille hommes, la paix est un mot qui exige impérieusement qu'on le définisse.

A ceux qui la veulent nous disons :

Quelle paix voulez-vous ?

Est-ce la paix armée à perpétuité énervant la nation, condamnant le chiffre de la population à rester stationnaire, ou est-ce la paix désarmée ?

Si c'est la paix désarmée, par quelle voie, par quel moyen espérez-vous arriver au désarmement, dont aucun gouvernement ne veut prendre l'initiative ?

Expliquez-vous, car il est important de se prononcer à cet égard afin de ne pas flotter plus longtemps dans le vague et de ne pas se perdre dans le vide.

Si l'opposition a raison quand elle accuse le gouvernement de n'avoir pas de système, de n'avoir pas de programme, il ne faut pas que le gouvernement puisse, avec non moins de raison, adresser les mêmes reproches à l'opposition.

Donc, qu'elle ait un programme que nous puissions rationnellement défendre et dont tous les hommes de bon sens puissent se rendre compte avec certitude.

Si nous avons tort de persister à demander la formation d'un État mixte, d'un État franco-germanique, comprenant la Belgique, la Hollande rhénane, la Prusse rhénane, la

Hesse rhénane et la Bavière rhénane, entièrement neutralisé, se composant de dix millions d'habitants, et, en conséquence de cette neutralisation, le rasement de toutes les forteresses existant entre nos frontières actuelles et nos frontières naturelles, entre nos frontières de 1815 et nos frontières de 1801, ces forteresses se nommant Mayence, Cologne, Venlo, Nimègue, Breda, Berg-op-Zoom, Maëstricht, Anvers, Mons, Charleroi, Liège, Sarrelouis, Landau et Germersheim ; ce qui nous permettrait de réduire immédiatement et considérablement notre effectif militaire, ce qui nous permettrait de faire plus encore, ce qui nous permettrait de substituer l'enrôlement volontaire au recrutement obligatoire et de donner à l'Europe le grand exemple de l'abolition de la « *traite des blancs* » ; si, à défaut de la formation de cet État mixte et neutralisé, nous avons tort d'insister pour que la France rentre, par la porte triomphale de la revanche victorieuse, dans la possession de ses limites de 1801, limites dont la nécessité était unanimement reconnue en 1814 par les puissances coalisées contre nous, et dont le recouvrement, rendons-lui cette justice, fut de 1815 à 1830 la pensée constante de la Restauration ; ce tort, qu'on nous le démontre en nous opposant un autre programme qui aboutisse plus sûrement et plus rapidement au désarmement européen et à l'unité de liberté ! Par *unité de liberté*, nous entendons l'Europe civilisée, jouissant tout entière d'une liberté égale à celle qui fait de l'Angleterre, de la Belgique, de l'Italie et de la Suisse quatre pays privilégiés.

Sera-ce l'opposition, se ravisant, ou sera-ce le gouvernement, se décidant, qui adoptera le programme que nous avons écrit sous la dictée de la logique, notre tyran, qui ne nous a pas laissé la liberté d'en écrire un autre sous peine de manquer à la prévoyance ? Nous ne le savons pas ; mais ce que nous savons pertinemment, c'est que les coups que se porteront l'opposition et le gouvernement seront des coups

frappés dans l'obscurité et dans le vide, aussi longtemps que l'opposition n'aura pas un programme à opposer au gouvernement n'en ayant pas, ou que le gouvernement n'aura pas un programme qui lui permette de dire à l'opposition : « Puisque vous n'approuvez pas le mien, présentez le vôtre, afin que le pays juge entre les deux. »

Le gouvernement n'ayant pas de programme, ce n'est pas le gouvernement, c'est l'aveuglement.

L'opposition n'ayant pas de programme, ce n'est pas l'opposition, c'est le dénigrement.

Des deux côtés c'est l'impuissance.

Qu'est-ce qui a fait la force et finalement le triomphe de M. de Bismark contre l'opposition de la Chambre des députés prussiens, opposition qui de minorité était devenue majorité? C'est que M. de Bismark avait un programme et que la majorité opposante n'en avait pas.

Si, depuis 1852 qu'il a la plénitude du pouvoir, l'Empereur des Français avait eu un programme nettement tracé et constamment suivi, n'importe lequel, que de fautes n'eussent pas été commises, que de sang n'eût pas été inutilement versé, que d'argent n'eût pas été ruineusement dépensé!

Oui, n'importe lequel!

On va le voir.

En 1854, la Russie menace la Turquie.

Que fait la France?

Sans même attendre de s'être mise d'accord avec le gouvernement britannique, elle se hâte de donner à sa flotte l'ordre de partir pour aller protéger « l'intégrité de l'empire ottoman », au nom du maintien de l'équilibre européen et du respect des traités.

De la part du nouvel Empire, il se pouvait que la meilleure politique à suivre ne fût pas celle du roi Louis-Philippe et de M. Guizot, ministre des affaires étrangères; il se pouvait que la politique du respect des traités et du maintien de

l'équilibre de 1815 ne fût pas celle qu'il dût adopter ; mais enfin c'était une politique, et dès qu'on lui donnait la consécration du sang de cent mille Français tués ou blessés pour elle, et de trois emprunts successifs s'élevant à quinze cents millions, il fallait y persister inébranlablement ; il ne fallait pas descendre inconsidérément du faite auquel le Congrès de Paris de 1856 avait fait si rapidement monter l'Empire de 1852.

Est-ce la politique du respect des traités et du maintien de l'équilibre européen qui a inspiré la guerre de 1860 contre l'Autriche et en faveur de l'Italie ? Assurément non, puisque cette guerre a été entreprise au nom du principe des nationalités.

Le prétendu principe des nationalités n'étant qu'une généreuse erreur, c'était l'adoption d'une mauvaise politique ; mais enfin la politique des nationalités, quoique en contradiction avec toute l'histoire, pouvait encore être réputée une politique ; et puisqu'on venait de lui imprimer, en 1859, l'éclat de la victoire, au prix, il est vrai, du sang de cinquante mille Français et d'un nouvel emprunt de cinq cents millions, il fallait la poursuivre.

Étant donnée la politique des nationalités : le rétablissement de la Pologne, au risque d'avoir contre soi les trois puissances copartageantes, l'Autriche, la Prusse, la Russie, s'expliquait, se justifiait de la part de la France ; mais ce qui ne saurait s'expliquer autrement que par le désœuvrement d'une politique ennuyée d'elle-même, c'est l'occupation du Mexique dans l'intérêt de l'empereur Maximilien, occupation qui, vidant nos cadres et nos magasins, nous a paralysés en 1866 et jusqu'en 1867.

L'occupation du Mexique n'appartenait à aucune politique, à aucune : ni à la politique du respect des traités et du maintien de l'équilibre européen ; ni à la politique des nationalités, qui est la négation de la politique de conquête ; ni

à la politique de conquête, qui est la négation de la politique des nationalités. C'était l'absence de politique.

Précisément parce qu'il était visible que, flottant entre les politiques les plus opposées, le gouvernement n'en avait aucune, c'était une raison pour que l'opposition en adoptât une qui fût immuable et qu'elle en fit son critérium.

Supposons que — voyant l'Empire de 1852 continuer, en 1854, la politique de 1841, la politique du roi Louis-Philippe et de M. Guizot — la nouvelle opposition parlementaire, datant des élections de 1856, eût repris pour son compte l'ancienne tradition de l'ancienne opposition nationale, datant de 1815 et de 1830, et qu'elle en eût continué le programme : limites naturelles du territoire français et limites naturelles de la liberté, aucune des trois énormes fautes commises : la première, en 1859, la guerre d'Italie ; la seconde, en 1862, la guerre du Mexique ; la troisième, en 1863, la guerre diplomatique entre M. Drouyn de Lhuys et le prince Gortschakoff, à l'occasion de la Pologne, n'eût été possible, car, pour les empêcher, il eût suffi que l'un des Cinq montât à la tribune et apostrophât le gouvernement de 1852 en ces termes : « Si l'exagération de vos sept contingents annuels de cent mille hommes chacun est un embarras pour vous ; si la loi de l'avancement, trop lent en temps de paix lorsque la solde des officiers est insuffisante parce qu'ils sont trop nombreux, est un dard qui ne vous permet pas de demeurer immobile ; si, enfin, le sang français doit couler, qu'il coule pour un intérêt français, qu'il coule pour rendre ses limites naturelles, ses limites nécessaires, ses limites de 1801 au territoire français ! »

Alors les électeurs auraient vu clair et pu se prononcer entre une politique nationale qui s'affirmait et une politique personnelle qui se contredisait.

Aujourd'hui que voient-ils ?

Ils voient bien une opposition qui blâme sévèrement l'expédition du Mexique et qui contraint le gouvernement, dans la personne de M. Rouher, de venir confesser à la tribune le secret des cruelles angoisses que lui a causées la journée du 4 juillet 1866 ; mais ils ne voient pas quelle serait la politique extérieure de l'opposition si, cessant d'être minorité électorale et devenant majorité parlementaire, ses chefs étaient appelés à remplacer les conseillers actuels de l'Empire.

MM. Thiers, Jules Favre, Émile Ollivier sont aussi pacifiques au moins que M. Rouher ; tous les trois veulent le maintien de la paix, mais non de la même façon et au même degré. M. Émile Ollivier est le seul qui la veuille résolument, systématiquement, absolument. A ce titre, il personnifie une politique : celle du désarmement opéré sans crainte. M. Thiers n'a pas vieilli d'un jour depuis vingt-huit ans ; il est en 1868 ce qu'il était en 1840 ; si Paris n'avait pas ses fortifications, il proposerait encore, et avec la même insistance, de les construire. Il a conservé son faiblisme pour les armées fortes. M. Jules Favre balance entre M. Émile Ollivier, qui serait la paix désarmée, la paix confiante, et M. Thiers, qui est la paix armée, la paix défiante. M. Jules Favre, de même que M. Rouher, n'est, en résumé, ni la paix ni la guerre, c'est la France l'épée nue, avec cette différence qu'aux mains de M. Rouher la pointe de l'épée de la France est tournée à droite, et qu'aux mains de M. Jules Favre elle serait tournée à gauche.

La politique de M. Émile Ollivier est un programme, mais ce programme n'est celui ni de l'opposition ni du gouvernement.

Ce que nous demandons, ce que nous ne cesserons de demander, c'est que, « dépouillant le vieil homme », selon l'expression de Luther, opposition et gouvernement se présentent l'un et l'autre avec leur programme aux prochaines

élections générales, afin que la France cesse de flotter au gré des incidents, comme flotte au gré des vagues la barque qui a rompu son amarre.

Après le vote de la dernière loi sur l'organisation de l'armée, il serait puéril de penser que l'Empire prendra l'initiative et donnera l'exemple du désarmement, en faveur duquel cependant on ne dira jamais rien de plus et rien de mieux que ce qu'il en a dit dans sa lettre du 4 novembre 1863, adressée à tous les souverains de l'Europe; mais, puisqu'il en est ainsi, puisque nous avons douze cent mille hommes sous les armes, puisque les nouveaux fusils ne nous manquent plus, puisqu'enfin nous sommes prêts, que le programme du gouvernement français soit : l'Unité géographique de la France, comme le programme de M. de Bismark a été l'Unité géographique de l'Allemagne, comme le programme de M. de Cavour a été l'Unité géographique de l'Italie.

Si l'opposition veut combattre ce programme, elle ne pourra le faire qu'en présentant le sien : alors les électeurs, ayant à opter entre les deux, sauront enfin ce qu'ils seront.

XXIV.

LA DÉFIANCE DE L'AVENIR.

7 août 1868.

Proclamée à la tribune du Sénat par M. Rouland, sénateur et gouverneur de la Banque de France, la défiance de l'avenir est un effet qui s'exprime par ses causes.

Comment ne se défierait-on pas de l'avenir, quand on observe attentivement le présent, qui en est le germe?

En France, avant la révolution de 1789, et en Russie, la transmission héréditaire du pouvoir personnel était et est

chose toute simple, parce qu'en France, avant cette époque, il n'y avait pas, parce qu'en Russie il n'y a pas d'assemblée élective qui vote chaque année l'impôt, le budget et les lois. Mais le jour où mourra l'Élu du 10 décembre 1848 et du 20 novembre 1852, né en 1808, que sera, que pourra être l'exercice du pouvoir personnel aux mains d'un très-jeune homme dans un pays où il y a un Corps législatif dont les puissants orateurs siègent tous, à l'exception d'un seul, à l'exception de M. Rouher, sur les bancs de l'opposition, laquelle a subi le coup d'État du 2 décembre 1851, mais ne l'a pas effacé de sa mémoire? dans un pays où les têtes sont aussi promptes à se relever que promptes à se courber? Si étroite et si chétive que soit encore la liberté de fait qui existe en France (liberté de la presse et liberté de réunion), il n'y a pas en Europe, il n'y a pas dans l'univers un seul État, non constitutionnel ou non républicain, un seul où il existe une liberté relativement aussi grande. Mais si la liberté y est un fait, elle n'y est pas un droit, et c'est là qu'est le danger, car nulle part la liberté de fait n'a de cesse qu'elle ne soit devenue ou redevenue la liberté de droit. C'est pourquoi, sous la Royauté de 1830, sous la République de 1848, sous l'Empire de 1852, nous élevant au-dessus de tous les partis, au-dessus de toutes les coteries, au-dessus de toutes les intolérances, au-dessus de toutes les petites considérations, au-dessus de toutes les rancunes comme au-dessus de toutes les peurs, nous n'avons jamais cessé de soutenir que, vu l'impossibilité de supprimer toutes les libertés, l'expérience commandait de les restituer toutes. Elle atteste qu'il n'y a de dangereux que la liberté défendue, parce que c'est toujours la seule qui soit ardemment convoitée, et que la liberté qu'on n'a pas fait oublier toutes les autres libertés qu'on a. Insister plus longuement sur ce point noir serait inutile. Ce que nous venons de dire devrait suffire pour être pris sans retard en considération par ceux qu'intéresse à divers

titres et à divers degrés la fondation de la dynastie napoléonienne.

De l'aveu de tous les gouvernements, de l'aveu de tous les orateurs, de l'aveu de tous les publicistes; de l'aveu de tous les observateurs attentifs, les moins timorés comme les plus impartiaux, l'Europe menace ruine de toutes parts, hormis en Allemagne, où la tâche qui reste à accomplir suffit et suffira longtemps à l'activité des ambitions et des esprits. Il n'y a qu'une voix pour reconnaître que, ne reposant sur aucun principe, l'état de l'Europe est un état essentiellement transitoire. En effet, elle est dans la situation d'une femme dont l'enfantement laborieux appelle au plus vite, sous peine de vie de la mère et de l'enfant, l'aide du forceps. « L'Europe se perdra par les gens de guerre », a dit Montesquieu protestant de toute la hauteur de son génie contre l'exagération et le péril des armées permanentes. Tous les gouvernements européens se seraient donné le mot afin que la prédiction de Montesquieu s'accomplît, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Ils ne voient donc pas l'immense poids que ne tardera pas à peser l'Union américaine dans les balances européennes! Ils ne voient donc pas que tous les progrès de cette force nouvelle qui se nomme la vapeur, soit qu'elle s'applique à la fabrication, soit qu'elle s'applique à la traction, soit qu'elle s'applique à la navigation, conspirent pour le nouveau monde contre l'ancien! Ils ne voient donc pas qu'avant peu d'années la patrie du coton ne l'exportera plus en balles mais en tissus, ce qui sera la révolution sociale en Angleterre! Ils ne voient donc pas qu'avec l'usage de la langue anglaise, la langue de la liberté, encore trop peu répandue, mais qui tend à se répandre de plus en plus chaque année, et qu'avec la rapidité des traversées maritimes, tout despotisme tend à tomber dans le délaissement, parce que ceux qui, aimant la liberté, ne l'auront pas en Europe, dans le pays où ils seront nés, iront la chercher en

Amérique, où ils retrouveront presque leur pays, puisqu'ils y pourront vivre au milieu d'un très-grand nombre de leurs compatriotes ! L'émigration à bon marché, l'émigration à la portée de toutes les bourses est un germe qui ne fait encore que de poindre ; mais il est appelé à des développements d'autant plus rapides que l'émigration deviendra de plus en plus facile, et que les périls et les fatigues d'une traversée qui n'est déjà plus que de neuf jours tendent à devenir presque nuls. L'émigration étant la soupape de sûreté de la liberté, ne tardera pas à rendre impossible en Europe la durée de toute tyrannie. Au lieu de s'insurger, au risque de périr, on émigrera au risque de s'enrichir. D'ici à dix ans quel sera le grand État européen qui pourrait résister à l'émigration pour cause de despotisme, si seulement cinq cents familles notables protestaient solennellement contre la tyrannie en adoptant hautement pour devise : *Ubi libertas ibi patria !*

La France n'a donc pas à craindre que le pouvoir personnel pousse dans son sol de longues et fortes racines. La liberté lui est pleinement assurée par tous les progrès de la science et par la connaissance de moins en moins rare de la langue anglaise ; mais c'est précisément là ce qui doit faire réfléchir mûrement ceux dont le regard s'étend au delà d'un présent étroitement borné. La civilisation étant plus forte que lui, qu'il résiste ou qu'il cède, le pouvoir discrétionnaire ne saurait plus être qu'un régime provisoire ; il n'y a plus de régime définitif possible que celui de la liberté. C'est ce que, instinctivement, tout le monde comprend, et de toutes les causes de défiance dans l'avenir, celle-ci n'est pas la moins profonde et la moins vive, parce que si le port apparaît distinctement à tous les yeux, plus on approche et mieux on voit les écueils qui en rendent l'entrée difficile et dangereuse, écueils qu'il faudra affronter et franchir.

Une autre cause de défiance dans l'avenir, c'est la néces-

sité absolue en même temps que l'impossibilité non moins absolue de diminuer considérablement le poids de ces armements excessifs et sans précédents dans l'histoire, sous lequel l'Europe exténuée marche lentement mais certainement à l'abîme. Puisque aucun gouvernement n'ose prendre l'initiative et ne veut être le premier à donner l'exemple de la réduction de son armée, on se pose cette question : « Comment finira un état précaire qui ne saurait indéfiniment durer ? » Cette question, chacun se la pose, mais sans trouver une autre réponse que celle-ci : « Cela finira par la guerre et par un Congrès *après* la guerre. » En effet, puisque l'offre du Congrès *avant* la guerre, loyalement faite en novembre 1863, a été aveuglément repoussée, on ne voit pas comment cela pourrait finir autrement.

Ainsi s'explique la défiance de l'avenir par ces trois causes :

Impossibilité de la transmission durable du pouvoir personnel et discrétionnaire dans un pays où il existe une Assemblée législative qui vote chaque année le budget, l'impôt, les lois ;

Liberté qu'on n'a plus le moyen de retenir et qu'on a la peur de donner ;

Paix menacée par l'excès même des armements qui ont pour prétexte de la protéger.

XXV.

LA DÉCLARATION DU 8 AOUT.

12 août 1868.

Rien ne menace la paix de l'Europe ! C'est l'Empereur des Français qui l'a déclaré solennellement en ces termes dans sa réponse à M. le maire de la ville de Troyes :

Je n'ai pas voulu passer à Troyes sans m'y arrêter un instant,

afin de donner une preuve de mes vives sympathies pour les populations de la Champagne, qui sont animées de sentiments si patriotiques.

J'ai constaté avec plaisir, l'année dernière, les progrès de l'industrie dans votre département. Je vous engage à continuer, car *rien ne menace aujourd'hui la paix de l'Europe.*

Ayez confiance dans l'avenir, et n'oubliez pas que Dieu protège la France.

Cette déclaration du 8 août 1868, en flagrante contradiction avec la lettre du 4 novembre 1863, paraît dans le *Moniteur universel* du lundi 10 août :

Baisse le jour même de cette déclaration, lorsqu'elle aurait dû être saluée par un franc de hausse.

Baisse le lendemain mardi 11.

Baisse le surlendemain mercredi 12.

Quelle erreur était la nôtre lorsqu'au grand scandale de tous les journalistes et à l'ébahissement du plus grand nombre de nos lecteurs, nous fondions notre théorie de l'impunité de la presse sur l'impuissance de la presse !

La presse impuissante ! Elle qui, d'un coup de plume, a renversé de son trône le roi Charles X.

La presse impuissante ! Elle qui n'a eu que quelques gouttes d'encre à verser pour noyer la couronne du roi Louis-Philippe.

La presse impuissante ! Elle qui n'a eu besoin que d'un seul journal pour dicter à cinq millions d'électeurs leur vote du 10 décembre 1848.

La presse impuissante ! Elle qui vient de prouver sa puissance par la déclaration du 8 août.

Nous appuyant sur la lettre du 4 novembre 1863, adressée par l'Empereur des Français à tous les souverains de l'Europe, n'avons-nous pas démontré jusqu'à l'évidence que, selon son expression, la guerre était « fatale » ?

N'avons-nous pas également démontré jusqu'à l'évidence que si la guerre était fatale, la prudence commandait impé-

rieusement de ne pas laisser échapper le moment où les avantages ~~sont~~ encore de notre côté?

N'avons-nous pas ~~démontré~~ non moins évidemment qu'ayant les motifs les plus sérieux, ~~tirés~~ de la situation précaire faite à l'Europe par M. de Bismark, qui a ~~rompu~~ l'ancien équilibre européen sans le remplacer par un équilibre nouveau sur lequel le Congrès européen eût nécessairement prononcé, nous n'avions pas besoin d'attendre, l'arme au bras, que la Prusse nous fournit un prétexte qui ne serait jamais qu'un prétexte, lequel, alors, au lieu de passionner la France et de l'unir, la refroidirait et la diviserait?

Enfin, n'avons-nous pas démontré de la manière la plus claire qu'un état qui n'est ni la paix ni la guerre, qui est « la » dépression universelle, la stagnation générale, la défiance » de l'avenir, le cauchemar de l'incertitude », attestés par le discours du gouverneur de la Banque de France à la tribune du Sénat, ne peut se prolonger indéfiniment sans porter la plus grave atteinte d'abord à l'accroissement de notre population, que cet état condamne à demeurer stationnaire, puis à notre agriculture et à notre industrie, auxquelles il enlève ses bras les plus robustes?

La preuve manifeste et matérielle que lorsque nous érigions en doctrine l'impuissance de la presse démontrée par elle-même, ce n'était de notre part qu'un paradoxe, qu'un tour de polémique, qu'une jonglerie de plume, qu'un jeu d'esprit, c'est qu'il nous a suffi de prendre en mains la défense de l'Unité géographique de la France se reconstituant au même titre et du même droit que se sont faites d'abord l'Unité géographique de l'Italie, et ensuite l'Unité géographique de l'Allemagne, pour vaincre les irrésolutions de l'héritier du vaincu de Waterloo, et rendre à la France ses frontières naturelles, ses frontières de 1801, devenues ses frontières nécessaires.

O puissance de la presse!

XXVI.

LE RHIN OU LES VOSGES:

13 août 1868.

Si rien ne menace la paix, pourquoi rester sous les armes ?

Cette question, c'est la *Gazette de France* qui se la pose à elle-même dans les termes que nous venons de citer textuellement.

La *Gazette de France* nous permettra de lui répondre que, puisque la France et l'Europe persistent à rester sourdes à tous les vœux de désarmement qui leur sont journellement adressés, c'est qu'apparemment la France et l'Europe considèrent la paix comme étant très-sérieusement menacée.

Si la paix est sérieusement menacée, que doit faire la France ?

Doit-elle aller au-devant de la guerre, ou doit-elle l'attendre ?

Là est la question.

Ayant sous les yeux la fameuse note de M. d'Usedom, adressée le 17 juin 1866 au général de La Marmora, qui l'a divulguée, notre avis est que si la guerre est inévitable, il vaut mieux qu'elle soit immédiate ; il vaut mieux qu'elle éclate tout de suite, lorsque les probabilités de victoire sont de notre côté, que d'éclater dans un an, dans deux ans, dans trois ans, lorsque les probabilités auront passé du côté opposé.

Cet avis n'est pas celui de la *Gazette de France* ; elle aime mieux la guerre expectante avec ses chances contraires nous menaçant, que la guerre opportune avec ses chances favorables nous protégeant.

Cela ne peut s'expliquer qu'ainsi : deux fois, en 1814 et en 1815, la France a été envahie, et deux fois l'invasion,

ramenant avec elle les Bourbons, les a replacés sur le trône. Ce qu'ont fait deux invasions, une troisième pourrait le faire encore. Cette troisième invasion, c'est la seule éventualité qui reste au comte de Chambord, banni de France depuis trente-huit ans ; tandis qu'une victoire qui, sous le règne de l'empereur Napoléon III, rendrait à la France ses limites naturelles, ses limites de 1801, devenues ses limites nécessaires, risquerait de fonder la dynastie des Napoléons, qui ne manquerait pas alors de nous donner la liberté, toute la liberté.

Comment expliquer autrement l'opposition à outrance que fait la *Gazette de France* à l'adoption d'une politique qui, en réalité, est la continuation de l'œuvre séculaire des rois de France depuis Hugues Capet ?

En dehors de cette très-plausible explication, rien de plus obscur et de moins compréhensible que la politique extérieure de la *Gazette de France*, tandis que rien de moins obscur et de plus compréhensible que la politique extérieure de la *Liberté* ?

La France veut-elle systématiquement renoncer à toute ingérence dans les affaires des autres peuples, quels qu'ils soient, et changer son rôle de grande puissance territoriale contre celui de grande puissance économique ? Loin d'avoir à appréhender de notre part aucune opposition, le souverain ou le ministre qui adoptera crânement ce programme peut compter sur notre plus ferme appui, car, en réalité, ce programme n'a jamais cessé d'être celui de toutes nos prédilections. Mais si la France, sous prétexte de la légitime influence qu'elle se doit à elle-même d'exercer au dehors, veut persister dans la funeste et dangereuse manie qu'elle a contractée de se mêler des affaires qui ne sont pas les siennes, alors, changeant notre drapeau de main, nous disons : « Il n'y a pas un instant à perdre, car si l'empire français ne s'étend pas résolument jusqu'au Rhin, l'empire allemand ne

tardera pas à s'étendre jusqu'aux Vosges. Ou Cologne redeviendra ville française, ou Strasbourg redeviendra ville allemande ».

La politique territoriale, grâce à M. de Bismark, ayant repris en 1866 à la politique économique le terrain que celle-ci, grâce à Richard Cobden, avait conquis en 1860, il est nécessaire qu'un grand acte de virilité vienne, de la part de la France, changer le cours de la politique prussienne, qui tend, si ce cours n'est puissamment détourné, à faire descendre la France au rang de grande Belgique.

L'Unité germanique est une expression qui a la prétention, subordonnant les nationalités aux races, de désigner tous les Allemands, à quelque État qu'ils appartiennent, pour grossir et grandir encore, un peu plus tôt, un peu plus tard, le peuple allemand, l'empire allemand ! C'est cette prétention qu'il s'agit de trancher au plus vite dans ses racines avant qu'elle ait pris plus de développement et plus de force. Le moyen, l'unique moyen, c'est d'opposer à l'idée des langues communes l'idée des limites naturelles, c'est d'opposer à l'idée de l'Unité germanique l'idée de l'Unité géographique, cette unité étant l'Unité géographique de l'Allemagne, l'Unité géographique de la France, l'Unité géographique de l'Italie.

C'est ce que nous faisons en nous appuyant sur la parole d'un écrivain dont l'autorité devrait être plus grande dans les bureaux de rédaction de la *Gazette de France* que dans les bureaux de rédaction de la *Liberté*, car il s'agit de M. le vicomte de Bonald, lequel a dit : « Sans la limite du Rhin la France n'est pas *finie* et ne saurait être *stable* ».

XXVII.

UNE FRONTIÈRE IMAGINAIRE.

15 août 1868.

Déclarant que « la France est assez grande pour n'avoir pas besoin d'être agrandie », et reniant toutes les traditions de la politique nationale, la *Gazette de France* qualifie de « FRONTIÈRE IMAGINAIRE » la rive du Rhin.

La rive du Rhin, dont le roi Philippe le Bel faisait en ces termes la condition de son alliance avec Albert d'Autriche :

Le royaume de France portera jusqu'au Rhin la limite de sa domination.

La rive du Rhin, dont le roi Charles VII revendiquait en ces termes la possession :

Le royaume a été, depuis beaucoup d'années, dépouillé de ses limites naturelles, qui allaient jusqu'au fleuve du Rhin; il est temps d'y établir sa souveraineté.

La rive du Rhin, dont le roi Henri II revendiquait également la possession en disant :

Comme héritage des rois de France.

La rive du Rhin, dont Sully, fidèle écho de la pensée du roi Henri IV, disait :

Conjointement, entièrement et inséparablement la France avec les Pays-Bas est le seul moyen de remettre la France en son ancienne splendeur et de la rendre supérieure à toute la chrétienté.

La rive du Rhin, dont Richelieu proclamait en ces termes la nécessité :

La France doit avoir les limites que lui fixe la nature.

La rive du Rhin, dont Mazarin avait fait le point de mire de sa politique, qu'il définissait ainsi :

Étendre nos frontières jusqu'au Rhin de toutes parts. Cette possession formerait à la ville de Paris un boulevard inexpugnable, et ce serait alors véritablement qu'on pourrait l'appeler LE CŒUR DE LA FRANCE. La frontière serait aussi étendue jusqu'à la Hollande et aussi jusqu'au Rhin par la rétention de la Lorraine et de l'Alsace et par la possession de Luxembourg et de la comté de Bourgogne.

La rive du Rhin, dont Vauban avait proclamé la légitimité en lui donnant ce nom resté historique :

Le pré carré de la France.

La rive du Rhin, dont Frédéric II, roi de Prusse, Frédéric le Grand, faisait l'attribution à la France en ces termes :

La France est bornée à l'occident par les monts Pyrénées, qui la séparent de l'Espagne et qui forment une espèce de barrière que la nature elle-même a posée; mais, du côté de l'orient, elle n'a d'autres limites que celles de sa modération et de sa justice. L'Alsace et la Lorraine, démembrées de l'empire, ont reculé les bornes de la domination de la France jusqu'au Rhin. IL SERAIT A SOUHAITER QUE LE RHIN PUT CONTINUER A FAIRE LA LIMITE DE LEUR MONARCHIE. Pour cet effet, il se trouve un petit duché de Luxembourg à envahir, un petit électorat de Trèves à acquérir par quelque traité; un duché de Liège par droit de bienséance; les places de la Bavière, la Flandre et quelques bagatelles semblables devraient être nécessairement comprises dans cette réunion.

La rive du Rhin telle que la traçait ainsi Danton à la tribune de la Convention :

Les limites de la France sont marquées par la nature, nous les atteindrons aux quatre coins : à l'Océan, au Rhin, aux Alpes, aux Pyrénées.

La rive du Rhin, dont la Convention nationale, par la voix de Brissot, avait dit :

La République française doit avoir pour bornes le Rhin.

La rive du Rhin, dont la cession était faite en ces termes par le traité de paix entre la République française et S. M.

l'Empereur et le corps germanique, signé à Lunéville le 9 février 1801 :

Art. 11. — La cession des ci-devant provinces belges à la République française, stipulée par l'article 111 du traité de Campo-Formio, est renouvelée ici de la manière la plus formelle; en sorte que Sa Majesté impériale et royale, pour elle et ses successeurs, tant en son nom qu'au nom de l'empire germanique, renonce à tous ses droits et titres aux susdites provinces, lesquelles seront possédées à perpétuité, en toute souveraineté et propriété, par la République française, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent. Sont pareillement cédés à la République française par Sa Majesté impériale et royale, et du consentement formel de l'empire : 1^o le comté de Folkenstein et ses dépendances; 2^o le Frickthal et tout ce qui appartient à la maison d'Autriche sur la rive gauche du Rhin, entre Zurzach et Bâle; la République française se réservant de céder ce dernier pays à la République helvétique.

Art. VI. — Sa Majesté l'empereur, tant en son nom qu'en celui de l'empire germanique, consent à ce que la République française possède désormais en toute propriété les pays et domaines situés à la rive gauche du Rhin et qui faisaient partie de l'empire germanique; de manière qu'en conformité de ce qui avait été expressément consenti au congrès de Rastadt par la députation de l'empire et approuvé par l'empereur, le *thalweg* du Rhin soit désormais la limite entre la République française et l'empire germanique, savoir : depuis l'endroit où le Rhin quitte le territoire helvétique jusqu'à celui où entre dans le territoire batave. En conséquence de quoi la République française renonce formellement à toute possession quelconque sur la droite du Rhin, et consent à restituer à qui il appartient les places de Dusseldorf, Ehrenbreistein, Philippsbourg, le fort de Cassel et autres fortifications vis-à-vis de Mayence; à la rive droite, le fort de Kehl et le Vieux-Brisach, sous la condition expresse que ces places et forts continuent à rester dans l'état où ils se trouveront lors de l'évacuation.

La rive du Rhin, dont la propriété nous était unanimement reconnue en ces termes par les puissances coalisées, ainsi que l'atteste la dépêche suivante, signée Saint-Aignan, et datée de Francfort le 9 novembre 1813 :

M. le comte de Metternich m'a dit que les souverains coalisés étaient UNANIMEMENT D'ACCORD sur la puissance et la prépondérance que la France doit conserver dans son INTÉGRITÉ et en se renfermant dans ses LIMITES NATURELLES, qui sont LE RHIN, les Alpes et les Pyrénées.

La rive du Rhin, dont la conservation à la France faisait l'objet des instructions suivantes, dictées en janvier 1814 par l'empereur Napoléon I^{er} au duc de Vicence :

La France, pour être aussi forte qu'elle l'était en 1789, doit avoir ses limites naturelles. Je vous réitère l'ordre de déclarer que les limites naturelles ne donnent à la France que le pouvoir qu'avait Louis XIV.

Instructions qui donnaient naissance à la lettre suivante, datée du 15 janvier 1814, et signée Caulaincourt :

La chose sur laquelle l'Empereur insiste le plus, c'est la nécessité que la France conserve ses LIMITES NATURELLES; c'est la condition SINE QUA NON. Toutes les puissances, l'Angleterre même, ont reconnu ces limites à Francfort. La France, réduite à ses limites anciennes, n'aurait pas aujourd'hui les DEUX TIERS DE LA PUISSANCE RELATIVE qu'elle avait il y a vingt ans. Ce qu'elle a acquis du côté du Rhin ne compense point ce que la Russie, l'Autriche et la Prusse ont acquis par le démembrement de la Pologne. Tous ces États se sont agrandis : vouloir ramener la France à son état ancien, ce serait la faire déchoir et l'avilir. La France, sans les départements du Rhin, sans la Belgique, sans Ostende, sans Anvers, ne serait RIEN.

La rive du Rhin, dont la revendication séculaire depuis Hugues Capet était poursuivie en ces termes jusqu'en 1829, par le roi Charles X, termes que la *Gazette de France* ne ferait peut-être pas mal de méditer :

Dans aucun cas, la France ne pourrait souffrir que l'Angleterre, la PRUSSE ou l'Autriche s'agrandissent, si elle-même n'augmentait sa puissance territoriale; sans cela elle regarderait comme entièrement rompu l'équilibre européen, déjà tellement affaibli à son désavantage au congrès de Vienne. Ce serait la faire DESCENDRE DU RANG que non-seulement la dignité du trône et l'honneur national,

mais L'INTÉRÊT MÊME DE SA CONSERVATION, lui commandent de maintenir.

La rive du Rhin, dont Chateaubriand faisait ainsi la condition de notre sécurité nationale :

La Prusse s'est agrandie du duché ou palatinat de Posen, d'un fragment de la Saxe et des principaux cercles du Rhin; son poste avancé est sur notre ancien territoire. La Russie a recouvré la Finlande et s'est établie sur les bords de la Vistule. Et nous, qu'avons-nous gagné à ces arrangements? Nous avons été dépouillés de nos colonies; notre vieux sol même n'a pas été respecté. Landau détaché de la France, Huningue rasé ouvrent une large brèche dans nos frontières. Un combat malheureux à nos armes suffirait pour amener l'ennemi sous les murs de Paris. Paris tombé, l'expérience a prouvé que la France tombe. Ainsi, il est vrai de dire que notre indépendance nationale est livrée à la chance d'une SEULE BATAILLE et à une GUERRE DE HUIT JOURS.

La rive du Rhin, dont Bonald résumait dans ces deux lignes toute l'importance :

Sans la limite du Rhin, la France n'est pas FINIE et ne saurait être STABLE.

La rive du Rhin, dont le partage a été tracé ainsi qu'il suit par Victor Hugo :

Il faut pour que l'univers soit en équilibre deux grands États du Rhin : l'Allemagne sur la rive droite, la France sur la rive gauche.

La rive du Rhin, dont le retour à la France a été prédit en ces termes par Lamartine, le 12 janvier 1840, à la tribune de la Chambre des députés :

Parlez du Rhin et des Alpes, et vous êtes compris avant d'avoir achevé. La gloire y est restée, son esprit y est encore, son drapeau y reviendra une fois. Les traités de 1815, refoulement violent de l'omnipotence armée d'un conquérant, ne sont-ils pas une réaction de la victoire? Est-ce la sagesse ou la colère de l'Europe coalisée qui les a dictés? Sont-ils donc éternels et immobiles comme ces fleuves et ces montagnes que la nature a donnés pour traités

non écrits entre les peuples? Qui oserait le dire? Non, UN JOUR VIENDRA, il est près peut-être, où CES TRAITÉS SE DÉCHIRERONT D'EUX-MÊMES devant la force des choses, devant la balance mieux comprise de l'Europe, devant la volonté et la patience de mon pays!

La rive du Rhin, ainsi revendiquée au nom de l'histoire par un grand historien, Augustin Thierry :

La révolution avait eu de bonne heure une double tendance : au dedans l'égalité sociale; au dehors l'agrandissement du territoire. Elle atteignit, du premier élan de ses conquêtes, la limite du Rhin et des Alpes; *elle aurait dû marquer là d'une manière invariable les bornes du sol français* et s'imposer la loi de ne franchir ces bornes que pour combattre, non pour conquérir; elle ne le fit pas, et ce fut le grand vice de sa politique extérieure. Sous le Consulat, notre précieuse unité nationale était déjà compromise par des incorporations qui changeaient d'une manière bizarre la configuration du territoire et que repoussaient tous les souvenirs...

On peut dire qu'au milieu de l'enivrement des succès militaires et malgré ces crises d'ambition qui travaillent les peuples comme les individus, la nation ne voulut fermement et constamment que *le maintien de nos limites naturelles. Quelle que soit notre fortune, bonne ou mauvaise, l'idée de les reprendre ne se perdra jamais; elle est profondément nationale et profondément historique.* Elle se réfère non pas aux Franks, qui ne furent qu'un accident passager et superficiel, en quelque sorte, dans notre nationalité, mais au fond même, au fond primitif et vivace de cette nationalité, à la Gaule, soit indépendante, soit romaine. On la voit poindre au douzième siècle avec la renaissance du droit civil quand la fusion des races nouvelles au milieu du fonds commun s'est accomplie; il y en a des traces visibles dans la politique de Philippe Auguste et dans sa double action vers le Nord et vers le Midi. On la voit reparaitre dans la politique de Louis XI, ce roi du tiers état qui semble avoir anticipé l'esprit de la révolution française. Sous Louis XIV elle fut près de se réaliser; enfin la révolution la reprit avec une force irrésistible, atteignit le but, et par malheur alla plus loin.

La rive du Rhin, dont la perte était déplorée en ces termes par le prince Louis Bonaparte, écrivant en 1836 :

Voyez le lion de Waterloo encore debout sur nos frontières!

Voyez notre drapeau, il ne flotte nulle part où nos armes ont triomphé!

Adressant, le 28 septembre 1840, à la cour des pairs ces fières paroles :

Je représente devant vous un principe, une cause, une défaite. Le principe, c'est la souveraineté du peuple; la cause, celle de l'Empire; la défaite, Waterloo. Le principe, vous l'avez reconnu; la cause, vous l'avez servie; la défaite, vous voulez la venger. Non, il n'y a pas de désaccord entre vous et moi.

Disant, quelques semaines après, en montant à bord, au sous-préfet qui lui exprimait le désir de le revoir comme citoyen :

Je ne pourrai y revenir à ce titre que lorsque le lion de Waterloo ne sera plus debout sur la frontière.

Ah! la rive du Rhin ainsi revendiquée séculairement par tous les rois de France, depuis Hugues Capet jusqu'à Charles X; par tous les grands ministres se nommant : Sully, Richelieu, Mazarin, Vauban, est, dites-vous, une frontière imaginaire!

Ah! le traité signé à Lunéville le 9 février 1801 était un traité sans importance!

Ah! les puissances coalisées tombaient dans le lieu commun et l'exagération lorsque, le 9 novembre 1813, elles étaient unanimes à reconnaître que « L'INTÉGRITÉ DE LA FRANCE » implique la conservation de la rive du Rhin!

Ah! l'empereur Napoléon 1^{er} avait perdu l'esprit quand il disait, en janvier 1814, que la conservation à la France de ses limites naturelles ne lui donnait que le pouvoir qu'elle avait sous Louis XIV, et que sans les départements du Rhin, sans la Belgique, sans Ostende, sans Anvers, la France ne serait rien!

Ah! le roi Charles X déraisonnait quand il prétendait que la France descendrait de son rang et compromettrait sa

conservation si elle souffrait que la Prusse et l'Autriche s'agrandit sans que la France augmentât sa puissance territoriale !

Ah ! Chateaubriand n'était qu'un vieux poltron quand il s'imaginait qu'un seul combat malheureux suffirait pour amener l'ennemi sous les murs de Paris !

Ah ! Bonald n'était qu'un radoteur quand il prétendait que sans les limites du Rhin la France n'est pas finie et ne saurait être stable !

Ah ! l'auteur de la *Géographie militaire de l'Europe*, le colonel de Rudtorffer, n'était qu'un ignorant lorsqu'il écrivait ce qu'il a écrit en 1847 !

Voici ce qu'il a écrit relativement à la France :

La frontière septentrionale de la France, théâtre de tant de guerres sanglantes, est tout à fait ouverte depuis la mer jusqu'à la Meuse. La nature n'a presque rien fait pour sa défense, mais l'art y a suppléé par une triple ceinture de places fortes, qui ont toujours joué un grand rôle dans les guerres des siècles derniers. La perte de Marienbourg et de Philippeville avec leur territoire, qui furent enlevés à la France par les traités de 1815, a beaucoup diminué la force de ce réseau sur la Sambre et la Meuse, et facilite l'invasion à travers les provinces les plus peuplées et les plus fertiles du royaume.

Givet et Mézières, quelque favorablement qu'ils soient situés pour les opérations offensives, ne sauraient arrêter un ennemi puissant, et les autres places fortes le long de la Meuse et du Rhin ne possèdent pas une grande force de résistance, de sorte qu'on ne rencontre guère d'obstacles jusqu'à la Fère, Laon et Soissons.

La partie orientale de la frontière du Nord, depuis la Meuse jusqu'au Rhin, est couverte, il est vrai, par les Ardennes et les Vosges ; mais entre ces deux chaînes, la Moselle s'ouvre un passage et fraye, par son cours presque perpendiculaire à la frontière, une excellente ligne d'opérations, soit pour passer des pays du Rhin en Lorraine, soit pour passer de la Lorraine sur le Rhin.

Ni la Moselle ni la Meuse ne sont encore dans ces parages de sérieux obstacles militaires. Metz a beaucoup perdu de son importance depuis que Sarrelouis a été cédé aux Prussiens, et peut faci-

lement être tourné, soit par la vallée de la Sarre, soit par Luxembourg, d'où plusieurs bonnes routes conduisent à Paris par les vallées de la Marne et de l'Aisne; Marsal, Toul et Verdun ne peuvent que faiblement s'y opposer.

Les places fortes des Vosges sont tournées par Sarrelouis.

Sur la frontière orientale on trouve d'abord le Rhin avec ses forteresses jusqu'à Bâle, qui constitue une très-bonne ligne de défense.

Parallèlement à cette première ligne s'étendent celles des Vosges, de la Moselle, de l'Argonne et de la Meuse.

Mais la faiblesse des extrémités ôte à ces lignes presque tous leurs avantages; au nord, on les tournerait aisément par Gernersheim et Landau; au sud, la route de Bâle à Belfort et à la Saône ouvre un chemin des plus commodes pour descendre vers la capitale par la Marne, l'Aube ou la Seine.

L'espace depuis Bâle jusqu'au coude du Rhône à Saint-Dizier est convenablement couvert par le Jura; mais ce dernier peut être tourné par Bâle, en passant par le point peu élevé qui forme sa jonction avec les Vosges.

Depuis la démolition des murs d'Huningue, ce point est le plus faible de la frontière orientale de la France; une fois ce passage forcé, le Rhin, le Jura, les places de l'Alsace et de la Franche-Comté, les Vosges et la Saône, perdent toute valeur comme ligne défensive.

De Genève, qui forme la base d'opérations pour une invasion dans l'est de la France méridionale, on arrive jusqu'à Lyon, le long du Rhône, sans rencontrer d'autre obstacle que le fort de l'Écluse, dont les ouvrages ont bien été augmentés depuis peu, mais qui cependant n'arrêteraient point un ennemi entreprenant.

La Savoie tient la clef des vallées alpines qui descendent vers Lyon et le Jura; de plus, en construisant la forteresse de Lesseillon et en augmentant les ouvrages des forts d'Exiles et de Fenestrelles on y a créé une excellente base pour pénétrer dans la riche vallée du Rhône, et pour menacer Lyon, la seconde ville du royaume, distante de la frontière de quelques journées de marche seulement.

Cette ville opulente, qui renferme d'immenses richesses et des ressources de tout genre, est vis-à-vis de la Suisse et de l'Italie ce que Paris est vis-à-vis d'un ennemi venu du Nord.

Sa possession décide de l'issue probable d'une lutte dans le sud-

est de la France; sa perte entraîne celle de toutes les places fortes de l'Isère et de la Durance.

Voici ce qu'il a écrit relativement à l'Allemagne:

Les grands boulevards naturels de l'Allemagne sont la Suisse, le Tyrol, la Bohème et le bassin de la Moselle, entouré par les Ardennes, les Vosges, le Hunsrück et le Rhin...

Tous ces vastes terrains entourent et protègent son entrée, la montueuse Franconie, la véritable citadelle de l'Allemagne, dont la nature a formé les principaux ouvrages.

Elle n'est ouverte d'aucun côté, si ce n'est depuis Mittenberg, sur le Mein, jusqu'à Donauwörth, sur le Danube; et même là on peut considérer l'Odenwald, le Neckar et la Rauhe-Alp comme des ouvrages avancés naturels.

La frontière occidentale de l'Allemagne est défendue en grande partie par le Rhin, qui forme à la fois la principale ligne défensive et la base d'opérations contre la France.

Le Bas-Rhin, depuis Mayence jusqu'à son entrée dans les Pays-Bas (Hollande), n'est guère avantageux pour un passage de la rive gauche à la rive droite, ne fût-ce que par la nature du terrain; en outre, le fleuve y est défendu par *Coblentz, Ehrenbreitstein, Cologne, Deutz et Wesel*.

Sur le Rhin central, les frontières d'Allemagne ont notamment gagné en force par la possession de *Luxembourg, de Sarrelouis, de Landau et de Germersheim*.

La place de Germersheim, presque toute achevée (1846), sur la rive gauche, avec une formidable tête de pont sur la rive droite, forme, avec la forteresse voisine de Landau, une position presque inexpugnable, dans laquelle une armée de plus de cent mille hommes peut se rassembler, et où des corps moins nombreux peuvent résister à un ennemi très-supérieur jusqu'à ce qu'ils aient reçu assez de renforts pour lui faire tête en rase campagne.

La rive du Rhin une frontière imaginaire!

XXVIII.

QUE DEMANDONS-NOUS ?

18 août 1868.

Nous demandons que, l'unité militaire de l'Allemagne étant faite sous le commandement de la Prusse, le gouvernement prussien ne conserve pas dans ses mains les clefs des forteresses enclavées dont les canons sont tournés contre nous.

Ce que nous demandons est-il exorbitant ? Ce que nous demandons est-il insignifiant ?

Sur ce dernier point, voici quelle est l'opinion de M. Thiers, reprochant au gouvernement du roi Louis XVIII d'avoir commis en 1815 la faute de n'avoir pas pris parti pour le cabinet de Berlin contre l'Autriche et les États allemands du second ordre :

Entre la Russie et la Prusse, d'une part, voulant à tout prix la Pologne et la Saxe, et de l'autre l'Angleterre et l'Autriche résolues à les leur refuser, celui des deux partis qui aurait eu la France avec lui était assuré d'acquérir une supériorité tellement décisive qu'on devait tout faire pour l'avoir avec soi, et qu'évidemment on n'aurait pas ménagé les concessions pour y réussir. Les deux puissances les plus portées aux concessions envers la France étaient naturellement la Russie et la Prusse, car leurs intérêts étaient sur la Vistule et l'Elbe, non sur le Rhin ou l'Escant. Il est donc à peu près certain qu'en nous rangeant de leur côté, nous aurions obtenu de tout autres frontières que celles du traité de Paris. *N'eussions-nous gagné que la ligne de places fortes demandée par nos négociateurs, que l'avantage eût déjà été grand...* C'était un vrai malheur d'arriver à Vienne en portant au cou la chaîne du traité de Paris. Pourtant le mal n'était pas sans remède, et il restait des moyens de profiter de la nouvelle situation. Tout annonçait en effet que le conflit serait des plus vifs, car la Russie et la Prusse semblaient prêtes à se porter aux dernières extrémités pour avoir la Pologne et la Saxe. Or si les choses étaient poussées jusqu'à nouer

des alliances, jusqu'à préparer la guerre, il n'était pas à supposer qu'on se laissât arrêter par un vain texte et qu'on tint au traité de Paris plus qu'au traité de Chaumont. Sans doute, nous ne pouvions afficher nous-mêmes l'intention de nous soustraire au traité de Paris; *mais en ne nous prononçant pas trop vite, en laissant entrevoir notre appui et en mettant un peu de temps à l'accorder*, la Russie et la Prusse étaient si ardentes que *probablement elles auraient dit elles-mêmes les mots que nous n'osions pas dire, et nous auraient offert ce que nous n'osions pas demander*. Dans quelle mesure notre condition se serait-elle améliorée, on ne saurait l'affirmer, mais elle l'aurait été dans une mesure quelconque, et, assurément, proportionnée à la gravité du conflit. Ajoutons qu'unis à la Prusse et à la Russie, le conflit, quel qu'il fût, n'était guère à craindre pour nous. Il est même probable que l'Angleterre et l'Autriche n'auraient pas osé braver la guerre, qu'elles auraient cédé, que nous aurions été par conséquent les arbitres de cette situation, et les arbitres assez bien récompensés. Par conséquent le traité de Paris n'était pas une impossibilité, mais une difficulté qu'on pouvait surmonter avec un peu d'adresse, et on conviendra qu'en présence d'adversaires qui avaient usé et abusé de la force à notre égard, l'adresse était bien permise.

Cette manière de se conduire suppose qu'on aurait été décidé à condescendre aux vœux de la Russie et de la Prusse; mais cette condescendance était-elle donc si fâcheuse pour nous? La Russie, obtenant toute la Pologne, dont elle avait déjà la plus grande part, se serait avancée de la Vistule, où elle était depuis longtemps établie, jusqu'à la Wartha. La Prusse, obtenant la Saxe, eût confiné de plus près avec l'Autriche. *Était-ce véritablement à nous Français à nous en inquiéter? Était-ce à nous à prendre soin de cette union intime des trois puissances continentales, qui avait servi à nous vaincre, qui, après nous avoir vaincus, avait servi à nous imposer le traité du 30 mai, et qui depuis a tenu pendant quarante ans notre politique sous le joug d'une coalition permanente?* (THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire*.)

Notre politique est ce qu'il y a de plus simple; elle se réduit à cette alternative:

Ou la politique économique de Turgot et de Richard Cobden impliquant le désarmement, dont la France doit être assez crâne pour donner l'exemple à toute l'Europe;

Ou la politique territoriale de Richelieu et du comte de

Bismark exigeant que la France ne se laisse pas effacer par le gouvernement prussien du rang des grandes puissances européennes, en tête desquelles était la France et au nombre desquelles, avant 1866, n'était pas la Prusse, laquelle n'avait alors que 18 millions d'habitants.

Si nous avons laissé insoucieusement échapper l'occasion propice de fonder la première de ces deux politiques, qui était la grande; s'il ne nous reste plus qu'à revenir à la seconde, nous demandons que l'on ne perde pas un temps précieux; nous demandons que l'on ne prolonge pas indéfiniment « la dépression universelle, la stagnation générale, le cauchemar de l'incertitude », dont le gouverneur de la Banque de France, M. Rouland, a porté le triste aveu à la tribune du Sénat dans la séance du 29 juillet 1868; nous demandons que l'œuvre de 1829 soit reprise; qu'une négociation soit ouverte avec la Prusse sur cette base: la Prusse pourra s'incorporer territorialement la Saxe, comme elle s'est incorporé territorialement le Hanovre, sous la réserve expresse qu'elle contribuera et concourra efficacement à la formation d'un État franco-germanique comprenant la Belgique, la Hollande rhénane, la Prusse rhénane, la Hesse rhénane et la Bavière rhénane, lequel État pourra être placé sous la souveraineté du roi de Saxe, qui pourrait changer ce titre contre celui de roi des Pays-Rhénans ou tout autre titre. La France n'aurait d'ailleurs aucune objection à ce qu'au lieu d'un seul État d'environ 10 millions d'habitants(1), il y eût deux États à peu près de populations

	Habitants.
(1) Belgique.	4,940,570
Bavière rhénane.	490,292
Hesse rhénane.	234,491
Pays-Bas. { Limbourg.	221,510
{ Luxembourg.	202,397
{ Maestricht, Nimègue.	50,000
Prusse rhénane.	3,346,193
TOTAL.	9,485,453

égales, et que le roi des Belges conservât sa couronne et son royaume. Alors il y aurait :

Le royaume de Belgique gardant ses . . . 4,940,570 h.

Le royaume des Pays-Rhénans, réunissant 4,534,885 h.

Et en cas d'opposition de la Prusse à ce dénouement pacifique, nous demandons que la France n'hésite pas plus longtemps à porter la ligne de ses frontières actuelles jusqu'à la ligne de ses frontières naturelles, et à rentrer ainsi dans la pleine possession de toutes les forteresses enclavées ; nous demandons enfin ce que nous avons appelé :

La part du fleuve.

XXIX.

PAIX ARMÉE ET LIBERTÉ COMPRIMÉE.

19 août 1868.

Ce que défend la *Gazette de France* contre nous, ce n'est ni la paix ni la liberté, c'est la guerre expectante et l'arbitraire perpétué ; en d'autres termes, c'est la paix armée et la liberté comprimée.

C'est ce qu'il ne nous sera pas difficile de démontrer.

Est-ce que, sérieusement et de bonne foi, il est raisonnable d'espérer que le gouvernement impérial, lorsqu'il vient d'imposer à la France la double charge d'une armée effective de 900,000 hommes et d'une armée éventuelle de 500,000 hommes, désarmera pour le plaisir de donner raison à la *Gazette de France* contre la *Liberté* ? Si le gouvernement impérial devait désarmer, est-ce qu'il aurait exercé sur sa majorité la lourde pression sans laquelle il n'eût pas obtenu le vote de la dernière loi militaire et le vote du contingent de 100,000 hommes pour l'an prochain ? Si

le gouvernement impérial devait désarmer, est-ce qu'il serait travailler jour et nuit, en France et à l'étranger, pour avoir le plus tôt possible le plus grand nombre possible de fusils et de cartouches qui défont et surpassent les cartouches et les fusils de l'armée prussienne?

Il faudrait cependant voir les choses telles qu'elles sont.

C'est prêcher dans le désert que d'exhorter le gouvernement français à désarmer.

A ceux qui persistent à lui donner ce conseil, il se borne invariablement à répondre : « Que la Prusse donne l'exemple, et je le suivrai. »

A ceux qui, lui donnant le même conseil, se retournent du côté du gouvernement prussien, celui-ci répond non moins invariablement : « Que la France réduise son armée, et je réduirai la mienne. »

Si la *Gazette de France* sait un moyen de sortir de ce cercle vicieux, elle n'a qu'à nous le faire connaître, et elle peut compter dans ce cas qu'elle n'aura pas d'auxiliaire plus décidé que nous.

Mais pas de phrases creuses ! pas de vieux clichés !

Il est évident, il est manifeste que le désarmement européen n'est plus possible que par un Congrès européen, et qu'un Congrès européen ne s'assemblera qu'après une guerre non moins décisive, soit à l'égard de la Prusse, soit à l'égard de la France, que l'a été la guerre de 1866 à l'égard de l'Autriche et de ses confédérés. L'expérience que nous avons sous les yeux enseigne et atteste que la paix qui n'a pas eu un congrès pour couronnement n'est qu'une trêve. Si en septembre ou octobre 1866 un Congrès se fût réuni pour statuer sur les événements accomplis en juillet et août, Autriche, France, Italie, Prusse et Russie eussent pu désarmer et eussent désarmé. Le contraire, ne nous lassons pas de le répéter, n'a eu lieu que parce qu'il n'y a pas eu de congrès

qui ait reconnu les situations nouvelles et réglé les intérêts nouveaux.

Des compilations ne sont pas des raisons ! s'écrie la *Gazette de France* ; d'accord, mais celles-là n'excluent pas celles-ci. Nous allons le lui prouver en passant en revue chacune de ses objections.

Objection :

La rive du Rhin n'ajouterait rien à la force de la France ; cette conquête aurait deux résultats également regrettables : le premier, de nous obliger à maintenir une immense armée sur pied pendant un demi-siècle ; le deuxième, de nous détourner du combat de la liberté intérieure, qui est la seule conquête nécessaire, celle à laquelle nous devons nous consacrer tout entiers.

Réponse :

Affirmer que la rive du Rhin n'ajouterait rien à la force de la France, c'est se mettre quelque peu témérairement en contradiction avec toutes les autorités que la *Gazette de France* nous reproche d'avoir accumulées contre elle. Ces autorités se défendent d'elles-mêmes, et, soit dit sans blesser le juste orgueil de MM. Janicot et Escande, il est une opinion qui nous paraît avoir sur ce point au moins autant de poids que la leur, c'est celle de Vauban et de Napoléon I^{er}. Quel serait le premier résultat d'une victoire qui rendrait à la France ses limites naturelles, ses limites de 1801 ? Ne serait-ce pas de la remettre en pleine possession de toutes les forteresses dont les canons sont braqués contre elle ? Or, si au lieu de la menacer, ces forteresses la protégeaient, est-ce qu'elle ne serait pas plus forte ? Est-ce que cet accroissement de force et de sécurité ne lui permettrait pas de réduire le chiffre de son armée ? Est-ce que l'Italie n'est pas plus forte depuis que le célèbre quadrilatère de Vérone, de Mantoue, de Peschiera et de Legnago lui appartient et n'appartient

plus à l'Autriche? Est-ce que, si elle le voulait, l'Italie ne pourrait pas réduire radicalement son armée, à moins que le gouvernement italien n'ait contracté avec le gouvernement prussien des engagements qui le lui interdisent? Or, ce qui était vrai pour l'Italie et le quadrilatère autrichien n'est pas moins vrai pour la France et le double quadrilatère prussien. Donc, au lieu de nous obliger à maintenir sur pied pendant un demi-siècle une immense armée, ce serait le plus sûr, et peut-être même serait-ce le seul moyen de la réduire; car, il faut s'y attendre, la rivalité qui existe entre la France et la Prusse ne sera que croître et s'envenimer. Quant à la liberté intérieure que fait apparaître la *Gazette de France* en disant que la guerre nous en détournerait, ici encore c'est le contraire qui serait la vérité. Une guerre contre l'Allemagne se levant tout entière contre nous, surtout si la prudence nous commandait de dénouer le lien qui attache l'Italie à la Prusse, ne serait possible qu'avec l'élan populaire dégagé de ce qui serait de nature à le ralentir. Le jour où la guerre éclatera entre la France et la Prusse, on peut compter que le premier acte du gouvernement impérial sera de donner aux Français toutes les libertés au moins qu'ont les Belges, et à ceux-ci le suffrage universel qu'ils n'ont pas et que les Français ont.

Autre objection :

L'acquisition de la rive du Rhin n'offrait pas autrefois les obstacles qu'elle offrirait aujourd'hui. Le droit international qui régissait l'Europe admettait comme légitimes les conquêtes territoriales.

Réponse :

Depuis quand donc le droit international ne les admet-il plus? Est-ce qu'il a protesté en 1866 contre la conquête

territoriale des duchés de l'Elbe et du royaume de Hanovre par la Prusse?

Autre objection :

Le second Empire s'est interdit la conquête des provinces allemandes d'en deçà du Rhin en proclamant un nouveau droit public en Europe, le prétendu droit des nationalités.

Réponse :

Est-ce que ce nouveau droit public a empêché la France de s'annexer le comté de Nice et la Savoie? Est-ce que ce nouveau droit public a engagé et retenu la Prusse et même l'Autriche? D'ailleurs, il est si peu vrai de prétendre que le second Empire s'est interdit la conquête des provinces allemandes d'en deçà du Rhin, que le contraire résulte de la lettre du 11 juin 1866, signée Napoléon, adressée à M. Drouyn de Lhuys et lue par M. Rouher à la séance du Corps législatif; car dans cette lettre l'Empereur s'est expressément réservé d'étendre les frontières de la France « *si la carte de l'Europe venait à être modifiée au profit exclusif d'une grande puissance et si l'équilibre européen était rompu* ». Oui ou non, est-ce que l'équilibre européen n'est pas rompu? Oui ou non, est-ce que la carte de l'Europe n'a pas été modifiée au profit d'une grande puissance, cette puissance se nommant la Prusse? Oui ou non, est-ce que la lettre impériale du 11 mai 1866 n'engage pas le gouvernement français dans le sens qui nous paraît conduire au désarmement européen par la ligne la plus droite et la plus courte? Si en juillet 1866 la France n'a pas envoyé sur le Rhin cent mille hommes, pendant que les Prussiens s'éloignaient de Berlin et marchaient sur Ollmütz, Prague, Pardubitz, Zwittau, Czernahora, Tœplitz, Brünn, Nickolsbourg, c'est que la France, qui n'avait pas compté sur une guerre si lestement menée et si rapidement terminée, a été prise au dé-

pourvu. Tout autre et très-différente eût été la conduite de la France si l'Autriche n'eût si facilement et si vite lâché pied, si la bataille de Sadowa eût été seulement une victoire et n'eût pas été une déroute. Voilà la vérité; il est bon qu'on le dise, il est bon qu'on le sache, afin que, la lumière se faisant, on ne s'égare plus dans l'obscurité.

Tout en disant que la ligne du Rhin a cessé d'être une frontière militaire, et que les provinces allemandes appartenant à la Prusse et à la Bavière ne consentiront jamais à devenir françaises, la *Gazette de France* ne renonce cependant pas à l'acquisition du Rhin; mais, selon MM. Estancelin et Janicot, « cette acquisition ne doit pas être » brusquée; pour qu'elle soit fructueuse, pour qu'elle ne » cause aucun embarras, elle doit être préparée par des » *alliances*. »

Lesquelles? Si la *Gazette de France* persiste à ne pas nous les faire connaître, nous concluons de son silence qu'elle n'a employé ici le mot « *alliances* » que pour masquer une retraite.

XXX.

LES PROVINCES RHÉNANES.

19 août 1868.

Jamais les provinces rhénanes sujettes de la Prusse et de la Bavière ne s'habitueront à redevenir françaises. C'est la *Gazette de France* qui le sait et qui l'affirme.

A cette affirmation, ce ne sera pas notre témoignage contraire que nous opposerons, ce sera celui d'un de ses anciens amis politiques, M. Charles Muller, à qui nous empruntons la page qui suit :

Sur quoi se fondent les écrivains qui s'efforcent de nous représenter ces populations de la rive gauche comme préférant la domination allemande à la domination française?

Elles auraient donc bien changé de sentiments depuis cinquante ans! Faut-il rappeler l'aveu qu'au congrès de Vienne le prince de Hardenberg faisait de la difficulté qu'aurait la Prusse protestante à s'assimiler les peuples catholiques d'Aix-la-Chapelle et de Cologne? Faut-il rappeler qu'après nos désastres, les provinces rhénanes demandèrent et obtinrent que, malgré leur séparation de la France, elles continueraient à être régies par le Code français? Faut-il rappeler ce qu'en 1823 le duc de Rovigo disait de l'émotion patriotique causée dans ces provinces par la nouvelle de nos succès en Espagne, ce qu'il disait de la joie avec laquelle elles avaient vu la France reprendre son rang militaire, ce qu'il disait de leurs désirs de délivrance?

Est-ce que la Savoie et le comté de Nice aspiraient, en 1860, à se détacher de l'Italie pour se rattacher à la France? Est-ce que si le gouvernement italien, refusant de s'en séparer, les avait défendus les armes à la main, le comté de Nice, patrie de Garibaldi, et la Savoie, ne se fussent pas patriotiquement battus contre la France? Est-ce que les trois départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-Maritimes ont résisté à leur annexion? Est-ce qu'ils sont une Venise attachée aux flancs de la France?

Nous ne disons pas, nous sommes loin de dire, que les populations des provinces rhénanes aspirent en 1868 à redevenir françaises. Non, nous ne le disons pas parce que nous ne le pensons point; mais ce que nous pensons et ce que nous disons, c'est que l'esprit de ces populations ne tarderait pas à changer dans l'une de ces deux alternatives :

Premièrement, si la Prusse, se replaçant en 1868 sur le terrain de la note de M. Hardenberg du 20 décembre 1814, adoptait l'idée d'un royaume des Pays-Rhénsans donné au roi de Saxe en échange du royaume sur lequel il ne règne plus depuis 1866 qu'en vassal humilié de la Prusse suzeraine;

Deuxièmement, si la France remportait sur la Prusse une

éclatante victoire qui lui donnerait les Pays-Rhénans au même titre que la victoire de Sadowa a donné à la Prusse le Hanovre, les duchés de l'Elbe et les villes libres. Est-ce que c'est de son consentement, par exemple, que Francfort, siège de la Diète germanique, est devenue simple ville prussienne? Pourquoi donc la France aurait-elle des scrupules que la Prusse n'a pas eus, et contre l'absence desquels l'Europe n'a pas protesté?

Encore une fois, ayons une politique : ou la politique économique ou la politique territoriale, ou la France puissante par la richesse ou la France puissante par la force, ou la France féconde ou la France virile! Ne descendons pas au rang de la Belgique moins la liberté.

XXXI.

LE VIDE SOUS LES MOTS.

21 août 1868.

Le nom de « politique d'aventure » que donne à notre politique la *Gazette de France*, c'est celui que mérite la sienne, se proposant pour tâche la résurrection de la Pologne.

Cette résurrection, comment serait-elle possible?

Quels seraient les alliés de la France pour contraindre la Russie à lâcher sa proie?

Serait-ce l'Autriche, serait-ce la Prusse, l'une et l'autre puissances copartageantes?

A défaut de l'Autriche et de la Prusse qui ne manqueraient pas de faire cause commune avec la Russie, quels seraient les auxiliaires que la France trouverait en Europe pour entreprendre une lutte à outrance contre l'Autriche, la

Prusse et la Russie, ces trois puissances réunissant entre elles cent cinquante millions d'habitants?

Parler encore en 1868 de la résurrection de la Pologne, c'est avoir la mémoire courte, car c'est oublier les notes échangées en 1863 entre M. Drouyn de Lhuys et le prince Gortschakoff; c'est oublier l'attitude de la Prusse à cette époque; c'est oublier la conduite de l'Autriche et celle de l'Angleterre; c'est surtout oublier à combien de malheureux Polonais nos funestes encouragements ont coûté, aux uns la vie, aux autres la fortune et la liberté.

Le 1^{er} janvier 1863, la Pologne était en pleine possession de son autonomie administrative, elle était administrée exclusivement par des Polonais. De cette autonomie administrative de la Pologne, qu'est-il resté? et lorsque, l'an dernier, les Polonais sujets prussiens ont tenté de protester contre le travail d'unification de la Prusse, quel accueil a fait à leur protestation le comte de Bismark?

La politique d'aventure, non, ce n'est pas celle qui entreprendrait soit de raser toutes les forteresses enclavées qui menacent la France, soit de rendre à la France ses limites naturelles; la politique d'aventure, c'est celle qui entreprendrait de ressusciter la Pologne, morte à jamais.

Même donner à cette politique de la *Gazette de France* le nom de « politique d'aventure », c'est encore lui faire trop d'honneur, car ce n'est pas de la politique de téméraires, c'est de la politique d'aliénés ayant perdu la mémoire en même temps que la raison.

*
* *

Puisque la *Gazette de France* a cru devoir revenir sur ce qu'elle nomme encore « la question polonaise », je l'engage à lire dans le *Peuple polonais, organe de la démocratie polonaise*, imprimé bimensuellement à Genève, l'article.

publié dans le numéro en date du 15 août 1868. Elle y trouvera la déclaration suivante, qui est nette et claire :

L'auteur de la brochure intitulée : LA FRANCE, LA POLOGNE ET LE PRINCE NAPOLÉON BONAPARTE, pense que tous les Polonais doivent venir à cette conclusion unanime :

Hors la France point de salut!

Comment? — Coligny voulait et ne pouvait pas;

Louis XIV et Colbert voulaient et ne pouvaient pas;

Louis XV et Choiseul voulaient et ne pouvaient pas;

Napoléon I^{er} et Talleyrand ont voulu, ont essayé et n'ont pas pu;

Guizot et la République de 1848 n'ont pas même pu essayer;

L'Empereur Napoléon III s'est trouvé pitoyablement abandonné de tous ses alliés au premier mot sur le rétablissement de la Pologne; et vous continuez de dire aux Polonais :

Reposez-vous sur la France!

Mais il nous semble que notre déduction sera plus fondée :

N'espérez le secours de personne et encore moins celui de la France : malgré tout son désir, elle ne peut rien faire pour vous!

Ce qui est souligné dans cette citation l'a été par l'auteur ou les auteurs de cette signification de congé justement donné à la France.

Nous comprenons l'embarras de la *Gazette de France* et nous y compatissons; elle se sera aperçue qu'elle s'était témérement avancée, quand elle avait accroché au clou de l'une de ses colonnes ce tableau de fantaisie avec la fausse étiquette de tableau d'histoire :

Pour savoir ce que nous entendons par « *une politique à la fois franchement, ouvertement nationale et européenne* », pour savoir quelle est cette politique, pour en connaître la définition, pour la voir en action, il n'y a qu'à lire l'histoire de la royauté française.

C'est la politique qu'ont pratiquée nos rois pour fonder la France. Ce fut celle de Philippe Auguste, de saint Louis, de Louis XI, de François I^{er}, de Henri II. C'est celle qu'Henri IV allait faire prévaloir, quand la mort le surprit. C'est celle qu'adoptèrent et pratiquèrent Richelieu, Mazarin. C'est celle qui triompha à la paix de Westphalie. C'est celle qui fit la grandeur du règne de Louis XIV,

celle qui, sous Louis XVI, aida les colonies anglaises d'Amérique à conquérir leur indépendance. Ce fut même celle de la République, qui, dans ses relations extérieures, eut la sagesse de suivre les traditions nationales de la royauté. Ce fut enfin celle de la Restauration, et elle était à la veille de recevoir son couronnement, en 1830, lorsque le roi Charles X reprit la route de l'exil. Car il est à remarquer que deux fois, au moment où cette politique allait triompher, elle a été arrêtée dans son triomphe : la première par le poignard de Ravailiac, la seconde par la révolution de Juillet. C'est cette politique qui, associant l'intérêt européen et l'intérêt général à l'intérêt français, a constamment travaillé à établir, à consolider l'équilibre européen. Henri IV la définissait d'un mot lorsqu'il disait que son but était de fonder les États-Unis d'Europe. *C'est elle qui s'est faite constamment la protectrice des petits États contre les grands, qui a travaillé sans relâche à empêcher les grandes agglomérations de se former et à saper celles qui existaient.* C'est elle qui nous avait valu l'amitié séculaire et l'alliance fidèle de la Suisse. *C'est elle qui n'a pas cessé un seul jour de protéger la Pologne,* dont elle comprenait que le maintien était une nécessité à la fois politique, religieuse et sociale en Europe.

Ignorant que nous étions ! nous supposons que la politique de Henri IV consistait dans le partage de l'Europe en seize États à peu près égaux, ce qui n'avait assurément rien de commun avec « la politique de la France, constamment » protectrice des petits États contre les grands, travaillant » sans relâche à empêcher les grandes agglomérations de se » former et à saper celles qui existaient. » Ignorant que nous étions ! nous supposons que le premier partage de la Pologne datait de 1772, ce qui serait en contradiction flagrante avec cette affirmation : « La Royauté française n'a pas cessé un seul jour de protéger la Pologne. » Ignorant que nous étions ! nous supposons que ce n'était pas le rétablissement de la Pologne que le roi Charles X et son ministre, le comte de Lasferronnays, négociaient en 1829 avec la Russie, mais qu'il s'agissait de rendre à la France ses frontières naturelles. Ignorant que nous étions !

Que la *Gazette de France* nous permette de préciser la question et de serrer le débat : Nous ne lui avons pas demandé de nous rappeler et de nous détailler les fautes et les inconséquences commises par l'Empire deuxième ; ces fautes et ces inconséquences, nous les connaissons aussi bien que le *Journal de l'appel au peuple* ; ce que nous lui avons demandé, c'est de vouloir bien nous faire connaître ce qu'elle entend par « *une politique à la fois franchement, ouvertement nationale et européenne.* »

Si la *Gazette de France* ne sait pas ce qu'elle a voulu dire par ces mots, qu'elle ait la bonne foi de le déclarer, et nous n'aurons pas la cruauté de triompher plus longtemps de son embarras !

*
* *

La *Gazette de France* confond deux politiques qui se contredisent :

La politique des grands États, égaux entre eux, qui est la politique de Henri IV ;

La politique des petits États, que le *Journal de l'appel au peuple* érige en « politique traditionnelle de la France. »

Il n'y a que les esprits superficiels qui soient dupes des banalités solennelles qu'ils s'habituent à répéter sentencieusement sans jamais les vérifier.

La politique d'un pays, même celle d'un continent, varie selon les temps et selon les progrès des choses.

Est-ce que tout n'a pas changé autour de la monarchie française depuis trois siècles, sans remonter plus haut ?

Est-ce que l'Europe est en 1868 ce qu'elle était en 1568, en 1668, en 1768 ?

Est-ce que la politique de la France, est-ce que la politique de l'Europe peuvent demeurer invariablement ce qu'elles étaient avant que la Russie eût pris les immenses

proportions qu'elle a acquises et que les États-Unis fussent devenus ce qu'ils sont ?

Ce que veut dire : *politique rationnelle*, nous le savons ; ce que veut dire *politique traditionnelle*, nous ne le savons pas.

Il y a des choses faites qu'on ne défait pas. Il ne s'agit point de défaire ce qui est fait ; il s'agit de conserver à la France le rang qu'elle occupait en Europe, et qu'elle ne saurait perdre sans mettre en péril son intégrité territoriale et son indépendance politique.

Que ce soit par une cause ou que ce soit par une autre, la France est dans un de ces instants décisifs pour une nation où elle ne peut échapper au déclin qui la menace que par un grand acte de virilité nationale couronné de succès.

*
* *

La *Gazette de France* ayant affirmé que la politique dont elle porte le drapeau n'avait pas cessé un *seul jour* de protéger la Pologne, nous demandons à ce journal comment il concilie cette politique si constante avec le silence opiniâtre gardé par le roi Louis XV à la lettre suivante :

Au roi de France.

Varsovie, le 16 octobre 1772.

Monsieur mon frère et cousin,

La conservation du royaume de Pologne dans tous ses droits et son intégrité étant un objet auquel Votre Majesté se trouve intéressée par les engagements de la couronne autant que par ses propres convenances, je me sens obligé de lui faire part de la manière la plus solennelle du péril et de la situation de cet État.

Il vous est connu, Sire, par quelle gradation d'événements et de malheurs les circonstances présentes ont été préparées et amenées au point où elles sont aujourd'hui. Les provinces les plus vastes et les plus riches de la Pologne, envahies par les troupes de trois de ses voisins, ont déjà passé sous leur domination ou

touchent au moment de subir cette destinée. — Nulle injure, nul oubli des engagements de la république et des lois de bon voisinage ne peuvent servir à justifier cette usurpation : elle est le résultat de la force majeure dirigée par l'esprit d'ambition et la soif des conquêtes.

Vous cesseriez, Sire, d'être grand et généreux si vous pouviez voir d'un œil indifférent le malheur d'un État qui vous a de tout temps aimé, respecté, qui compte parmi ses rois un de vos prédécesseurs et qui s'est cru jusqu'à présent en sûreté contre les invasions étrangères, à l'abri de la garantie stipulée dans un traité solennel par le roi votre aïeul, de glorieuse mémoire.

Je demande donc, en ma qualité de chef de la nation polonaise, et je réclame solennellement votre protection en sa faveur. Trop faible, tant par le nombre et la puissance de ses ennemis que par les vices de sa constitution et les troubles qui l'ont déchirée, trop faible, dis-je, pour se secourir elle-même, elle va périr si l'Europe l'abandonne. — Le rang distingué que Votre Majesté tient parmi les souverains ne me permet pas de douter que Votre Majesté ne s'empressera d'anéantir ce système d'injustice, et que les autres souverains n'en recevront d'elle l'exemple et le signal.

Plein de confiance dans la grandeur d'âme et la générosité de Votre Majesté, je suis, avec l'estime la plus parfaite, votre frère et cousin.

• STANISLAS-AUGUSTE, roi.

Le rédacteur de la *Gazette de France* fera-t-il comme le roi de France Louis XV? Gardera-t-il imperturbablement le silence?

Quatre longues colonnes de la *Gazette de France* pour y délayer cette espérance :

La Pologne ressuscitera un jour comme nation. L'heure est-elle venue? Nous ne le croyons pas. Est-elle proche? Nous ne l'espérons point. Elle viendra cependant, et cette conviction où nous sommes nous console de l'attente.

Ces lignes de la *Gazette de France*, datées du 23 août 1868, me rappellent cette téméraire affirmation du *Siècle* en mars 1863 :

La Pologne sera sans qu'on brûle une amorce.

Malheureuse Pologne! malheureux Polonais! où vous ont conduits les illusions dans lesquelles, en 1863, vous entretenaient tous les journaux français, hormis un seul?

Elles vous ont conduits à la ruine, à la désolation, à la déportation, à la mort... pis que cela, elles vous ont conduits à l'avilissement des caractères, car les plus violents parmi les insurgés survivants n'ont pas tous été les derniers à passer du langage le plus altier au langage le plus humble.

Il ne suffit pas de déclarer emphatiquement que la Pologne sera rétablie; il faudrait démontrer, tout au moins expliquer comment elle le sera, comment elle pourra l'être.

C'est ce que ne fait pas la *Gazette de France*, et par une excellente raison, c'est que l'impossible ne se démontre ni ne s'explique.

Lorsqu'on lit les articles des journaux qui persistent à annoncer la résurrection de la Pologne, il semblerait toujours que la Pologne n'a été la proie que d'une seule puissance, la Russie.

Ces journaux discutent comme s'ils ignoraient que cette proie, trois États se la sont partagée à trois reprises : la première fois en 1773, la seconde fois en 1791, la troisième fois en 1793.

Or ces trois puissances copartageantes, l'Autriche, la Prusse et la Russie, représentent cent cinquante millions d'habitants, tandis que la France n'a que trente-huit millions d'habitants.

Imaginez donc une combinaison vraisemblable par laquelle la France, avec ses trente-huit millions d'habitants seulement, puisse arracher la Pologne des serres de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, fortes d'une population quatre fois plus considérable!

Et encore faudrait-il que la France se hâtât et ne perdît pas un instant, car si elle attend quelques années, les Polonais, sujets autrichiens, sujets prussiens, sujets russes, seront

ce que sont devenus les Alsaciens et les Lorrains sujets français.

En juillet 1863, au moment où l'insurrection polonaise était dans toute son incandescence, que faisaient les Polonais sujets autrichiens? Ils votaient au Reichsrath l'amendement à l'adresse proposée par M. Herbst ainsi conçu : « MAINTIEN INVARIABLE DE L'INTÉGRITÉ DE L'EMPIRE AUTRICHIEN. » ~~Cet amendement~~ était appuyé en ces termes par M. de Mogliencki, député polonais, sujet autrichien : « Nous » appartenons à l'empire d'Autriche depuis quatre-vingt-dix » ans; c'est à Marie-Thérèse et à l'empereur Joseph que » nous devons d'avoir joui d'abord des droits primitifs de » l'homme. Si dans l'intervalle les idées de réaction et de cen- » tralisation ont pris momentanément le dessus, c'est que » nous n'étions pas, comme aujourd'hui, sous un gouver- » nement constitutionnel. »

La *Gazette de France* semble croire que l'Autriche ferait facilement le sacrifice de la Galicie. La *Gazette de France* a-t-elle donc oublié tous les actes de la diplomatie autrichienne, qui attestent le contraire, et notamment la fameuse note du 4 janvier 1847, signée Metternich? C'est dans cette note que se trouve consignée cette déclaration, qui ne laisse subsister aucun doute sur l'étroite solidarité existant entre l'Autriche, la Prusse et la Russie :

Les trois puissances ont consulté la première loi de chaque État, le droit de propre conservation et de protection envers leurs sujets; ensuite elles ont agi convaincues de leur droit et de leur devoir. C'est en cela, et dans aucune autre chose, que réside toute la question de Krakovie.

Signé : METTERNICH.

Si la France ne peut ni ne doit compter sur l'Autriche, complice du triple partage de la Pologne, pour rendre à la Pologne sa nationalité, la France peut-elle compter, pour

l'aider dans cette œuvre de résurrection, sur la participation de l'Angleterre?

Il faudrait avoir la mémoire bien courte pour garder encore à cet égard la plus petite illusion.

Le 7 juillet 1831 le comte Sébastiani, ministre des affaires étrangères, écrivait au prince de Talleyrand, *ambassadeur* de France à Londres :

Le roi, touché des maux qu'a déjà causés la guerre de Pologne, s'est adressé avec confiance à l'empereur de Russie... Le désir de Sa Majesté, mon prince, est que vous fassiez à ce sujet des *ouvertures immédiates et pressantes* au gouvernement anglais; nous en attendons le résultat avec une VIVE IMPATIENCE.

Il faudrait avoir oublié la réponse, datée du Foreign-Office le 22 juillet 1831, faite à cette communication par lord Palmerston, en ces termes, qui n'admettaient pas une plus longue insistance :

Sa Majesté se voit dans la nécessité de REFUSER LA PROPOSITION que le prince de Talleyrand a eu l'instruction de lui communiquer.

Il faudrait avoir oublié cette déclaration de lord Palmerston le 3 juillet 1832 :

L'Autriche et la Prusse sont d'accord avec la Russie dans son interprétation du traité de Vienne.

Il faudrait avoir oublié cette autre déclaration de lord John Russell à la Chambre des communes dans la séance du 26 mars 1862 :

JAMAIS aucun homme d'État anglais ayant rempli les fonctions de premier ministre n'a eu dans l'idée de PRÊTER UNE ASSISTANCE MATÉRIELLE AUX POLONAIS... Jamais aucun ministre n'a pensé que le devoir de ce pays fût de *s'interposer* autrement que par l'*expression de ses opinions*... Le peuple polonais ne doit pas compter que l'ANGLETERRE TIRERA L'ÉPÉE EN SA FAVEUR, et qu'elle fera autre chose que d'adresser au gouvernement russe des représentations qui soient dignes de l'Angleterre.

Il faudrait avoir oublié la déclaration identique faite le

4 avril de la même année par lord Palmerston, lequel ajoutait :

Les Polonais agiraient mieux dans le sens de leurs propres intérêts en s'efforçant de faire de la conciliation et de profiter des sentiments bienveillants et humains que je dois supposer à l'empereur Alexandre. *Dans tous les cas, ce n'est pas là une question où la Grande-Bretagne puisse intervenir sagement et utilement.*

Il faudrait avoir oublié cette autre déclaration de lord John Russell, le 28 septembre 1863, au banquet de Blairgowrie :

J'ai déclaré à ma place, au Parlement, et je conserve toujours cette opinion, que *ni les obligations de l'Angleterre, ni son honneur, ni ses INTÉRÊTS, n'exigent que nous fassions la guerre pour la Pologne.*

Ces citations pourraient être multipliées à l'infini ; quoique très-sommaires et très-incomplètes, elles suffisent pour attester que si la France voulait tenter de nouveau le rétablissement du royaume de Pologne, cette fois encore elle serait seule contre l'Autriche, la Prusse et la Russie, comme elle l'a été en 1831 et en 1863.

Et ce serait une guerre à outrance, de trente-huit millions d'habitants contre cent cinquante millions d'habitants, car la devise des Polonais est : *Tout ou rien*. Le manifeste polonais du 3 juillet 1863 ne laisse à cet égard aucun doute ; il s'exprime ainsi :

La Pologne défend ses croyances religieuses et ses foyers domestiques ; elle revendique sa liberté et son indépendance, et elle ne cessera de combattre que lorsqu'elle aura reconquis sur l'opresseur **SES FRONTIÈRES DE 1772**. Le gouvernement national a déclaré que *la Pologne répudie toute TRANSACTION comme un SUICIDE, comme une TRAHISON...*

Signé : LOUIS WOŁOWSKI, président la réunion ; JOSEPH ORDEGA, secrétaire du comité ; ACHILLE BENOLDI ; XAVIER BRANICKI ; LADISLAS CZARTOBYSKI, etc.

Avant que parût ce manifeste, le comte André Zamoyski

avait remis, le 14 septembre 1862, au grand-duc Constantin une adresse dans laquelle se trouvait ce passage :

Polonais, nous ne pourrons appuyer le gouvernement que quand *ce gouvernement sera polonais et quand TOUTES les provinces qui composent notre patrie seront réunies ensemble* et jouiront d'une constitution et d'institutions libres.

Et M. Ladislas Mickiewicz avait dit dans sa proclamation :

Le marquis Wielopolski représente cette idée, que la Pologne doit s'administrer elle-même SANS CESSER DE FAIRE PARTIE INTÉGRANTE DE L'EMPIRE DE RUSSIE. Cette HÉRÉSIE contre le principe de la nationalité polonaise a naturellement éloigné de lui les Polonais.

Si le sort des Polonais sujets de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie blesse en eux le sentiment national, sont-ils cependant moins à plaindre qu'en 1773, avant le partage de leur pays ?

La *Gazette de France* peut, s'il lui plaît, prétendre que nous abusons des citations qui la contrarient, mais cela ne nous empêchera pas de placer sous ses yeux cet extrait des œuvres de l'ancien roi de Pologne Stanislas Leczinski :

C'est à peine si nous distinguons les paysans des bêtes de travail avec lesquelles ils labourent nos champs. Bien souvent nous ménageons moins les forces des paysans que celles des animaux, et plus souvent encore nous en faisons l'objet d'un trafic honteux... *La Pologne est le seul pays où le peuple soit comme déchu des droits de l'humanité.* Nous envisageons les paysans comme des êtres d'une autre espèce que nous, et nous leur contestons presque le droit de respirer le même air que nous (1).

Ce qui ferait supposer que le peuple polonais était moins malheureux après qu'avant le partage de la Pologne, c'est ce passage des *Mémoires de Michel Oginski*, publiés en 1827 :

L'agriculture et les manufactures y gagnaient ; mais c'était aux

(1) STANISLAS LECHINSKI. *Œuvres*, 4 vol. (Paris), t. III, p. 4 et 5.

dépens des vexations et des humiliations des NOBLES, c'est-à-dire de LA SEULE CLASSE QUI FORMAIT JADIS LA NATION POLONAISE...

Que sera-ce dans vingt ans, lorsque le décret du 19 février-2 mars 1864, concernant l'organisation des classes rurales, signé Alexandre, aura porté tous ses fruits?

Ce décret stipule ce qui suit:

Les terres acquises aux *paysans* leur reviennent affranchies de toutes charges envers les tiers. *Elles sont libérées également de toutes les prestations et restrictions auxquelles la coutume les avait asservies vis-à-vis du seigneur*, telles que le laudemium ou mainmorte; le *denier du seigneur*; les diverses interdictions frappant l'industrie manufacturière des paysans; *la coutume qui OBLIGEAIT le paysan d'acheter l'eau-de-vie pour son usage à la brasserie du seigneur*. Sous tous ces rapports, il s'établira une parité parfaite entre la propriété du paysan et toutes les autres propriétés légales.

Lorsque la *Gazette de France* prétend qu'elle défend la nationalité des Polonais, elle s'abuse et abuse ses lecteurs; ce qu'elle défend, c'est la féodalité.

Les grandes phrases de son article portant ce titre menteur : LE RÉTABLISSEMENT DE LA POLOGNE, n'ont aucun sens, aucune signification : c'est le vide sous les mots.

*
* *

La discussion à laquelle la *Gazette de France* a provoqué la *Liberté* se clôt d'elle-même, en se tarissant comme se tarit la source qui n'a plus d'eau.

La *Gazette de France* répète que l'empereur Napoléon 1^{er} aurait pu rétablir la Pologne, et qu'il ne l'a pas voulu; nous ne le nions pas; elle ajoute que ce rétablissement, l'empereur Napoléon III aurait pu, en 1854, le tenter en débarquant à cette époque vingt mille soldats français en Pologne; peut être!

Mais ce n'est point du passé qu'il s'agit, c'est de l'avenir.

Or, à moins d'être aveugle, il est impossible de ne pas voir que toutes les combinaisons qui ont pu exister pour rétablir la Pologne sont absolument épuisées. Donc, il n'y a plus à tenir qu'un seul langage qui soit humain et politique : c'est celui qui consiste à dire aux Polonais sujets autrichiens : Soyez Autrichiens ! aux Polonais sujets prussiens : Soyez Prussiens ! aux Polonais sujets russes : Soyez Russes, ainsi que les Alsaciens et les Lorrains sont Français !

Tout autre langage est insensé ; tout autre langage serait coupable.

Lorsque le *Journal de l'appel au peuple*, devenant le *journal de l'appel à l'insurrection*, réussirait à soulever les Bohêmes, les Slovénes, les Slovaques, les Hongrois, les Ruthènes, les Moraves, soulevant de nouveau les Polonais et faisant cause commune avec eux, à quoi aboutirait la *Gazette de France* ? Elle aboutirait à faire couler des flots de sang ; elle aboutirait à faire reculer la civilisation et la liberté ; elle aboutirait à l'anéantissement de l'Autriche, si affaiblie déjà. Est-ce là ce que veut la *Gazette de France* ? Le sort de la Moldavie et de la Valachie, réduites à l'humiliation d'aller chercher dans un régiment prussien un sous-lieutenant pour les gouverner, est-il donc si digne d'envie que les Polonais doivent le souhaiter et qu'il soit raisonnable de le souhaiter pour eux ?

A défaut de la grande politique économique, à défaut de la politique de Turgot et de Cobden, qui est la nôtre, la vraie politique, la seule qui soit à la fois traditionnelle et rationnelle, c'est la politique de Henri IV, saluée à Sainte-Hélène par Napoléon I^{er}, érigée en programme par le prince Louis-Napoléon Bonaparte, dans son livre intitulé : *Des Idées napoléoniennes*, et en principe par l'empereur Napoléon III dans la célèbre circulaire du 16 septembre 1866 ; c'est la politique des grandes agglomérations, c'est celle que nous soutenons quand nous demandons que la

France, puisqu'elle s'impose la lourde charge d'une armée effective de neuf cent mille appelés et d'une armée éventuelle de cinq cent mille mobiles, se seive de cette armée, non pour redevenir la grande agglomération démesurée qu'elle était en 1813, mais la grande agglomération légitime qu'elle fut en 1801.

Recouvrer ses limites naturelles, refaire son unité géographique : telle est la seule politique traditionnelle que la France ait jamais eue ; prendre les moyens pour la fin, c'est tomber dans une méprise aussi grossière que de prendre l'ombre pour la proie.

*
* *

Ce qui suit est textuellement extrait de la *Gazette de France* :

Placé sur un mauvais terrain, sur un terrain sans consistance, où il ne pouvait se mouvoir à l'aise et sur lequel il lui était impossible d'édifier rien de solide, M. de Girardin devait finir comme il finit, en reconnaissant que la thèse qu'il avait adoptée n'était pas soutenable ; en avouant que s'il persistait malgré cela, c'était parce qu'il préférerait une politique d'aventure et d'expédients à une politique de principes.

M. de Girardin confesse que si la Pologne a été abandonnée par la France, c'est par la France napoléonienne.

M. de Girardin prétend que la politique des grandes agglomérations fut celle de Henri IV, et que Napoléon, à Sainte-Hélène, n'a fait que la reprendre. La politique qui est sourde aux souffrances de la Pologne, qui se prononce pour les grandes agglomérations, n'a jamais été, ne pouvait pas être celle du chef de la maison de Bourbon, parce qu'elle n'est pas française.

Est-il possible de pousser plus loin le mépris de l'histoire et le manque de bonne foi dans la discussion ?

De ce qu'il est vrai que l'empereur Napoléon I^{er}, qui avait aillé dans la carte de l'Europe des royaumes nouveaux,

aurait pu rétablir en 1809 et 1812 le royaume de Pologne, au lieu de faire la réponse qu'il dicta le 20 octobre 1809 au duc de Cadore, et celle qu'il adressa le 14 juillet 1812 à la députation de la Diète de Varsovie, s'ensuit-il que si la Pologne a été abandonnée par la France, elle l'a été par la France napoléonienne ? Est-ce que la Pologne, avant d'avoir été partagée, n'avait pas commencé par être abandonnée par la France bourbonnienne ? A sa lettre si touchante et si pressante adressée de Varsovie au roi de France Louis XV, le 16 octobre 1772, quelle réponse le roi de Pologne Stanislas-Auguste reçut-il ?

Aucune.

Le roi de France Louis XV ne lui fit pas même la réponse évasive et banale que lui fit, le 17 novembre 1772, le roi d'Angleterre George III.

Cette réponse est curieuse à rappeler :

Saint-James, le 17 novembre 1772.

Monsieur mon frère,

Votre Majesté rend justice, dans sa lettre du 27 octobre, à mes sentiments au sujet de ses malheurs et de ceux de l'État. Il y a bien longtemps que j'ai vu avec la douleur la plus extrême les maux qui entourent Votre Majesté et qui ont abîmé la Pologne. *Je crains que ces malheurs ne soient arrivés au point de ne pouvoir être redressés que par le Tout-Puissant*, et je ne vois pas d'autre intervention qui puisse y remédier. J'exercerais volontiers la mienne si je voyais le moment qu'elle pourrait être utile.

La justice doit être le guide invariable des souverains. Je voudrais bien supposer qu'elle ne les abandonne jamais. Mais si malheureusement des intérêts temporels l'emportent quelquefois sur elle, il faut espérer qu'elle reprendra toujours sa place dans des conjonctures plus favorables.

La constance et la magnanimité de Votre Majesté ne peuvent que lui concilier l'estime et l'admiration universelles.

Je suis, avec les sentiments de l'amitié la plus sincère, monsieur mon frère,

De Votre Majesté le bon frère,

GEORGE, roi.

Une réponse pareille aurait-elle donc coûté beaucoup à écrire au roi Louis XV ?

Peut-être n'eût-elle pas suffi pour empêcher le premier partage qui eut lieu par acte des 7¹18 septembre 1773, mais enfin elle subsisterait comme protestation et comme document historique.

La France napoléonienne date de 1804; attribuer à la France napoléonienne un abandon qui remonte à 1772, c'est-à-dire à la France bourbonnienne, ah! c'est par trop fort!

Passons!

En quoi consistait ce que l'histoire a enregistré sous ce nom : « *le grand dessein du roi Henri IV* » ?

Le grand dessein de Henri IV consistait dans la réunion de toute la chrétienté en un seul corps qui eût pris le nom soit de République, soit de Monarchie Très-Chrétienne, et dans le partage de l'Europe en « *quinze dominations ou États* » qui eussent été, autant que possible, « *d'une force et d'une étendue égales.* »

Ce partage de l'Europe en quinze États territorialement égaux, est-ce que ce n'est pas la politique des grandes agglomérations adoptée par Napoléon I^{er} à Sainte-Hélène et érigée cinquante ans après en principe par Napoléon III dans la circulaire du 16 septembre 1866, signée La Valette, ministre des affaires étrangères par intérim ?

Où donc est la différence ?

S'il n'y en a aucune, nous sommes donc fondé à soutenir que la politique des grandes agglomérations est une idée bourbonnienne et n'est pas une idée napoléonienne.

Ce partage de l'Europe en quinze États territorialement égaux, est-ce que ce n'est pas l'infirmité de cette prétendue politique traditionnelle des petits États protégés par la France ?

La vérité, celle-ci non travestie, c'est que la seule vraie

politique traditionnelle qu'ait jamais eue la France depuis Hugues Capet a toujours été celle que nous soutenons, non par préférence, mais à défaut de la grande politique économique dont Turgot et Cobden sont les deux plus illustres personifications. Cette politique traditionnelle et rationnelle, c'est celle de l'Unité géographique de la France.

XXXII.

UN ENTRETIEN HISTORIQUE.

22 août 1868.

M. Eugène Chapus a publié en 1838 un livre intitulé : *SOUVENIRS DE L'ANCIENNE COUR. — Les Chasses de Charles X.* C'est à ce livre que nous empruntons l'entretien suivant, qui se rattache à la lettre de l'empereur Nicolas au roi Charles X (1), datée de novembre 1829 :

(1) • *L'empereur Nicolas I^{er} au roi Charles X.*

• Novembre 1829.

• Mon Frère,

• Ce n'est pas la lettre d'un souverain à un souverain que je vous écris. C'est la lettre d'un grand peuple à un grand peuple.

• *Vous n'avez plus de frontières; vous n'êtes plus une puissance de premier ordre.*

• *Prenez les bords du Rhin, les Alpes et les Pyrénées, la France sera constituée.*

• Quant à moi, la population russe s'élève à 80 millions d'habitants, savoir : 50 millions de serfs et 30 millions d'hommes libres.

• Il est impossible que j'é puisse savoir l'état de la Russie dans un quart de siècle, si j'en juge par les difficultés que j'éprouve aujourd'hui. Il faut que j'aille à Constantinople afin d'avoir les trois éléments de richesse, c'est-à-dire l'agriculture, l'industrie et le commerce, privé que je suis de ces deux dernières conditions.

• *Faites le traité offensif et défensif, et je le signerai à l'instant. Persuadez-*

A son lever de table, le roi, toujours de plus en plus taciturne, aborda le premier veneur, qui paraissait lui-même fort absorbé dans ses idées. Ils passèrent sur le balcon, dont la longue ligne anfractueuse dessine le périmètre du château.

Tous deux restèrent silencieux.

« Girardin, dit enfin le roi, ces ordonnances vous préoccupent donc bien ?

— Beaucoup, sire.

— Mais qu'y avait-il à faire, à votre avis ?

— Travailler avant toute chose, sire, à la restauration de la France. Vous avez une tâche à remplir qui rentre dans le vœu de la nation et dans celui d'un de vos plus glorieux ancêtres : faire recouvrer à la France ses limites, qui sont le Rhin et la mer, les Alpes et les Pyrénées.

— C'est aussi mon vœu le plus ardent, croyez-le bien. Cette grande et utile direction à donner à la politique de mon gouverne-

vous que vos amis seront mes amis et vos ennemis mes ennemis. Telle est la condition de ce traité. »

(Lettre ayant pour garantie de son authenticité le témoignage du général comte Alexandre de Girardin.)

Paris, 22 août 1868.

Monsieur et éminent confrère,

... Vous dites vrai lorsque vous écrives que l'original de cette lettre, dont vous ne pouvez avoir qu'une copie, doit exister aux Archives ; car, adressée en novembre 1829 par l'empereur Nicolas I^{er} au roi Charles X, elle a servi de point de départ à un projet de traité d'alliance offensive et défensive entre la Russie et la France, préparé en juin 1830 par le prince Jules de Polignac.

Ce projet de traité doit également exister aux Archives, avec le rapport qui en était le commentaire et la justification. Il avait reçu l'approbation du roi Charles X ; et il allait recevoir la signature de l'empereur Nicolas I^{er} lorsque éclata la révolution de 1830.

Chacun sait aujourd'hui que le cabinet de Londres n'a pas été étranger à cette révolution, qui vint si fort à propos pour épargner à l'Angleterre l'ennui de voir la France reprendre toutes ses frontières naturelles avec l'appui de la Russie, qu'on laissait, à ce moment-là, libre de conquérir Constantinople : telles étaient, en effet, les bases définitives du projet de traité dont je vous signale l'existence.

Je suis sûr de ce que j'avance, et voici ce qui me donne cette certitude. C'est un souvenir de plus de trente-huit ans, que rien n'a pu effacer de ma pensée :

Le 28 juillet 1830, la duchesse d'Angoulême était reçue à Dijon, où régnait dès le matin, par suite des nouvelles arrivées de Paris, une fermentation extrême. Il y avait réception à la préfecture, où, naturellement, l'émotion était grande. J'offris à la fille infortunée de l'infortunée Marie-Antoinette, richement reliée, une méchante poésie imprimée sur la Conquête d'Alger. C'est peut-être le dernier présent qu'elle ait reçu avant de partir pour l'exil.

Les vers étaient plus que médiocres ; c'était de la poésie de rhétoricien. Toutefois le sen-

ment, je ne l'abandonnerai jamais, car je sens que la Restauration a sa force comparative à conquérir et son influence à reprendre. J'y songe sans cesse; mais, Girardin, comment y parvenir?

— Deux systèmes se présentent : soit une alliance avec l'Angleterre, soit une alliance continentale. Pour que le premier fût possible, il faudrait que la puissance anglaise consentît à ce que tous ses comptoirs nous fussent communs, que nos relations fussent les mêmes, nos traités de commerce semblables. Est-il raisonnable de l'espérer?

— Ainsi mon gouvernement aurait tort de s'appuyer de ce côté?

— Ce serait condamner la France à jouer un rôle secondaire dans l'équilibre du monde; ce serait la maintenir dans la nécessité de garder son armée sur le pied le plus élevé, et par conséquent d'accroître ses dépenses.

timent qui les avait inspirés était patriotique, et la duchesse d'Angoulême me fit l'honneur de me dire, en présence du baron de Vismes, préfet de la Côte-d'Or, après avoir jeté les yeux sur mon ode, ces paroles, que je n'ai jamais oubliées : « Merci de votre hommage. C'est bien de chanter les conquêtes de notre armée; mais j'espère que vous aurez bientôt de nouveaux triomphes à célébrer. La prise d'Alger n'est rien auprès de ce que le roi projette. *Il rendra bientôt à la France les frontières qu'elle a perdues.* »

Certes, pour que la duchesse d'Angoulême, qui était absente de la cour depuis trois semaines, ait tenu ce langage le 28 juillet 1830, il fallait qu'elle eût la certitude que le projet de traité précédemment préparé par les soins du prince Jules de Polignac allait recevoir son exécution presque immédiate, il fallait qu'elle sût que la France et la Russie s'étaient définitivement mises d'accord, il fallait qu'elle crût leur alliance certaine, il fallait enfin que le but de cette alliance fût bien celui que vous avez indiqué, et que j'ai connu par le fait d'une circonstance particulière.

Vous voyez que les choses étaient même plus avancées que vous ne le supposiez sans doute. Sans la révolution de 1830, la France posséderait depuis longtemps déjà toute la rive gauche du Rhin. Mais il n'est jamais trop tard pour faire ce qui est juste et nécessaire. Ce qu'un Bourbon eût accompli, un Bonaparte peut l'accomplir. L'un le voulait, l'autre le doit; car Charles X eût donné et Napoléon III ne fera que rendre.

Je m'arrête, car je vous écris cette lettre non pour discuter, mais pour compléter vos renseignements et faire connaître au public des faits anciens qu'il est utile qu'il sache.

Partie précipitamment de Dijon dans la nuit du 28 au 29 juillet 1830 pour Rambouillet, d'où elle devait retourner en exil, la duchesse d'Angoulême est morte à l'étranger : elle ne peut plus attester l'existence du projet de Charles X de rendre à la France toutes ses frontières naturelles.

Mais je suis sûr que l'on retrouverait aux Archives, avec la lettre de l'empereur Nicolas I^{er} au roi Charles X, l'origine du traité d'alliance que le prince Jules de Polignac avait préparé, et que ces deux souverains allaient signer au moment où la révolution de 1830 est venue changer le cours des événements.

Mes sentiments les plus distingués.

André de CÉSÉNA.

— Et l'autre système, demanda le roi qui écoutait fort attentivement, en quoi, selon vous, consiste-t-il ?

— Il consisterait dans la réunion des intérêts des puissances continentales à ceux de la France. Il est aisé de voir que jusqu'ici c'est le continent tout entier qui était armé par l'Angleterre contre la France ; que c'est le continent qu'il nous a fallu rassurer, et nous ne pouvons le rassurer que par des intérêts communs. Jamais il ne contestera la force de la France, quand celle-ci aura des intérêts de même nature : c'est donc là que doit être tout le but de la politique de votre royaume. N'attendez pas que l'Angleterre concoure au développement de nos richesses, car ce développement entraînerait la diminution des siennes. Il lui faut, comme condition d'existence, que les autres peuples demeurent toujours en état d'hostilité. Le secret de cette politique changeante, qui porte tour à tour et dans des circonstances identiques ses armes, son alliance ou sa neutralité sur tous les points du globe, est là tout entier. Inspirer des défiances réciproques aux nations, faire éclater des guerres qui, en paralysant leur industrie et dévorant leurs trésors, ouvrent des débouchés à ses fabriques et à ses produits : voilà la force dont l'Angleterre sait user, voilà cette science qui établit sa domination ! Quand le roi le voudra, il plantera ses drapeaux sur l'hôtel de ville de Bruxelles et sur la citadelle d'Anvers. En même temps, n'est-il pas vrai que l'Autriche s'étendrait sur l'Italie, et que la Russie s'établirait sur le Bosphore ? Et le grand mal, sire, lorsque pour compensation l'Angleterre serait bannie de la Méditerranée ? C'est le système de Catherine II. Ce système se résume en peu de mots : des intérêts semblables marchant au même but par des influences directes sur l'accroissement des richesses nationales.

— Quelle foi, Girardin, avez-vous dans le concours que prêterait la Russie à une pareille combinaison ?

— Mais, sire, depuis bientôt un siècle cette alliance nous est offerte par le Nord, et nous ne savons point en profiter. Dernièrement encore votre ambassadeur n'a-t-il pas été accueilli à la cour de Saint-Pétersbourg par ces mots : « Eh bien, quand venez-vous » donc à nous (1) ? » Je me persuade que le ministère qui se serait

(1) Le prince de Volkonski, assistant au sacre de Charles X, et ayant pour mission d'amener la France à cette alliance, dit un jour : « Je vois que la France est fort bien disposée pour l'Angleterre, son ancienne ennemie ; je doute que cela soit conforme à ses intérêts. »

montré préoccupé des moyens d'arriver à l'application de ces idées aurait mieux compris les exigences de notre époque, qu'en s'appliquant, par sa tendance et par ses actes, à contester à la nation les conquêtes qu'elle a faites sur l'ancien régime.

— Qu'entendez-vous par là ?

— Sire, pardonnez-le-moi ; mais j'entends que les intérêts monarchiques ont trop exclusivement absorbé l'esprit de vos ministres. Ils ne comprennent pas qu'avant tout il faut être l'homme de son temps. Oui, sire, à tort ou à raison, les idées vieillissent et se modifient. Pour être l'homme de son pays, il faut être l'homme de son temps.

— J'en conviens ; mais croyez-bien cependant, Girardin, que pour cette époque comme pour toutes les époques, la fermeté chez un roi est une vertu.

— Autrefois, sire, peut-être ; maintenant cela s'appelle une tendance à l'arbitraire. Il y a deux nécessités aujourd'hui : comprendre les légales insurrections des Chambres et perdre l'illusion sur les fidèles sujets en France ; autrement il pourrait en résulter de fâcheux malentendus entre le roi et le peuple. »

Pendant les dernières paroles de cet entretien, les regards rêveurs du roi étaient allés involontairement s'arrêter sur la pointe de l'île des Roches, où s'élève un petit kiosque. C'était le lieu favori de Napoléon ; il y venait souvent agiter et débattre les questions de sa politique secrète. Non loin de là est une grande pierre plate, le banc de l'Empereur.

Dans cet endroit, dit-on, il avait déployé les cartes géographiques du Nord, sur lesquelles, par une fatale inspiration, il avait tracé le plan de la grande et à jamais mémorable campagne de Russie. Ce fut aussi à Rambouillet que, le 25 juin 1815, après la néfaste bataille de Waterloo, Napoléon, qui se rendait à Rochefort, s'arrêta une nuit.

Ces souvenirs, aussi bien que les objets qui frappaient la vue du roi, semblèrent avoir jeté un sombre crêpe sur son esprit.

On vint l'enlever à cette rêveuse disposition en lui annonçant que tout était prêt pour le retour.

Au lieu de repartir seul, selon sa coutume, on remarqua, et ce fut même un sujet d'étonnement, que Sa Majesté se faisait accompagner cette fois par Monseigneur le Dauphin.

Ils étaient sur les degrés du perron.

Tout à coup on aperçut un courrier lancé, surgissant des profondeurs de la grande avenue à franc étrier.

Charles X s'arrêta court.

En un instant le courrier était aux pieds du roi.

Tous les regards s'interrogèrent douloureusement.

Le courrier balbutia quelques paroles. Il apportait des nouvelles de Paris : 26 juillet 1830, cinq heures de l'après-midi.

EUGÈNE CHAPUS.

La restitution à la France de ses frontières naturelles au moyen d'une loyale et cordiale alliance contractée entre le gouvernement français et le gouvernement russe : — telle fut en effet la pensée constante du général comte Alexandre de Girardin, pensée que le journal la *Presse* n'a pas abandonnée un seul jour, de 1836 à 1856, et sans qu'il se laissât jamais arrêter par la calomnie s'opiniâtrant à prétendre qu'il était subventionné de la Russie, tandis que la vérité aujourd'hui reconnue est qu'il ne reçut jamais d'elle une parole d'adhésion. Cette politique, qui fut celle de Chateaubriand, poursuivie par le comte de Laferronnays, nous ne l'avons pas discontinuée dans la *Liberté*, et nous persistons à penser que si nous avions aux affaires étrangères un autre ministre que M. le marquis de Moustier, et à Saint-Petersbourg un ambassadeur dans la parole loyale et ferme duquel la Russie pût avoir confiance, il y aurait encore une grande et belle partie à jouer et à gagner sûrement.

Oui, notre diplomatie aurait encore, pour éviter la guerre, deux très-belles cartes à jouer; mais, il faut le dire, nous n'avons de diplomatie que celle qui figure à notre budget des dépenses. Ailleurs, nous n'avons ni diplomatie ni diplomates.

La diplomatie n'est rien si elle n'est pas une idée natio-

nale que ne détourne de son but aucun événement, aucun incident, aucune conspiration, aucune guerre, aucune révolution; que ne lasse aucun effort; que ne rebute aucun dédain; que ne prend aucune amorce trompeuse, aucune captation perfide : or, ce qui fait la force de la Russie, ce qui a fait la force de l'Italie et du comte de Cavour, de la Prusse et du comte de Bismark, c'est précisément ce qui fait la faiblesse de la France. Ni idée ni homme !

XXXIII.

LES FAUTES SUCCESSIVES.

23 août 1868.

Il ne s'agit ici ni de l'intervention italienne de 1859, faite en sens contraire de l'expédition romaine de 1849; ni de la funeste occupation du Mexique, après le refus de signer le traité qu'ont exécuté l'Angleterre et l'Espagne, nos deux associées; ni de la malheureuse campagne diplomatique de M. Drouyn de Lhuys contre le prince Gortschakoff en faveur de l'insurrection polonaise : il s'agit uniquement et exclusivement des événements qui ont abouti en 1866 au renversement de la Confédération germanique et à l'unité militaire de l'Allemagne, alignée sous le commandement absolu du roi de Prusse.

La première faute commise a été, — puisqu'à cette époque la France n'était pas prête à intervenir les armes à la main, — la première faute commise a été de ne pas empêcher la guerre de s'allumer. Pour cela il suffisait de dire à l'Autriche et à la Prusse : « La première de vous deux qui attaquera l'autre me trouvera immédiatement du côté de la

puissance attaquée. » C'est le conseil que nous donnions le 28 avril 1866, dans un article intitulé : *LA SITUATION*.

La seconde faute commise a été, — le gouvernement français n'ayant pas fait la déclaration ci-dessus, — de ne pas conclure l'alliance que nous conseillions le 22 mai 1866, dans l'article ayant pour titre : *TROIS CONTRE UN*.

La troisième faute commise aurait été, le 4 juillet 1866, — le jour où est arrivée à Paris la nouvelle de la victoire décisive remportée sur les Autrichiens par les Prussiens, — de n'avoir pas donné immédiatement l'ordre à un corps d'armée français d'aller, au nom de l'Europe, et à titre de gage, occuper Mayence et toutes les autres forteresses fédérales, si le gouvernement français avait eu alors, ce qu'il est maintenant avéré qu'il n'avait pas, les forces militaires disponibles, n'eussent-elles été que de 50,000 hommes.

La quatrième faute commise, — le gouvernement français n'ayant pas été en mesure d'accomplir, en juillet 1866, ce grand acte de virilité nationale qui se fût consommé sans risque et sans péril, — la quatrième faute commise a été de ne pas faire tout de suite bon visage à mauvais jeu, de ne pas faire tout de suite cause commune avec l'Italie et la Prusse victorieuses en nouant immédiatement la triple alliance qui eût constitué la France, l'Italie et la Prusse les arbitres souverains et les gardiens inviolables de la paix européenne; car la France, l'Italie et la Prusse eussent formé une masse inattaquable de cent millions d'habitants (1). Nous hâtant de prendre les devants sur la circulaire du 16 septembre 1866, signée par M. le marquis de Lavalette, en qualité de ministre des affaires étrangères *par*

(1)	France.	38,000,000 d'habitants.
	Italie.	25,000,000 —
	Prusse.	37,000,000 —
	Total.	100,000,000 —

intérim, c'est le conseil que nous n'hésitions pas à donner le 10 septembre dans l'article intitulé : L'ASSOCIÉE DE LA FRANCE, conseil sur lequel nous insistions, le 17 janvier 1867, dans un autre article intitulé : LE MARIAGE DE RAISON.

La cinquième faute commise a été la négociation ouverte par la France avec la Hollande, pour l'acquisition de la province et de la forteresse de Luxembourg, acquisition qu'il ne fallait pas négocier clandestinement ou qu'il fallait maintenir hautement, dès que la Prusse annonçait l'intention formelle d'y mettre obstacle.

Ces cinq fautes successives, qu'il a été successivement possible de prévenir ou de réparer, maintenant qu'on a laissé à la défiance et à la rivalité entre la France et la Prusse le temps de naître et de grandir, ces cinq fautes accumulées, il n'y a plus que deux moyens de les effacer; ce sont ceux que nous avons indiqués dans l'ordre suivant :

Ou la formation soit d'un État, soit de deux États intermédiaires entre la France et la Prusse, avec condition préalable et expresse de raser toutes les forteresses enclavées entre les limites actuelles de la France et ses limites naturelles;

Ou, — en cas de refus de la Prusse de consentir et de concourir à la formation soit de l'État, soit des deux États ci-dessus indiqués, — la rentrée de la France par la victoire dans ses limites naturelles, devenues ses limites nécessaires.

Est-il vrai de dire que cette alternative implique contradiction ?

Dans toutes les négociations, de quelque nature qu'elles soient, est-ce que le plus souvent on ne déclare pas que si la proposition faite n'est pas acceptée, celle qui suivra sera plus stricte sans être moins équitable ?

Si, comme nous persistons à le croire, la guerre est fatale entre la France et la Prusse, c'est une raison de plus pour

que le gouvernement français se mette en position de prendre l'Europe à témoin qu'il a proposé pour éviter la guerre tout ce qui était juste et raisonnable, puisqu'il a proposé de renoncer à tout agrandissement territorial, à la seule condition du rasement de toutes les forteresses enclavées qui le menacent, et qui l'obligent d'entretenir indéfiniment une armée effective de neuf cent mille soldats et une armée éventuelle de cinq cent mille gardes nationaux mobiles, ce qui serait à la longue la dépopulation et l'appauvrissement du pays.

Les moyens d'exécution de ce rasement sont, comme nous l'avons dit :

Ou la Belgique agrandie par l'annexion des Pays-Rhé-
nans, et formant un État franco-germanique de 9,500,000
habitants ;

Ou la Belgique demeurant ce qu'elle est (1), et ayant
pour contre-fort qui l'appuie un autre royaume également
neutralisé, le royaume des Pays-Rhé-
nans, dont la souve-
raineté pourrait être donnée en échange au roi de Saxe, ainsi
relevé de son humble condition de roi vassal (2).

(1)

ROYAUME DE BELGIQUE.

Belgique actuelle.	4,940,570 h.
----------------------------	--------------

(2)

ROYAUME DES PAYS-RHÉNANS.

Bavière rhénane.	490,292	} 4,544,885 h.
Hesse rhénane.	234,491	
Pays-Bas. { Limbourg.	221,510	
{ Luxembourg.	202,397	
{ Maëstricht, Nimègue. . .	50,000	
Prusse rhénane.	3,346,195	

XXXIV.

INCONSÉQUENCE.

24 août 1868.

Selon le *Journal des Débats*, la Prusse est affaissée sous le poids de sa victoire, l'Autriche réduite à l'impuissance sous l'humiliation de sa déroute, la Russie temporairement paralysée, l'Angleterre systématiquement retirée des affaires continentales, afin de s'adonner exclusivement à son commerce maritime, conformément au double, successif et identique programme du cabinet Russell et du cabinet Disraeli.

S'il en est ainsi, la conclusion qui se présente naturellement à l'esprit, c'est qu'après avoir laissé échapper l'occasion de 1866, jamais moment ne sera plus propice qu'à présent pour renouer la politique dénouée de l'Unité géographique de la France, cette politique de tous les rois de France depuis Hugues Capet; cette politique de la République française; cette politique de la Restauration de 1815; cette politique de Chateaubriand et de Laferronnays, du général comte Alexandre de Girardin et du général baron de Richemont; cette politique de Lamartine et de Victor Hugo. Est-ce que les motifs les plus sérieux manquent à la France? Est-ce que la Prusse ne les lui a pas fournis à profusion en renversant la Confédération germanique et en s'emparant clandestinement du commandement militaire de toute l'Allemagne ainsi militairement unifiée?

Cette conclusion est imposée par la logique autant que par le cours des choses; ce n'est pas celle du *Journal des Débats*.

A quoi donc conclut-il?

Après avoir montré que jamais la guerre n'a présenté à la France plus de chances favorables pour rentrer dans ses

frontières naturelles, devenues ses frontières nécessaires, il conclut... à la paix.

O inconséquence!

XXXV.

LA GRANDEUR DE LA FRANCE.

23 août 1868.

On lit dans le *Bulletin international* :

Dans un petit cercle de Saint-Germain, un de nos plus grands hommes d'État, M. Thiers, s'écriait :

— Ah! messieurs, la grandeur de la France... Vous ne la reverrez plus!

Pourquoi ne la reverrait-on plus? Que faudrait-il pour qu'on la revît? — Une idée nationale et un homme déterminé. Ce que le Piémont a trouvé dans le comte de Cavour et la Prusse dans le comte de Bismark, pourquoi donc la France ne le trouverait-elle pas sous le règne de l'héritier du vaincu de Waterloo, lequel a laissé la France moins grande que sous la Royauté, moins grande que sous la République?

L'idée nationale, c'est l'Unité géographique de la France, ou tout au moins la disparition de cette constellation de forteresses qui brillent au firmament militaire de l'Allemagne mise au pas sous le commandement du roi de Prusse, futur empereur des Allemands. Puisque l'idée nationale existe, il ne manque donc que l'homme déterminé.

XXXVI.

CARTES SUR TABLE.

25 août 1868.

Le seul journal indépendant et influent qui paraisse en

Russie, la *Gazette de Moscou*, publie, sur la neutralité de la Russie en cas de guerre entre la France et la Prusse, un article qu'il importe de lire et de méditer.

Le rédacteur en chef de la *Gazette de Moscou*, M. Katkoff, n'engage pas plus le gouvernement russe que le rédacteur en chef de la *Liberté* n'engage le gouvernement français; mais ce qu'ont de commun ces deux écrivains, c'est que l'un à Moscou, l'autre à Paris, se sont voués avec la même ardeur et la même indiscipline à l'étude et à la défense de ce qu'ils considèrent comme le véritable intérêt de leur pays.

La *Gazette de Moscou* a raison de le déclarer : oui « *la Russie n'a aucun intérêt à favoriser l'agrandissement de la Prusse* » ; oui, la Russie n'a aucun intérêt à ce que la Prusse passe du second rang de satellite au premier rang de planète son égale; oui, ainsi que nous l'écrivions avant que nous connussions l'article de la *Gazette de Moscou*, si nous avions aux affaires étrangères un autre ministre que M. le marquis de Moustier, et à Saint-Petersbourg un ambassadeur dans la parole loyale et ferme duquel la Russie pût avoir toute confiance, il y aurait encore, France et Russie, une grande et belle partie à jouer en commun et à gagner sûrement.

Dans ce cas, la Russie n'aurait pas à craindre « *le rôle de victime trompée* ».

Nous ne relèverons pas dans la *Gazette de Moscou* la qualification « *d'idées fantastiques* » donnée à nos idées; nous savons que cette qualification est celle que l'on inflige aux idées fortement frappées à l'effigie d'un homme avant qu'elles soient devenues monnaie courante d'un pays; c'est la qualification qui a été infligée à l'idée de l'Unité géographique de l'Italie, couvée par le comte de Cavour, et à l'idée de l'Unité géographique de l'Allemagne, couvée par le comte de Bismark : jusqu'à ce que l'Unité géogra-

phique de la France soit refaite, il faut qu'elle aussi se résigne à être qualifiée d'idée fantastique.

Idée fantastique! une idée séculaire, qui a été le but de tous les rois de France depuis Hugues Capet. *Idée fantastique!* une idée qui a été pleinement réalisée en 1801 par la République française. *Idée fantastique!* une idée qui a été outre-passée par l'Empire premier.

Ce que nous relèverons uniquement dans l'article de la *Gazette de Moscou*, ce sont ces mots : « prétextes plausibles ».

Non, pas de prétextes, si plausibles qu'ils soient ou qu'ils paraissent!

La France n'en a pas besoin.

A-t-on besoin de prétextes hypocrites lorsqu'on a les motifs les plus légitimes, les plus avouables, les plus impérieux?

Ces motifs, la France les a.

Qu'est-ce qui lui importait? Qu'est-ce qui lui importe? Était-ce, est-ce l'unité commerciale de l'Allemagne?

Non.

Était-ce, est-ce l'unité administrative de l'Allemagne?

Non.

Était-ce, est-ce l'unité monarchique et territoriale de l'Allemagne?

Non.

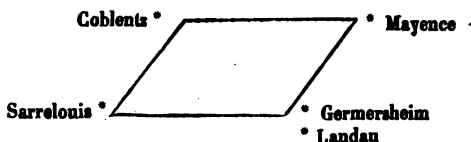
La seule unité allemande qu'avait à redouter la France, c'est celle qui est pleinement consommée, c'est l'unité militaire.

Est-ce vrai?

N'est-il pas également vrai qu'avant que la Confédération germanique ait été renversée, en 1866, par le gouvernement prussien, l'Autriche et la Prusse s'équilibraient en se faisant contre-poids l'une à l'autre, et se neutralisaient par leur antagonisme permanent?

Cependant, alors même qu'il en était ainsi, cela n'empêchait pas la Restauration de tout mettre en œuvre pendant quinze années, de 1815 à 1830, afin de hâter le retour à la France de ses frontières naturelles, considérant, avec Chateaubriand, que « Landau détaché de la France; Hu- » ningue rasé, ouvrent une large brèche dans nos frontières, » et qu'un combat malheureux à nos armes suffirait pour » amener l'ennemi sous les murs de Paris; que, Paris » tombé, l'expérience prouve que la France tombe, et » qu'ainsi notre indépendance nationale est livrée à la » chance d'une *seule bataille* et à une *guerre de huit » jours.* »

Mais maintenant que l'empire d'Allemagne, qui avait cessé d'appartenir à l'Autriche, appartient militairement à la Prusse, ne serait-ce pas un crime de lèse-nationalité de laisser insoucieusement dans les mains de cette puissance envahissante les clefs de toutes les forteresses dont nous ne laissons échapper aucune occasion de mettre les noms sous les yeux de nos lecteurs? Qu'ils ne perdent jamais de vue ce redoutable quadrilatère allemand formé par :



Lorsqu'on se souvient de tous les périls que l'Italie a bravés, de tous les sacrifices qu'elle s'est imposés, de toutes les combinaisons qu'elle a ourdies pour s'emparer du quadrilatère autrichien, formé par Legnago, Mantoue, Peschiera et Vérone, on ne peut s'empêcher de s'adresser avec tristesse cette question : Les Français auraient-ils donc moins de prévoyance, moins d'habileté, moins de patriotisme que les Italiens? Le quadrilatère autrichien qui menaçait l'Ita-

lie, maintenant la protège; le quadrilatère allemand qui menace la France ne se changera-t-il pas pareillement pour elle de menace en protection, et ne lui permettra-t-il pas de réduire considérablement son armée de 900,000 soldats, plus 500,000 gardes nationaux mobiles?

Rasement de toutes les forteresses enclavées entre nos frontières actuelles et nos frontières naturelles, afin de rendre possible le désarmement européen, ou retour à la France de toutes ces forteresses, en cas de refus de la Prusse de consentir et de concourir à l'établissement soit d'un seul État franco-germanique composé de 9,500,000 habitants, soit de deux États mixtes composés chacun de 4,750,000 habitants environ, l'un se nommant royaume de Belgique, l'autre se nommant royaume des Pays-Rhénans, et celui-ci pouvant être donné en toute souveraineté au roi de Saxe, tombé en vassalité : lorsqu'on peut poser cette alternative et la soutenir avec neuf cent mille soldats ayant derrière eux une nation aussi brave que la nation française, on n'a pas besoin de descendre à des prétextes plausibles ; les motifs fondés suffisent.

D'ailleurs, ces prétextes, quels seraient-ils ?

Si la France commettait la faute de chercher ses prétextes dans ce qui tend à se faire de l'autre côté du Rhin, sur les deux rives du Mein, ce serait alors qu'elle s'affaiblirait ; ces prétextes ne seraient pas plausibles, ils seraient puérils.

Loin de nous la politique fourbe et fourbue ! Finissons vaillamment comme a fini M. de Bismark ; ne commençons pas subrepticement comme il a commencé.

Jouons cartes sur table.

La loyauté de la France est ce qui nous assurera la neutralité de la Russie.

XXXVII.

L'EUROPE DÉFINITIVE.

30 août 1868.

Sous ce titre : *Quel est l'ennemi héréditaire de l'Allemagne ?* vient de paraître en Allemagne une brochure qui a eu un grand nombre d'éditions. Traduite de l'allemand par M. R. P. de la Madeleine, cette brochure est un appel aux armes de la France contre la Prusse au nom des États dont l'annexion a eu lieu après la bataille de Sadowa.

A l'invitation furibonde qui nous est adressée, nous répondons par le refus le plus absolu.

La politique de Pénélope, qui consiste à défaire ce qui a été fait afin de le refaire, n'est pas la nôtre.

C'est grâce à notre intervention armée que l'Unité géographique de l'Italie s'est faite ; c'est grâce à notre neutralité non attentive que l'Unité géographique de l'Allemagne s'est faite militairement déjà, en attendant qu'elle s'achève territorialement et monarchiquement. Que devons-nous vouloir et que voulons-nous ? Nous voulons et nous devons vouloir que l'Unité géographique de la France se fasse, au même titre que se sont faites l'Unité géographique de l'Italie et l'Unité géographique de l'Allemagne ; non pas que nous nous exagérions la valeur défensive et l'importance militaire de la ligne du Rhin, mais nous pensons qu'un état de choses qui oblige la France à entretenir une force armée de quatorze cent mille hommes, laquelle force armée entretient en Europe la défiance, qui sème l'instabilité, ne saurait durer indéfiniment.

Si cet état de choses ne doit pas durer, s'il ne peut pas durer et que cependant il nous énerve et nous affaiblisse,

est-ce que le mieux n'est pas d'y mettre le terme le plus court, soit par une habile négociation diplomatique, soit par un grand acte de virilité nationale ?

Que l'on commence par épuiser toutes les combinaisons diplomatiques avant d'en venir aux mains, et que l'on ne tire les épées du fourreau qu'après que toutes les négociations, qu'après que toutes les mises en demeure seront restées infructueuses, c'est ce que conseillent l'humanité et la civilisation ; c'est ce que nous sommes d'avis que l'on fasse, mais activement, fermement, avec l'autorité que donne une volonté qui s'est exactement rendu compte de ce qu'elle veut et de ce qu'elle peut, et qu'on sait devoir être inébranlable.

Il y a des circonstances suprêmes dans la vie des nations où l'insuffisance est aussi coupable que la trahison, car elle est non moins fatale. Si ces paroles atteignent M. de Moustier, ministre des affaires étrangères, qu'il n'en accuse que lui et son insouciance !

La Prusse n'ignore pas, la Prusse ne peut pas ignorer les résistances que lui oppose le sentiment autonome. Ces résistances, elle les vaincra avec le temps ; mais elles seront d'autant plus vives, d'autant plus opiniâtres, d'autant plus difficiles à vaincre, qu'elles trouveront à l'extérieur un point d'appui plus ferme et plus large.

Pourquoi ne pas profiter de cette situation favorable ?

Pourquoi ne pas jouer le grand jeu ?

La Prusse, elle ne s'en cache pas, aspire à devenir, sous le nom soit d'Empire allemand, soit d'empire d'Allemagne, une grande puissance à la fois territoriale et maritime.

Ne marchandez pas la Prusse, monsieur le marquis, tentez-la !

Offrez-lui carrément de prendre tout ce qu'il est nécessaire qu'elle possède pour être l'Allemagne définitive, à la condition qu'à son tour la France soit la France définitive,

la France telle qu'elle a été déjà, la France telle qu'elle doit exister de nouveau, puisque la politique économique s'est effacée depuis 1866 pour laisser malheureusement la politique territoriale reprendre son ancienne place, qu'elle avait perdue.

L'Allemagne étant l'Allemagne définitive, la France étant la France définitive, l'Italie étant l'Italie définitive, l'Europe ne tarderait pas à être l'Europe définitive, ce qui serait le désarmement européen, puisqu'elle n'aurait plus à appréhender de guerres intestines.

Si cela ne se fait point par la diplomatie, que cela se fasse par la guerre, mais que cela se fasse au plus vite ! Tous les peuples dont l'Europe se compose sont intéressés à ce que l'instabilité européenne dont ils souffrent ne se prolonge pas indéfiniment.

Nous ne nous dissimulons pas que le partage de la Hollande entre la France et la Prusse, que l'attribution du port de Trieste à l'Allemagne, que l'incorporation à la France de la Belgique et des pays rhénans n'auraient pas lieu sans faire naître des objections de la part de l'Angleterre et de l'Autriche, et des difficultés de la part des populations annexées ; mais nous ne connaissons aucun moyen de faire une omlette sans casser d'œufs.

L'Europe peut-elle subsister telle qu'elle est ?

Non.

Alors ni les uns ni les autres ne nous laissons donc arrêter par aucune considération secondaire qui ne serait que la prolongation d'un provisoire funeste.

Épée ou compas à la main, faisons à chacun équitablement sa part !

Cherchons de bonne foi toutes les compensations qu'il sera juste et possible d'offrir aux peuples incorporés et aux souverains médiatisés qui feront les frais d'un partage rationnel

et définitif de l'Europe : compensations territoriales, avantages économiques ou indemnités pécuniaires !

Dégageons-nous des lieux communs que se transmettent et que répètent les générations successives sans réfléchir et sans s'apercevoir que ce qui, avant la découverte de l'Amérique, avant la navigation à vapeur, avant les chemins de fer, avant les télégraphes électriques, avant la facilité des communications internationales, avant la nécessité des échanges commerciaux, etc., etc., pouvait être vrai, a cessé de l'être.

Parce que la Russie a des ports dans la Baltique, pourquoi, par exemple, s'obstinerait-on à ériger en principe que l'intérêt et la sécurité de l'Europe exigent que la Méditerranée soit fermée à la marine russe ?

Le principe, le progrès, c'est qu'il ne doit plus y avoir dans le monde entier aucune mer fermée, aucune mer barrée par aucun détroit armé !

La féodalité des mers a fait son temps ; le temps est venu de la liberté des mers !

Faites de ce principe, faites de ce progrès le fondement de votre politique ; achetez, pour le compte de l'Europe, à la Turquie lourdement obérée, la neutralisation des Dardanelles, sans craindre de voir le pavillon russe prendre sur les eaux de la Méditerranée une trop grande place, et la Russie ne mettra pas plus d'obstacle à l'Unité géographique de la France qu'elle n'en a mis à l'Unité géographique de l'Italie et à l'Unité militaire de l'Allemagne.

La Russie vous a dit son secret : elle n'a aucun intérêt à l'agrandissement de la Prusse, car en s'agrandissant la Prusse s'émancipe, et, s'affranchissant de la tutelle moscovite, elle peut devenir une voisine qui exige désormais que le gouvernement russe compte avec elle.

Il suffit de jeter les yeux sur une carte de l'Europe en 1868 pour reconnaître que la France est maintenant trop

petite territorialement ; or la Russie n'a pas d'intérêt à ce que la France, son alliée naturelle et éventuelle, soit trop petite. La Russie ne prenant pas parti pour la Prusse, l'Angleterre imitera la Russie, elle restera neutre. Alors, soit diplomatiquement, soit militairement, la question se restreindra entre l'Allemagne et la France, car on ne saurait supposer que le gouvernement français commettrait la faute de ne pas faire le nécessaire pour désarmer en Italie le parti d'action et lui ôter tout moyen de contraindre le roi Victor-Emmanuel à prendre parti pour la Prusse contre la France, comme en 1866 il a pris parti pour la Prusse contre l'Autriche.

Prétendre, ainsi que le prétend la brochure allemande traduite par M. de la Madeleine, que la Prusse est l'ennemie héréditaire de l'Allemagne, c'est méconnaître la vérité des faits, c'est oublier que, le 28 mars 1849, l'assemblée nationale constituante de l'Allemagne siégeant à Francfort a proclamé, dans sa 196^e séance, le roi de Prusse « *empereur des Allemands* », et que cette couronne qui lui était offerte, c'est le roi Frédéric-Guillaume IV qui l'a refusée le 3 avril 1849.

Il n'y a jamais rien à gagner à mettre le mensonge à la place de la vérité et la haine à la place de la justice.

Si la Prusse refuse d'être notre partenaire, elle deviendra notre adversaire ; mais on peut être temporairement adversaires, et le lendemain de la bataille décisive n'être plus ennemis et se tendre cordialement la main comme après un duel.

C'est ce qui a eu lieu entre l'Autriche et la Prusse ; c'est ce qui aurait lieu entre la Prusse et la France.

Quant à la difficulté de nous assimiler les pays rhénans, l'auteur de l'écrit allemand qui nous appelle aux armes permettra que cette difficulté, nous ne la considérons pas comme durable, car ils auraient tout à gagner à l'émulation qui

s'établirait forcément entre la France et la Prusse ; ce serait nécessairement à laquelle de ces deux puissances donnerait à ses provinces annexées le plus de liberté et le plus de bien-être !

Sur les deux rives du Rhin, le militarisme n'est à craindre que s'il s'y perpétue par la paix armée.

Paix armée et liberté durable sont incompatibles. En quels pays a-t-on jamais vu vivre longtemps d'accord armées permanentes et liberté ?

XXXVIII.

LA FIN ET LES MOYENS.

2 septembre 1868.

S'il nous fallait une preuve que les ministres qui inspirent en France la presse officieuse n'ont aucune politique et ne sont pas des hommes d'État, cette preuve, nous la trouverions dans l'article que le *Constitutionnel* publie en tête de sa première page, article dans lequel il reproche à la *Liberté*, après avoir tour à tour, premièrement, prêché l'alliance de l'Autriche, de l'Italie et de la France contre la Prusse; deuxièmement, de la France, de l'Italie et de la Prusse contre l'Autriche; troisièmement, de la France, de l'Italie et de la Prusse contre l'Europe, de pousser finalement à la guerre de la France contre la Prusse, à moins que cette dernière puissance ne consente à concourir à la formation soit d'un seul État neutralisé, qui comprendrait la Belgique et les pays rhénans, et se composerait de dix millions d'habitants, soit de deux États neutralisés de cinq millions d'habitants chacun, l'un gardant son nom de royaume de

Belgique, l'autre prenant le nom de royaume des Pays-Rhénans, sous la réserve expresse, dans la première comme dans la seconde combinaison, du rasement de tous les foris enclavés entre nos frontières actuelles et nos frontières naturelles.

Si le *Constitutionnel* confond sciemment la fin avec les moyens de l'atteindre, cela fait peu d'honneur à sa bonne foi.

Si de la part du *Constitutionnel* cette confusion a eu lieu sans qu'il s'en rendit compte, cela fait peu d'honneur à son bon sens.

Oui, cela est vrai, en 1866, avant que la guerre éclatât entre l'Autriche et la Prusse et après qu'elle eut éclaté, nous avons successivement cherché et indiqué, selon leur opportunité, toutes les combinaisons possibles pour que l'agrandissement territorial de l'une ou de l'autre de ces deux puissances n'eût pas lieu sans qu'il profitât à la France dans la mesure que déterminerait l'équité prévoyante et qu'exigerait le désarmement européen.

C'est là une peine que nous n'eussions pas eu besoin de prendre si la France avait eu le bonheur de posséder dans les conseils de son gouvernement un ministre qu'elle pût opposer au comte de Bismark, et qui, étant son rival, fût son égal. Cette peine, il nous l'eût épargnée, car nous n'avons cherché que parce que personne ne cherchait et ne trouvait : M. le marquis de Moustier moins encore que son prédécesseur M. Drouyn de Lhuys.

Lorsque, le 28 avril 1866, soixante-six jours avant la bataille de Sadowa, nous mettions dans la bouche de la France le langage qu'il suffisait qu'elle tint pour qu'elle empêchât la guerre de s'allumer entre l'Autriche et la Prusse, est-ce que nous n'avions pas raison? Est-ce qu'il était trop tard?

Lorsque, le 11 mai suivant, revenant à la charge sur ce

que nous avions dit le 21 avril, nous insistions pour que l'Autriche consentît à l'abandon volontaire de la Vénétie, moyennant que le gouvernement autrichien rentrât victorieusement dans la possession de la Silésie et s'assurât pleinement l'hégémonie de l'Allemagne, est-ce que nous n'avions pas raison? Est-ce qu'il était trop tard?

Lorsque, le 10 septembre 1866, avant que l'esprit de rivalité et de défiance s'allumât entre la France et la Prusse, nous pressions la France, l'Italie et la Prusse de nouer entre elles la triple alliance qui eût fait de ces trois puissances les trois arbitres suprêmes de la paix en Europe, est-ce que nous n'avions pas raison? Est-ce qu'il était trop tard?

Après les sentiments d'hostilité qui se sont fait jour entre la France et la Prusse, en avril 1867, à l'occasion de la malencontreuse acquisition de la province de Luxembourg et de sa forteresse, clandestinement négocié entre la France et la Hollande, hostilité que la conférence de Londres et le traité du 11 mai 1867 ont apaisée, mais qu'ils n'ont point éteinte, reste-t-il un autre parti à prendre, une autre politique à suivre que la mise en demeure que nous avons proposé d'adresser à la Prusse, avec la guerre le lendemain en cas de refus? S'il y a une autre politique à suivre, que les hauts inspirateurs du *Constitutionnel* la lui tracent donc! Nous l'avouons, nous serions curieux de la connaître, car nous ne saurions appeler une politique ce qui est l'absence de toute politique, à moins que ce ne soit la politique d'abdication.

La guerre que nous paraissions prêcher n'est pas un cri que jettent nos passions, c'est tout simplement une conséquence que tire notre logique d'une situation qui n'est pas notre œuvre; car cette conséquence, nous avons tout tenté pour l'étouffer dans son germe, et, n'y ayant pas réussi, nous avons tout fait pour qu'elle ne donnât point naissance

à une rivalité ombrageuse, mais qu'elle donnât naissance à une alliance durable.

La guerre n'a pas d'ennemi plus déclaré que nous ; elle n'a pas cessé d'être, à nos yeux, la bêtise humaine élevée à sa plus haute puissance ; mais telle qu'elle résulte des fautes commises, ce n'est plus entre la guerre et la paix qu'est posée la question (autrement, nous serions énergiquement pour la paix contre la guerre), c'est entre la guerre avec ses chances favorables pour que la France soit victorieuse, et la guerre avec ses chances contraires pour que la France ait le sort de l'Autriche.

La lettre de l'impératrice Marie-Thérèse, écrite en 1778(1), et la fameuse note de M. Usedom du 17 juin 1866, sont des avertissements qui ne doivent s'effacer de la mé-

(1)

Lettre de Marie-Thérèse.

« Chacun sait quel cas on peut faire du roi de Prusse et de sa parole. La France l'a appris dans bien des circonstances ; aucun prince d'Europe n'a échappé à ses perfidies, et c'est un tel roi qui s'est érigé en dictateur, en protecteur de l'Allemagne ! Mais le plus étonnant, c'est que toutes les puissances ne songent point à se donner la main pour éloigner un pareil malheur, qui doit tôt ou tard retomber sur elles. Depuis trente-sept ans cet homme, avec sa monarchie et son despotisme militaire, avec ses méfaits et sa violence, est le véritable fléau de l'Europe. Il s'est départi de tous les principes reconnus du droit et de la vérité ; il se rit des traités et des alliances.

« C'est nous qui sommes le plus exposés à ses coups, et l'on nous abandonne ! Nous nous en tirerons pourtant encore cette fois tant bien que mal.

« Je ne parle point pour l'Autriche en particulier ; ce que je dis s'adresse à toutes les puissances de l'Europe.

« L'avenir ne me semble pas riant. Ma vie ne se prolongera pas jusque-là ; seuls, mes enfants et mes arrière-neveux, notre sainte religion et mon cher peuple, auront à subir de tristes épreuves. Nous sentons nous-même déjà les premières atteintes de ce despotisme insolent, mais plein de force, qui ne connaît d'autre règle, d'autre mobile que son intérêt. *Si on laisse cette politique prussienne gagner encore du terrain, quelle perspective s'offrira à ceux qui viendront après nous ? Car, il ne faut pas se faire illusion, ce système grandit chaque jour....*

« Qu'on ne se laisse point tromper par les flatteries de la politique prussienne. Le roi vous cajole pour atteindre son but ; mais dès qu'il y aura réussi, il s'empressera de faire le contraire de ce qu'il aura promis. C'est ainsi qu'il

moire d'aucun Français qui a lu ces paroles de Montesquieu :

Comme toutes les choses humaines ont une fin , l'État dont nous parlons perdra sa liberté; il périra. Rome , Lacédémone et Carthage ont bien péri.

Au dedans et au dehors, il y a des complications graves que nous pressentons ; la prévoyance et la prudence commandent de ne pas les attendre les bras croisés et les yeux fermés. Mais si les fautes commises en 1859, aggravées en 1863, accumulées en 1866, ne peuvent se réparer que par une guerre résolument entreprise, rapidement conduite, heureusement terminée, est-ce à dire que la guerre soit notre politique? Non, jamais la guerre n'a été et ne sera la politique de nos sympathies et de nos préférences, de nos études et de nos idées. Nous haïssons la guerre, nous la méprisons, mais il y a des non-sens dans lesquels il faudrait pour tomber avoir perdu la vue ou la raison. En 1860, après la conclusion du traité de commerce signé avec l'Angleterre, que disions-nous que devait chercher la France? Nous disions qu'elle devait chercher parmi ses ministres, ses diplomates, ses conseillers d'État, ses députés, ses financiers, ses économistes, ses publicistes, un Cobden français à opposer au Cobden anglais.

agit avec tout le monde, excepté avec la seule puissance qu'il redoute, c'est-à-dire la Russie.

• La Russie suit les mêmes principes politiques que la Prusse, et l'intérêt réciproque unit toujours étroitement ces deux puissances, alors même qu'elles n'ont point conclu d'alliance verbale et formelle. Elles se tiennent par la main parce qu'elles ont la même tendance à s'agrandir, bien que cette tendance n'ait point le même objet chez chacune d'elles. Voilà pourquoi je considère la Russie et la Prusse comme formant une seule et unique puissance.

• Il ne faut plus songer aux vieux préjugés qui devraient être ensevelis depuis longtemps, à cette ancienne rivalité entre nous et la France. Il s'agit maintenant de nos biens les plus précieux, de nos intérêts les plus chers. *Nous serons renversés, écrasés l'un après l'autre, si nous ne nous unissons dans la défense.* •

En 1868, après l'unification militaire de l'Allemagne, alignée sous le commandement du roi de Prusse, que disons-nous que doit chercher la France? Nous disons qu'elle doit chercher à opposer au Bismark prussien un Bismark français.

En admettant même que le Cobden français existât dans la personne de M. Rouher, tenter d'opposer un Cobden français à un Bismark prussien ne serait-ce pas aussi insensé que de prétendre jeter l'épouvante dans les rangs de nos soldats armés de fusils Chassepot et les mettre en fuite en déployant devant eux des bannières sur lesquelles seraient peints les monstres les plus hideux qu'auraient pu inventer l'imagination et le pinceau des Chinois?

Toujours notre politique a été la politique de la paix et du désarmement européen; elle l'est encore : la politique opposée, celle de la guerre et des armements excessifs, n'est pas la nôtre; c'est celle des hauts inspirateurs du *Constitutionnel*, car ce sont eux qui l'ont rendue nécessaire, fatale, inévitable..., presque désirable, afin d'en finir avec ce que le gouverneur de la Banque de France, M. Rouland, a si justement appelé « *le cauchemar de l'incertitude* ».

En septembre 1866, il y a juste deux ans, nous voulions que la France tendit cordialement la main à l'Italie et à la Prusse et donnât à l'Europe l'exemple du désarmement. Qui à cette époque a combattu cette politique? N'est-ce pas le *Constitutionnel* et toute la presse officieuse, soutenant que sept années de service obligatoire ne suffisaient plus, qu'il fallait les porter à neuf années, et qu'il fallait ajouter à une armée effective de 900,000 hommes une armée éventuelle de 500,000 gardes nationaux mobiles?

Maintenant, de quoi s'agit-il entre le *Constitutionnel* et la *Liberté*? S'agit-il de prévenir la guerre? S'agit-il de l'écarter? Non, ce n'est plus possible; il ne s'agit donc que de savoir sur quel prétexte et quel jour elle éclatera. Ce

jour, doit-on le hâter afin de le choisir, ou doit-on l'attendre au risque de le subir?

Ce n'est, comme on le voit, qu'une question de jour.

Insouciant, le *Constitutionnel* reste fidèle à ses habitudes, se résumant dans ces deux mots :

Imprévoyance, indécision.

Vigilante, la *Liberté* reste fidèle à sa politique, se caractérisant ainsi :

Prévoyance, décision.

XXXIX.

LA PAIX DU MONDE.

8 septembre 1868.

Il suffit de lire les journaux allemands pour se convaincre que la paix du monde, comme ils disent, ne tient qu'à un fil que coupera la première lame de sabre tirée du fourreau.

Oui, nous l'avouons, la France est faible; mais ce n'est point parce qu'elle manque d'alliances, c'est parce qu'elle manque de ministres qui aient de la virilité.

Cette opinion de l'Allemagne, que la France est faible et isolée, est le plus grand danger qui menace la paix du monde.

La Prusse, à qui la complicité de l'Italie a réussi, n'aura pas de cesse qu'elle n'ait adjoint à cette complicité celle de la Russie, afin de couronner l'œuvre de 1866. Tout ce que la Prusse pourra offrir à la Russie pour la tenter et la séduire, le gouvernement prussien le lui offrira. On peut, on doit y compter. Est-ce que la Prusse n'a pas le plus grand intérêt à ce que les regards de la Russie se portent moins sur les eaux de la Baltique et plus sur les eaux de la Méditerranée? La Prusse fera donc tout ce qu'elle pourra pour pousser la Russie vers Constantinople. Qui pourrait retenir la Russie?

— La crainte des forces maritimes combinées de l'Angleterre et de la France, agissant comme en 1854 ; mais cette crainte s'évanouit dès que l'accord s'établit entre les États-Unis, la Prusse et la Russie. Il ne faut donc pas traiter légèrement la nouvelle d'une entente de la Prusse avec les États-Unis, à l'effet de leur faciliter l'annexion de Cuba et l'acquisition d'une station militaire dans la Méditerranée. Ce n'est pas encore le chêne poussant des racines et des branches, mais c'est le gland semé. De la part de la Prusse et de la Russie, aucune objection à ce que l'Union américaine possède Cuba et acquière dans la Méditerranée une station militaire. Si la France n'y prend garde, toutes les combinaisons diplomatiques ne tarderont pas à se tramer sans elle et contre elle. Alors la guerre fatale sera la guerre désastreuse.

XL.

L'INVITE A LA FRANCE.

9 septembre 1868.

Aussi longtemps que la politique ne sera pas une science, elle sera un jeu.

Jeu de la force et du hasard en temps de guerre.

Jeu de l'adresse et du calcul en temps de paix.

Si remarquable que soit l'article d'un journal, nous ne sommes pas de ceux qui en exagèrent l'importance et l'érigent en programme de la politique d'un gouvernement ou d'une nation.

Un article de journal n'a de valeur, à nos yeux, que celle qu'il tire du fond des choses ; car la raison ne serait que le doute si elle ne finissait pas toujours par avoir raison.

Toutefois, l'article suivant du journal russe le *Golos* peut, nous le croyons, être justement qualifié ainsi :

INVITE A LA FRANCE.

De toutes les puissances européennes, la Russie est la seule qui ne rêve point une extension considérable de ses frontières, et si la trahison de l'Autriche, en 1856, ne nous avait pas enlevé une partie de la Bessarabie, qui n'est d'aucune utilité pour la Roumanie et qui est essentielle à la Russie pour assurer sa frontière sud-ouest, nous pourrions regarder nos limites occidentales comme définitivement fixées. Mais toutes les grandes puissances (à l'exception de l'Angleterre, qui a usurpé en Europe une influence beaucoup plus considérable que celle qui lui revient de droit) aspirent avec ardeur à reculer leurs limites : les unes à cause de l'insuffisance des frontières que les traités divers leur ont assignées ; les autres par suite de leur ambition et de leur désir de recouvrer l'influence qu'elles ont perdue.

La Prusse, plus que toutes les autres, avait le droit d'exiger une extension de ses frontières, parce que les traités de Vienne l'avaient enfermée dans des limites trop resserrées pour une grande puissance et trop reculées pour une puissance de second ordre. Cette situation contraignait la Prusse à épuiser ses forces pour entretenir une nombreuse armée hors de proportion avec l'étendue de son territoire. La campagne heureuse de 1866 l'a délivrée de cet inconvénient. L'annexion du Hanovre et la soumission aux Hohenzollern des États de la Confédération du Nord devraient, ce semble, satisfaire l'ambition la plus démesurée, d'autant plus qu'avant la campagne personne à Berlin ne rêvait des acquisitions territoriales aussi considérables. Mais un bonheur si grand et si inespéré a troublé la tête de M. de Bismark, et cet homme d'État, au moment même où il signait le traité de Prague, violait ce traité par la conclusion des traités d'alliance offensive et défensive avec les États de l'Allemagne du Sud. Maintenant, il est clair comme le jour que ç'a été là une démarche excessivement risquée et beaucoup trop hâtive. Pour agir en homme prudent, il fallait se contenter de la ligne du Mein et renoncer franchement, au moins pour quelque temps, à toute tentative sur l'Allemagne du Sud.

On a préféré, à Berlin, franchir ce Rubicon, et la France, très-naturellement et très-légitimement, s'est émue. Aujourd'hui un choc de la France et de la Prusse est devenu tout à fait inévitable.

Ni la Prusse ne laissera inachevée l'œuvre commencée, ni la France ne souffrira la prépondérance prussienne, et bon gré, mal gré, il faudra que la querelle se vide par les armes.

Dans toute cette affaire, c'est le gouvernement français qui est coupable; et non pas seulement le gouvernement actuel, mais aussi les gouvernements précédents.

Le cabinet des Tuileries n'a jamais su comprendre que l'influence de la Russie en Orient était un fait tout naturel, qui provenait de la situation même de cet empire. Dès que la Grande et la Petite-Russie ont été réunies en un seul État, l'existence indépendante de la Pologne, qui leur était hostile à toutes deux, devenait absolument impossible. La Russie, qui sentait sa force, ne pouvait pas ne pas en faire usage, et c'est ce qu'elle a fait, d'abord en conquérant les rives de la Baltique, puis en consolidant sa domination sur la mer Noire, et enfin en reculant ses limites à l'occident.

Sans doute ce progrès de la Russie a porté un coup fatal à quelques puissances européennes; mais, peut-on se demander : Qu'est-ce que la France, qui est si éloignée, y a perdu? Quels intérêts français ont pu être lésés de ce que Sladjibey est devenue la ville russe d'Odessa, et Achtiar la ville de Sébastopol? Aucuns, certainement. Au contraire, le commerce français, qui sous la domination turque avait à peine accès dans la mer Noire, s'est accru considérablement depuis la fondation d'Odessa, et dans un avenir peu éloigné, quand nos chemins de fer aboutiront à la mer Noire, il prendra encore une nouvelle extension.

Qu'a perdu la France à ce qu'un gouverneur général russe et non plus un roi siège à Varsovie? Rien, absolument rien. Et cependant, déjà les Bourbons, obéissant à l'influence de leurs maîtresses et des jésuites, travaillaient de tout leur pouvoir à entraver le développement naturel de la Russie au moyen d'intrigues et d'actes hostiles de tout genre.

La première République française n'a pas mieux agi que la dynastie qu'elle venait de renverser. Elle a voulu, avec une étourderie d'enfant, ravager et détruire la *barbare Moscovie*, et cela uniquement parce qu'à Saint-Petersbourg on donnait la préférence à une forme de gouvernement qui n'était pas alors de mode en France.

Le premier Empire français n'a pas été mieux avisé que la République, et il a payé de sa chute la haine injuste qu'il a eue pour la Russie.

Il semblait que Louis XVIII, rétabli sur le trône de France par l'empereur de Russie, devait prendre franchement parti pour la Russie; eh bien! Alexandre n'avait pas plutôt passé les barrières de Paris que les ministres français reprenaient à l'égard de la Russie les vieilles traditions de la politique de Choiseul.

Le gouvernement des Orléans a mieux compris les avantages de l'alliance de la Russie; mais alors notre gouvernement se trouvait sous l'influence des doctrines de Metternich et regardait d'un œil de mépris ce roi-citoyen qui ne jouissait point de tous les attributs du légitimisme, alors en grande vogue parmi nous; aussi, même sous Louis-Philippe, il n'y eut pas de rapprochement de la France et de la Russie. La seconde République française réussit encore, dans la courte durée de son existence, à envenimer les relations de la France avec la Russie, et le second Empire souleva presque toute l'Europe contre nous. La guerre de Crimée fut heureuse pour la France; son but fut en partie atteint : l'influence de la Russie fut considérablement diminuée en Europe. Mais qu'est-ce que la France y a gagné? Elle a gagné de se faire une ennemie acharnée de l'Italie, qu'elle-même a créée, et de se donner une rivale puissante dans la Prusse, qui sait profiter habilement, dans l'intérêt de son élévation, de l'hostilité absurde qui règne entre la France et la Russie. Aujourd'hui tout le monde reconnaît, et à Paris même on commence à comprendre les immenses avantages que la France pourrait retirer d'une alliance avec la Russie; par malheur, les Français en viennent un peu tard à cette conclusion.

Il n'est plus cet âge d'or où les puissances étrangères, avec une habileté bien connue, se tiraient d'embarras et faisaient leurs affaires avec l'aide des armes russes. Aujourd'hui nos voisins ne peuvent plus compter que nous verserons notre sang pour les protéger contre l'atteinte et les outrages de leurs ennemis. Au moment critique, nous n'avons trouvé nul secours en Europe, et c'est pourquoi nous sommes en droit de rendre à l'Europe la pareille. Nous regardons comme infiniment plus importante l'absence de déficit dans notre budget que l'absence, dans l'état actuel de l'Europe, des conditions nécessaires au maintien de la paix en Occident. Si les puissances européennes ne veulent pas vivre les unes avec les autres, eh bien, qu'elles se fassent la guerre! c'est leur affaire. Nous immiscer dans leurs querelles, comme nous faisions autrefois, ce serait avouer que les fautes du passé ne nous ont rendus ni plus prudents ni plus avisés.

Toutefois , la Russie , avec un peu d'habileté et sans même tirer l'épée, peut faire incliner les plateaux de la balance de tel ou tel côté, selon que l'une ou l'autre des parties adverses lui sera plus favorable. On reconnaît très-bien en Occident que dans ce moment tout dépend d'une seule chose, à savoir de quel côté se tournera la Russie. Aussi voit-on déjà l'une et l'autre puissance commencer de coqueter avec la Russie. Aucune d'elles cependant n'ose encore s'aventurer de peur d'essuyer un échec, comme il est arrivé à l'empereur François-Joseph, auquel la Russie, en 1859, refusa nettement l'appui de ses armes dans la guerre d'Italie. Les puissances européennes se bornent pour le moment à sonder le terrain à Saint-Petersbourg.

Il y a lieu d'espérer que jusqu'à ce jour la Russie ne s'est encore liée par aucun traité formel avec la Prusse. En ce qui concerne l'alliance avec la France, un grand nombre, chez nous, la rejettent comme impossible. Cependant il n'y a là aucune impossibilité réelle.

Si l'alliance de notre pays avec la France nous offrait quelques avantages réels, nous ne voyons pas ce qui empêcherait la Russie de conclure une telle alliance. Nous ne sommes pas si chauds amis des Prussiens que leurs ennemis deviennent par le fait même et instantanément nos propres ennemis. Nous vivons tout simplement en paix avec eux, comme il convient en bons voisins; l'amitié des cabinets les uns pour les autres ne correspond pas toujours aux sentiments réciproques des nations. Le Russe sait très-bien que le Prussien n'a pour lui aucune sympathie particulière, et voilà pour quoi il est complètement indifférent aux intérêts prussiens.

Pour les Français, au contraire, nous avons toujours eu un certain faiblesse, d'autant que les Français ne nous sont nullement aussi hostiles que voudraient le faire croire certaines feuilles parisiennes, enthousiastes pour les Polonais. Il pourrait donc très-bien se former entre les deux gouvernements une entente cordiale si les Napoléon pouvaient rompre avec les traditions de la routine et en finir une bonne fois avec cette prétendue sympathie pour les Polonais. Mais il est difficile de détruire en un jour un préjugé qui s'est enraciné pendant de longues années.

En outre, Napoléon III a un cousin qui ne répugnerait pas à ceindre la couronne de Pologne, et l'Impératrice des Français est profondément dévouée au pontife romain, lequel ne peut souffrir que les schismatiques russes empêchent les prêtres catholiques de tramer des conjurations; enfin, les Bonaparte, il faut le reconnaître, ont quelques obligations aux Polonais.

On ne peut dire, sans doute, que ce soient là des obstacles invincibles à la conclusion d'une alliance franco-russe; mais il est une circonstance qu'il importe encore davantage de prendre en considération. — Avant de conclure un traité quelconque il faut en peser les avantages et les désavantages. Or quels avantages particuliers pourrait nous offrir l'alliance de la Russie avec la France contre la Prusse? Une modification au traité de Paris de 1856? Voilà sans doute un avantage qui n'est pas à dédaigner; mais nous croyons que cette modification peut être obtenue par nous sans même conclure d'alliance avec la France.

Le jour où s'écroulera l'empire turc, l'Europe occidentale s'estimera bien heureuse si, dans le partage de la succession turque, la Russie se contente de la rive gauche du Danube et du retrait des conditions onéreuses qui lui ont été imposées en 1856. Pourquoi donc, sans espoir de profit, aller nous brouiller avec la Prusse, qui, dans ses rapports avec nous, a toujours observé une conduite honorable, plus honorable par exemple que celle de l'Autriche?

Sans doute l'accroissement extraordinaire de la Prusse n'est pas sans danger pour nous; mais pour la France, un tel accroissement est tout à fait intolérable; et voilà pourquoi nous espérons que la France saura bien, sans nous, assigner à la Prusse la place qu'il lui convient de voir occuper à cette puissance en Europe. De cette manière nous sommes dans l'heureuse situation de pouvoir profiter du travail des autres sans rien faire par nous-mêmes, et ce serait vraiment dommage de ne pas tirer d'une situation aussi favorable tous les avantages qu'elle peut nous offrir.

Quelle belle partie aurait encore à jouer un ministre des affaires étrangères français qui aurait, à la fois la résolution et l'habileté du comte de Bismark!

Qui a formé le comte de Bismark? — C'est le comte de Cavour.

Le service que le Piémont a ainsi rendu à la Prusse, est-ce que la Prusse ne le rendra pas à la France? Est-ce que nous ne finirons point par avoir notre comte de Bismark?

Que doit vouloir la France? Elle doit vouloir ce qu'a voulu et presque entièrement obtenu le Piémont; elle doit vouloir ce qu'a voulu et presque entièrement obtenu la Prusse. Elle

doit vouloir être ce qu'elle doit être : la France, au même titre que l'Italie a voulu être l'Italie et que l'Allemagne veut être l'Allemagne. Le partage de la Pologne entre l'Autriche, la Prusse et la Russie est un fait accompli, sur lequel il est aussi insensé de vouloir revenir qu'il serait stupide de vouloir rendre la vie au corps d'un homme dont la tête aurait été séparée du tronc et le tronc séparé des membres. La Pologne a eu sa raison d'être au temps où la Turquie était une puissance redoutable, ce que l'empire ottoman n'est plus, il s'en faut. « *La Pologne, boulevard de la France contre la Russie* », est un vieux cliché ; si la France a besoin d'un boulevard contre la Russie, la France n'a qu'à l'agréer, il existe ; ce boulevard se nomme la Prusse. En 1866, les deux gouvernements, gouvernement français et gouvernement prussien, n'avaient qu'à s'entendre avant ou après le 4 juillet, cela était simple et facile ! Le gouvernement français n'avait qu'à oser dire franchement le fond de sa pensée ; il n'avait qu'à oser dire au gouvernement prussien :

« Vous ne voulez pas rendre aux Polonais du duché de Posen leur autonomie, et vous venez d'enlever la leur aux Danois du Slesvig. Laissons donc à l'écart la vieille rengaine des nationalités, qui n'est bonne qu'à entretenir en Europe l'esprit de rivalité et le régime des armées permanentes poussées jusqu'à l'exagération la plus monstrueuse et la plus folle ! ce que vous voulez, vous, c'est l'Unité géographique de l'Allemagne : faites-la aussi largement, aussi complètement, aussi rapidement qu'il est nécessaire. Ce que je veux, moi, c'est l'unité géographique de la France la plus stricte, sans un pouce de terrain qui l'excède. Si vous y perdez trois millions d'Allemands du côté méridional du Rhin, vous y gagnerez neuf millions d'Allemands et peut-être seize du côté septentrional. Donc, le marché le plus avantageux, ce sera vous qui le ferez. Conjointement avec l'Italie, arborons le même drapeau, sur lequel seront inscrits ces mots : UNITÉ

GÉOGRAPHIQUE DES ÉTATS DE L'EUROPE. — LIBERTÉ UNIVERSELLE DES MERS. Ce drapeau étant celui de la France, de l'Italie et de la Prusse, ne tardera pas à devenir le drapeau constellé de l'Union européenne, car la Russie n'aura aucune objection à l'adopter, puisqu'il relèvera spontanément la mer Noire de l'interdiction humiliante qui la frappe, et qu'il assurera au pavillon russe le libre passage dans la Méditerranée, en même temps qu'il ouvrira à la Russie une seconde route conduisant aux Indes. Aussitôt que l'Europe aura une politique commune, les conséquences de cette politique commune seront le désarmement européen, le dégrèvement des peuples et la puissance de la production succédant à la puissance de la destruction. Cela vous va-t-il? Oui ou non. Ce que je vous demande uniquement, c'est une réponse péremptoire, qui ait immédiatement les actes pour garantie des paroles. »

Admettons que la Prusse, où il faut que le chancelier de Bismark compte avec le roi Guillaume et de vieilles idées, ait répondu non; alors la France, qui avait stipulé pour la Russie, se retournait sans aucun embarras du côté de l'empereur Alexandre et du chancelier de l'empire, le prince Gortschakoff, et leur tenait le langage que tient le *Golos* dans l'article sur lequel nous venons d'appeler la plus sérieuse attention de nos lecteurs. Les Russes rectifiaient leurs frontières en toute liberté. Ils exerçaient en Orient sur leurs coreligionnaires le patronage le plus étendu sans qu'il fût contesté ni marchandé. Les Italiens s'établissaient à Rome, le Pape transportait sa souveraineté locale soit à Jérusalem, d'accord avec la Russie, soit à l'île d'Elbe, d'accord avec l'Italie, cette île étant offerte et donnée au Pape en toute propriété, après expropriation avec indemnité préalable aux habitants actuels, pour cause d'utilité européenne, et cette île prenant le nom d'île de Saint-Pierre. Les Prussiens, se voyant pris comme dans un étau entre la France et

la Russie, changeaient de langage ; ils rétractaient le *non* qu'ils avaient laissé inconsiderément échapper, et le changeaient en un *oui* mûrement délibéré.

Ce que la France n'a pas su faire en 1866 ni sous une forme ni sous une autre, peut-elle le faire encore en 1868 ?

Oui,

Mais à la condition de ministres qui ne ressemblent pas à des chevaux dans une écurie en proie à l'incendie, qu'il est impossible d'en faire sortir pour les sauver.

Oui,

Mais à la condition de ministres qui ne consomment pas dans l'essai infructueux des plus petits moyens les forces d'un grand pays tel que la France.

Oui,

Mais à la condition de ministres que le génie national inspire, éclaire, dirige, soutienne.

Oui,

Mais à la condition de ministres qui ne cachent pas impertinemment l'indigence des idées sous le mépris des idées.

Oui,

Mais à la condition de ministres qui ne poussent pas l'aveuglement jusques à croire que c'est une grande route qu'ils ont devant eux lorsqu'ils n'ont devant eux qu'une impasse.

Oui,

Mais à la condition de ministres qui ne s'exténuent pas à chercher des prétextes futiles décorés du nom de plausibles lorsqu'ils n'ont que l'embarras du choix entre les motifs les plus légitimes et les plus sérieux.

*
* *

Nous venons de citer l'article du journal russe le *Golos* ; citons maintenant l'article plus significatif encore de la *Gazette de Moscou* :

Plus d'une fois déjà nous avons exprimé en termes clairs et qui ne sauraient donner lieu à l'équivoque toute notre pensée sur nos relations avec la France. Plus d'une fois déjà nous avons formulé de la manière la plus précise les conditions auxquelles, selon notre opinion personnelle et indépendante, le cabinet des Tuileries peut compter sur un concours sérieux et désintéressé de la Russie. Il n'est pas vrai qu'au nombre de ces conditions se trouvent des acquisitions territoriales pour la Russie, qui n'en a nul besoin.

Comme on ne cesse de dénaturer notre pensée et qu'on n'a pas l'air de nous comprendre, nous nous voyons forcé de donner de nouveaux éclaircissements, dussions-nous, pour cela, nous répéter.

Il nous est d'autant plus facile de donner toutes ces explications, que nous n'avons rien à cacher, notre politique étant de celles qui gagnent à être mises en pleine lumière.

Les intérêts véritables et bien entendus de la France et de la Russie ne sont nullement contraires les uns aux autres, et il n'est pas un seul point sur le globe terrestre où ces intérêts ne puissent être d'accord et où ces deux puissances ne soient en état de se prêter un concours réciproque. L'entente de la France et de la Russie serait la meilleure garantie de l'équilibre européen et de la tranquillité générale. Mais pour que cette entente puisse s'établir d'une manière solide et durable, deux conditions sont nécessaires :

La première, c'est que la France écarte de ses yeux le fantôme d'une prétendue résurrection de la Pologne. Pour cela il faut qu'à Paris on tâche de comprendre enfin que ce qu'on appelle la Pologne n'est pas un peuple, mais une caste féodale qui s'est détachée du peuple, et que depuis près d'un demi-siècle une poignée de féodaux anarchistes a abusé la nation française et tous les gouvernements qui se sont succédé aux Tuileries en leur faisant croire que le rétablissement de la Pologne était possible, et que la France était intéressée par ses traditions et ses principes à ce rétablissement.

Sans doute, si une telle assertion était vraie, si la France, pour repousser le fantôme de la résurrection de la Pologne, devait sacrifier même le moindre de ses intérêts, et s'il lui fallait pour cela se mettre en contradiction avec des exigences nationales, nous ne songerions pas un seul instant à modifier sa manière de voir et son attitude actuelles; il n'y aurait plus lieu à lui parler d'entente avec la Russie, et nous n'aurions plus qu'à nous mettre sur la défensive. Mais par bonheur il n'en est pas ainsi, et c'est le contraire qui est vrai.

La France progressiste et libérale, la France de 1789 ne saurait avoir rien de commun avec l'aristocratie polonaise, et il n'est pas une seule des traditions de la France, pas un seul de ses intérêts nationaux qui puissent l'engager à replacer sous le joug de la noblesse polonaise, qu'elles abhorrent, les populations qui habitent les rives de la Vistule. (Nous ne parlons pas des provinces occidentales de la Russie, où le peuple n'a jamais parlé la langue polonaise.)

La France renierait les plus belles pages de son histoire si elle essayait de revenir sur des faits accomplis pour toujours, à savoir la ruine de l'aristocratie polonaise, et la régénération du peuple polonais fondu dans la nation russe.

Pour ce qui est de la question orientale, nous demandons seulement que la France ne se mette pas en contradiction avec elle-même, et qu'elle ne songe pas uniquement à ses propres intérêts.

En Orient, comme partout, nous ne demandons à la France que de faire ce qu'elle se doit à elle-même.

Nous ne voulons ni la détourner du soin de ses intérêts ni la tromper ; nous voulons seulement qu'elle reprenne la voie dont elle n'eût jamais dû s'écarter, et sur laquelle nous sommes prêts à l'accompagner en amis fidèles, pourvu qu'elle marche vers ce but qui est le nôtre, à savoir : le développement pacifique et libéral des populations chrétiennes de la Turquie, garanties contre toute intervention étrangère.

Ah ! s'il y avait au ministère des affaires étrangères un homme qui inspirât toute confiance à la Russie, notre alliée naturelle, quatre questions qui n'en font qu'une se dénoueraient toutes seules :

La question de l'unité géographique de la France ;

La question de la neutralisation du détroit des Dardanelles ;

La question du développement pacifique et libéral des populations chrétiennes de la Turquie ;

Et enfin la question du désarmement européen.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.	1
I. La première bataille.	2
II. L'ennemi.	4
III. Les préparatifs militaires de la Prusse.	7
IV. Ce que fera la France.	11
V. La paix ou la guerre.	12
VI. Oui ou non.	12
VII. La guerre fatale.	13
VIII. La logique et le fatalisme.	15
IX. L'alternative détruite.	15
X. Le cercle vicieux.	18
XI. L'allumette slesvigoise.	19
XII. Le congrès du désarmement.	25
XIII. Rome, Trieste, Constantinople.	28
XIV. Les dispositions militaires de la Prusse.	39
XV. Le côté faible.	41
XVI. Une leçon de diplomatie.	44
XVII. Monsieur de Bismark.	52
XVIII. La logique.	55
XIX. Le cauchemar de l'incertitude.	70
XXI. Les deux politiques.	73
XXII. Ce que nous voulions, ce que nous voulons.	78
XXIII. Les deux programmes.	81
XXIV. La défiance de l'avenir.	88
XXV. La déclaration du 8 août.	92
XXVI. Le Rhin ou les Vosges.	95
XXVII. Une frontière imaginaire.	98
XXVIII. Que demandons-nous?	108
XXIX. Paix armée et liberté comprimée.	111
XXX. Les provinces rhénanes.	116
XXXI. Le vide sous les mots.	118

XXXII. Un entretien historique.	135
XXXIII. Les fautes successives	141
XXXIV. Inconséquence.	145
XXXV. La grandeur de la France.	146
XXXVI. Cartes sur table.	146
XXXVII. L'Europe définitive.	151
XXXVIII. La fin et les moyens.	156
XXXIX. La paix du monde.	162
XL. L'invite à la France.	163



ÉMILE DE GIRARDIN

QUESTIONS DE MON TEMPS

1836 à 1856

Douze volumes in-8°.

XIII

PAIX ET LIBERTÉ

QUESTIONS DE L'ANNÉE 1863. — Un volume.

XIV

FORCE OU RICHESSE

QUESTIONS DE L'ANNÉE 1864. — Un volume.

XV

POUVOIR ET IMPUISSANCE

QUESTIONS DE L'ANNÉE 1865. — Un volume.

XVI

LE SUCCÈS

QUESTIONS DE L'ANNÉE 1866. — Un volume.

XVII

LE CONDAMNÉ DU 6 MARS

QUESTIONS DE L'ANNÉE 1867. — Un volume.

XVIII

LES DROITS DE LA PENSÉE

QUESTIONS DE PRESSE. — Un volume.

XIX

QUESTIONS PHILOSOPHIQUES

Un volume de 900 pages.

Ensemble : dix-neuf volumes in-8° de 600 à 900 pages.

PARIS. TYPOGRAPHIE DE HENRI PLON, IMPRIMEUR DE L'EMPEREUR, RUE GARANCIÈRE, 8.

